

Les conflits de lois interprovinciaux dans le Droit Privé Lituanien

Exposé de Droit comparé et de Droit interprovincial
en matière de mariage et de successions

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Décembre 1939, à 13 heures 30

PAR

Alfonzas VABALAS

JURY { *Président* : M. NIBOYET, *professeur*.
 { *Suffragants* { MM. LEVY-ULLMANN } *professeurs*
 DONNEDIEU DE VABRES }

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, Rue Saint-Jacques

1939

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les conflits de lois interprovinciaux dans le Droit Privé Lituanien

Exposé de Droit comparé et de Droit interprovincial
en matière de mariage et de successions

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Décembre 1939, à 13 heures 30

PAR

Alfonsas VABALAS

JURY { *Président* : M. NIBOYET, *professeur*.
 { *Suffragants* { MM. LEVY-ULLMANN
 DONNEDIEU DE VABRES } *professeurs*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^e

158-160, Rue Saint-Jacques

1939



INTRODUCTION

Le travail que nous nous sommes proposé consiste à traiter les conflits qui s'élèvent en Lituanie entre les différentes législations en matière de mariage, de rapports pécuniaires entre les époux et de successions.

Notre plan primitif comportait l'étude de quatre législations qui étaient, jusqu'à ces derniers temps, en vigueur dans les diverses parties de la Lituanie, y compris le Territoire de Memel.

Hélas, les derniers événements politiques qui nous ont surpris au cours de ce travail, ont été, une fois de plus, la cause directe du changement de physionomie de notre législation. En effet, d'après le traité du 22 mars 1939, et nous savons bien les conditions dans lesquelles il a été conclu, la Lituanie a dû céder le Territoire de Memel à l'Allemagne. Avec cette cession, la législation allemande qui y était en vigueur a disparu du cadre de l'Etat lituanien. Malgré cette constatation, nous avons cru nécessaire de donner une certaine place, à côté des autres lois locales, à la législation allemande. Si nous parlons de la législation qui était en vigueur dans le Territoire de Memel, c'est parce que cette dernière a exercé une certaine influence sur notre droit général. Ainsi, nous le verrons dans la partie consacrée aux conflits interprovinciaux en matière de mariage, l'existence du mariage civil dans le Territoire de Memel a entraîné la reconnaissance par notre jurisprudence du mariage civil conclu à Memel par des Lituaniens, assujettis

à leurs lois locales, qui ne reconnaissent que le mariage religieux.

Par là, le principe d'ordre public et de fraude à la loi s'est trouvé atténué et cette atténuation est appelée à produire ses effets même sur les conflits d'ordre international.

Mais il ne s'agit pas seulement du passé.

Les rapports juridiques, nés à l'intérieur du pays, dans le domaine du droit privé, ne s'éteignent pas subitement du fait de l'annexion ; les conflits interprovinciaux antérieurs prendront ainsi dorénavant un caractère international. Et c'est la raison pour laquelle il ne faut pas cesser de rapprocher la législation actuellement en vigueur en Lituanie et la législation allemande.

Avant d'entrer dans l'étude des conflits qui s'élèvent entre le Code russe, le Code Napoléon et le Code balte, qui sont encore en vigueur en Lituanie, nous avons exposé brièvement l'histoire de leur formation et de leur apparition en Lituanie.

Pour la solution des conflits sur chaque matière que nous abordons, nous avons donné la préférence à la méthode comparative. Ce choix nous paraît nécessaire, d'abord parce que certaines dispositions de ces législations sont peu connues non seulement à l'étranger, mais même en Lituanie. C'est notamment le cas du Code balte, qui ne s'applique chez nous que dans quelques communes.

D'autre part, si l'on a sous les yeux les différentes législations, on constate mieux dans tous les détails les points sur lesquels elles se heurtent.

PREMIÈRE PARTIE

Formation historique de la législation lituanienne

§ I. — LE STATUT LITUANIEN

L'évolution du droit et de la législation en Lituanie a suivi de très près les variations politiques de l'Etat lituanien. Pour bien comprendre cette évolution, depuis la fondation de l'Etat, au moyen-âge, jusqu'à son terme actuel, il est indispensable de nous rappeler les principaux événements de la vie politique et juridique, surtout depuis le xvi^e siècle jusqu'au xix^e, qui ont détourné l'heureuse évolution du droit coutumier proprement lituanien. Ce développement a pris fin au xviii^e siècle avec les partages successifs de l'Etat Polono-Lituanien (1772, 1793, 1795) et fait place au droit imposé par le dernier vainqueur.

Dès les xii^e et xiii^e siècles, époque de la fondation de l'Etat unifié sous le pouvoir des Grands-Ducs, la Lituanie vivait sur un droit coutumier qui, au xvi^e siècle, aboutit à la codification du droit national, connue sous le nom célèbre de « *Statut Lituanien* ».

Ce Statut, d'une grande perfection pour l'époque (1) et qui, plus tard, a été souvent comparé au Code Napoléon

(1) Ce Statut a eu trois rédactions, la première en 1529, la seconde en 1566 et la dernière en 1588.

lui-même (1), est à peu près contemporain de la rédaction de la Coutume de Paris, qui a servi de modèle pour les autres coutumes (première rédaction en 1511, réformée en 1580).

Le Statut lituanien était unique pour toute la Lituanie et il a subsisté, nous le verrons, jusqu'en 1840 (2). Mais en 1795, l'unité de la législation fut rompue, par suite du morcellement du territoire.

En effet, après 1795, il n'y a plus d'Etat lituanien : les territoires proprement lituaniens sont désormais partagés entre la Russie et la Prusse. La rive droite du Niémen est tombée aux mains des Russes, tandis que la rive gauche revient à la Prusse.

Dans cette dernière partie, qui prend le nom de Nouvelle Prusse Orientale, sont introduites aussitôt les lois prussiennes : le Code de la Prusse de 1794, « *Allgemeines Landrecht für Preussischen Staat* ».

§ 2. — LE CODE NAPOLÉON

Cependant, par le traité de Tilsit (8 juillet 1807), Napoléon 1^{er} reprit à la Prusse les provinces lituaniennes qu'elle avait acquises et les incorpora au Grand-Duché de Varsovie.

La Constitution de ce nouvel Etat, dictée à Dresde le 19 juillet 1807 par Napoléon aux représentants polonais,

(1) I. Danilowicz : *Le Code Napoléon comparé avec les lois polonaises et lituaniennes* (en polonais), 1905, Warszawa.

(2) Dans les gouvernements de Tchernigov et de Pollava, la plupart des dispositions du droit privé du Statut Lituanien ont subsisté jusqu'en 1917.

prévoyait dans son article 69 l'introduction du Code Napoléon, mais sans préciser la date de son entrée en vigueur. Or, la Constitution devait être appliquée immédiatement, mais certaines difficultés faisaient obstacle à la mise en application à la même date du Code Napoléon. Le servage et les différentes classes, avec leurs juridictions, subsistaient encore. Il fallait d'abord réorganiser le système des tribunaux sur le modèle des tribunaux français. De plus, il fallait traduire le Code dans la langue du pays (le polonais). Enfin, il convenait d'introduire des dispositions transitoires, en vue de coordonner la nouvelle législation avec les lois locales.

Après de longues hésitations et délibérations, à la suite de l'intervention de Frédéric-Auguste 1^{er}, Roi de Saxe et, en même temps, Grand-Duc de Varsovie, et de son ministre, Félix Lubienski, il fut décidé que le Code Napoléon entrerait en vigueur le 1^{er} mai 1808.

Dans la mesure où le Code Napoléon permettait d'appliquer les coutumes et les lois locales, ainsi que pour les rapports juridiques nés avant le 1^{er} mai 1808, la loi du 10 octobre 1809 autorisait les tribunaux à appliquer les lois jusqu'alors en vigueur, c'est-à-dire : *Volumina Legum* (1), *Allgemeines Landrecht für Preussischen Staat* et *Allgemeine Gerichtsordnung*.

Bien que la loi du 10 octobre 1809 ait ainsi cherché à résoudre les conflits nés de l'introduction du nouveau Code, il fallait pallier aux difficultés d'ordre plutôt social et politique. Ainsi les institutions du mariage civil et du divorce rencontraient une opposition acharnée de la part de l'Eglise catholique. L'abolition du servage proclamée

(1) L'ancien recueil des lois Polono-Lituanienues.

par la nouvelle Constitution ne rencontrait pas une moins vive opposition ; mais les décrets du 21 juillet et du 17 décembre 1807, conservant à peu près l'ancien état de choses, calmèrent les grands propriétaires.

L'opposition du clergé et des seigneurs subsista cependant et elle éclatera avec la plus grande intensité plus tard, quand les partisans des lois nouvelles ne trouveront plus d'appui, c'est-à-dire après la défaite de Napoléon I^{er} et l'effacement de l'influence française.

Notons entre temps qu'avec le Code Napoléon avaient été introduits le Code de Procédure civile (juillet 1808) et les dispositions de la loi française contenant l'organisation du notariat. Au mois de mars 1809, la Diète du Grand-Duché vota la mise en vigueur, à partir du 1^{er} mai 1809, du Code de Commerce français.

Après les défaites de 1812-1814 et à la suite de l'occupation militaire du Grand-Duché par les troupes russes, les adversaires des nouvelles lois, avec le prince Adam Czartoryski à leur tête, reprirent la lutte. Déjà, pendant la campagne de France, ce grand seigneur, favori du Tsar, lui avait présenté, lors de son séjour à Chaumont (mars 1814) un mémoire demandant l'abolition du Code Napoléon dans le Grand-Duché et son remplacement par le Statut lituanien. Il suggérait en même temps la réunion de la Pologne à la Lituanie russe. Mais ses idées extrémistes n'avaient pas été acceptées et l'assaut contre le Code français avait échoué. Les projets de lois relatifs au mariage, au concordat et même le projet du code civil polonais, élaborés pendant cette période, ne virent pas le jour.

§ 3. — LES NOVELLES

Après le congrès de Vienne de 1815, le Grand-Duché de Varsovie, amoindri au profit de l'Autriche et de la Prusse, prit le nom de Royaume de Pologne (1815-1832), lié cette fois à l'Empire Russe.

Une partie de la Lituanie, sur la rive gauche du Niémen, fut incorporée à ce Royaume, comme ayant précédemment fait partie du Grand-Duché de Varsovie.

Cette période marque, avec le changement d'influence politique, une nouvelle orientation dans la législation. Cette orientation se précise par les efforts en vue, sinon de remplacer le Code Napoléon par un code civil polonais, du moins de le remanier dans certaines parties.

Toutefois, le législateur, dans cette nouvelle tâche, ne s'éloigne pas beaucoup des principes posés par le Code Napoléon ni de son système. D'ailleurs, ce n'est pas le seul exemple de l'influence du Code Napoléon au XIX^e siècle.

Les questions que le législateur du Royaume devait aborder, sous la pression de diverses classes sociales intérieures, d'une part, et du Gouvernement de Pétersbourg, d'autre part, étaient d'abord l'hypothèque et le mariage.

En ce qui concerne l'hypothèque, les propriétaires donnaient la préférence au système prussien. De plus, le fait que le délai de dix ans prévu par l'article 2154 pour le renouvellement des inscriptions allait expirer en 1818, hâta la promulgation d'une nouvelle loi. Les lois du 26 avril 1818 et du 6 août 1825 sur les Privilèges et hypothèques ont remplacé le titre XVIII du livre III du Code Napoléon. Leurs dispositions sont un compromis entre le système prussien et le régime français.

Quant au mariage civil et au divorce, les dispositions du Code Napoléon, sauf quelques exceptions, n'étaient pas appliquées ou l'étaient à contre-cœur. Le décret du 9 mai 1808, à défaut d'officiers compétents dans les communes; Varsovie exceptée, avait prescrit aux curés de passer les actes de l'état-civil. C'était marcher à reculons. Les évêques protestaient et demandaient l'abrogation des titres II, V et VI du Code Napoléon relatifs au mariage et au divorce.

Le roi et le gouvernement du Grand-Duché de Varsovie, à part quelques concessions (décret du 23 février 1809) n'avaient pas cédé aux exigences de l'Eglise. Le terrain parut plus favorable à partir de la constitution du Royaume de Pologne, où les évêques furent aidés par le Tsar qui, s'inspirant des « principes chrétiens » (1), se posait en défenseur « des dogmes et la discipline de l'Eglise catholique ».

Le premier succès remporté par l'Eglise fut la promulgation du nouveau Code civil du Royaume de Pologne du 13 juin 1825, dont le livre 1^{er} remplace tout le livre premier et le titre V du livre III du Code Napoléon et modifie profondément les titres II, V et VI.

Sous Nicolas I^{er} la loi du 24 juin 1836 sur le mariage modifie les disposition du Code civil du Royaume de Pologne (livre 1^{er}) en la matière.

Cette loi a été « modelée » par le comte Speranski sur le Code civil russe qui venait d'entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1835. Elle fonde aussi le mariage sur des principes d'ordre strictement confessionnel. Mais à côté des règles du droit canonique des diverses confessions, elle prévoit des

(1) Nous sommes en pleine période de la Sainte Alliance.

conditions et formalités. Ainsi cette question si épineuse était résolue définitivement.

Signalons aussi des projets élaborés en vue de remplacer les livres II et III du Code Napoléon par le Code civil polonais, mais ces projets ne virent pas le jour.

Ainsi le Code Napoléon (livres II et III), le livre 1^{er} du Code civil du Royaume de Pologne de 1825, les Nouvelles ci-dessus mentionnées et le Code de Commerce français sont restés en vigueur en Pologne et dans une partie de la Lituanie jusqu'à nos jours, comme lois locales.

Le Code de procédure civile français et la loi française sur le notariat, introduits en 1808, ont été remplacés en 1875 par les lois russes de 1864 et 1866.

§ 4. — LE PROBLÈME DES TEXTES ORIGINAUX

La question s'était posée et se pose encore actuellement de savoir quels sont les textes authentiques de ces codes et lois, promulgués à différentes époques et en différentes langues.

Notons d'abord qu'il n'existe pas actuellement de texte lituanien authentique du Code Napoléon. D'après le décret du 10 octobre 1809 le texte authentique de ce Code est le texte français. La traduction en polonais n'est applicable qu'autant qu'elle n'est pas contraire à l'original. Le Code civil de 1825 (livre 1^{er}) a été promulgué en polonais. La loi de 1836 sur le mariage a été publiée en langue russe et en polonais. Les juristes russes ont soutenu que seul le texte russe était authentique.

En pratique, les tribunaux lituaniens d'aujourd'hui se servent de textes russes. En ce qui concerne les changements

récents, ils sont publiés en lituanien dans le « Journal Officiel » (Vyriausybės Žinios).

Avant de passer sur l'autre rive du Niémen, mentionnons quelques caractéristiques du Code Napoléon en vigueur en Lituanie. Il diffère du Code civil de 1804 et de la législation actuellement en vigueur en France.

Cela résulte d'une part des transformations mentionnées plus haut ; d'autre part, tandis que la législation et la jurisprudence françaises ont sans cesse vivifié le Code, source fondamentale du droit civil, le Code Napoléon qui durant l'existence du Grand-Duché de Varsovie et du Royaume de Pologne, avait conservé son caractère indépendant, est, depuis 1832, devenu un code local dans l'Empire russe et a perdu dès lors sa faculté de rénovation.

Toutefois, il convient de remarquer que le Sénat russe, en tant que Cour de cassation, a suivi de près, au cours du XIX^e siècle, l'interprétation du Code civil donnée par les tribunaux français. On l'aperçoit surtout en ce qui concerne les dispositions des articles 1382-1386 avant la promulgation de la loi du 2 juin 1903, analogue à la loi française du 9 avril 1898.

Après la grande guerre, l'importance du Code Napoléon a diminué davantage, en raison du territoire restreint sur lequel il s'applique en Lituanie. Dès lors, il se cristallise, il se fige. Toute modification que lui apporte le législateur lituanien équivaut désormais à une abrogation partielle.

Notamment, en proclamant l'égalité des droits des deux sexes devant la loi, la Lituanie a apporté des modifications aux dispositions du Code Napoléon relatives aux droits de la femme mariée. La loi du 10 avril 1922 a abrogé les articles 818, 905, 934 et 1029 du Code Napoléon et les articles 66, 67, 182-190, 192-200, 202-206, 213-225 et 230 du Code

de 1825, dont les dispositions limitaient la capacité de la femme mariée. En cette matière, le législateur lituanien a devancé de seize ans le législateur français (1).

La loi du 4 décembre 1936 (2) sur l'hypothèque a abrogé les lois de 1818 et de 1825 relatives aux privilèges et hypothèques. Cette loi est appliquée dans toute la Lituanie.

§ 5. — LA LITUANIE RUSSE

Nous avons montré jusqu'ici la vie du Code Napoléon dans une région lituanienne qui, d'après la division administrative russe, comprenait le gouvernement de Suvalkai (3). Passons maintenant sur la plus vaste partie de Lituanie, sur la rive droite du Niémen, comprenant les gouvernements de Kaunas, Vilnius et Gardinas (Grodno).

En 1795, Catherine II, Impératrice de Russie, dans son manifeste annonçant l'annexion du Grand-Duché de Lituanie à l'Empire russe, déclarait reconnaître et maintenir les droits et privilèges du Grand-Duché. En matière de droit privé, ce fut notamment le Statut lituanien.

Mais par un ukase de l'empereur Nicolas 1^{er} du 25 juin 1840, le Statut fut remplacé par les lois russes « Svod Zakonov », mises en vigueur, comme loi générale, dans tout l'Empire russe le 1^{er} janvier 1835.

Ce « svod » (code des lois) groupant toutes les lois, selon un plan établi par le comte Speranski, en 8 livres où sections fut publié en 16 tomes dont voici le contenu :

(1) Comparez la loi lituanienne du 19 avril 1922 et la loi française du 18 février 1938.

(2) Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1938.

(3) Actuellement le tribunal d'arrondissement se trouve à Marijampolé.

I. Lois fondamentales de l'Empire ; Lois relatives à l'organisation des pouvoirs publics centraux et locaux ; règlements concernant le service civil (tomes I-III) ;

II. Règlements sur les prestations et le recrutement (tome IV) ;

III. Lois concernant les finances : règlements sur les impôts, les douanes, les monnaies, les mines, salines et forêts et la comptabilité publique (tomes V à VIII) ;

IV. Lois sur les Etats (tome IX) ;

V. Code des lois civiles (tome X) ;

VI. Lois et règlements sur le commerce, l'industrie, le crédit, les voies de communication, les finances municipales, les cultes étrangers (tome XI à XII) ;

VII. Lois de sûreté concernant : le ravitaillement public ; l'hygiène, les passeports, la censure de la presse, la répression des crimes et délits (tomes XIII à XIV) ;

VIII. 1) Le code pénal (tome XV) ;

2) Lois de procédure : la loi sur l'organisation judiciaire et le notariat, le code de procédure civile (tome XVI) et le code d'instruction criminelle (1).

Dans ce svod ne figurent pas les lois concernant l'armée et la marine, qui firent l'objet d'une codification à part.

Une troisième source du droit comprenait les lois locales relatives exclusivement au droit privé, au nombre de sept :

1) Le Code civil des provinces baltes de 1864,

2) Les lois civiles du Royaume de Pologne (Code Napoléon et Code de 1825),

3) Le Statut lituanien dans les gouvernements de Tchernigov et Poltava,

(1) Le tome XVI n'a paru qu'en 1892.

- 4) Les lois locales en Bessarabie,
- 5) « « « au Caucase,
- 6) « « « en Sibérie,
- 7) « « « en Finlande.

La Lituanie, nous le verrons plus loin, a hérité, indépendamment du Svod, de deux de ces lois locales, auxquelles vinrent s'ajouter les lois allemandes lors de l'incorporation du Territoire de Memel.

§ 6. — L'OCCUPATION ALLEMANDE.

La guerre de 1914 a apporté à nouveau un profond bouleversement. En effet, au printemps de 1915 (15-17 avril), à mesure que les Russes battaient en retraite, les troupes allemandes pénétraient en Lituanie. L'occupation du territoire lituanien fut achevée à la fin de septembre de la même année. Aussitôt les Allemands se préoccupèrent de donner au pays dévasté une nouvelle organisation. Le maréchal Hindenburg instaura une administration qui reçut le nom de *Ober-ost* (abréviation de *Oberbefehlshaber-Ost*, commandant en chef d'Orient). Cette organisation comprenait une administration centrale, divisée en un département central, un département de la justice, un département de l'agriculture, des forêts, du commerce et des matières premières. Toutefois, les Allemands maintinrent en vigueur les lois russes, notamment le Code civil et le Code pénal.

Etant donné que la vie économique du pays était bouleversée et que l'administration d'occupation empêchait la libre transmission de la propriété, les rapports juridiques devinrent rares. Même dans les cas, peu fréquents où elle eut à s'exercer, la juridiction allemande a soulevé des critiques. Les tribunaux d'occupation, peu familiarisés avec

les institutions et les lois russes, si différentes de celles auxquelles les avait habitués le Code civil allemand, les appliquaient mal, ce qui souleva la méfiance des tribunaux lituaniens à l'égard de cette juridiction (1).

La période d'occupation allemande (1915-1918) nous intéresse surtout au point de vue de l'effet juridique des lois publiées par le législateur russe au commencement de la guerre mondiale.

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point en étudiant la législation et la jurisprudence lituaniennes.

§ 7. — LA LITUANIE INDÉPENDANTE (16 février 1918)

Après la proclamation de son indépendance, la Lituanie a maintenu en vigueur sur son territoire, à peu d'exceptions près, la législation de l'ancien Empire russe.

Après le bouleversement profond causé par la grande guerre et après l'évacuation des troupes allemandes d'occupation, le gouvernement devait se préoccuper d'abord de constituer l'Etat et de créer de nouvelles institutions.

Toutes les forces intellectuelles disponibles, absorbées par cette tâche, ne pouvaient guère songer à préparer une législation nationale adaptée à la vie nouvelle. Toutefois, ce travail était nécessaire pour diverses raisons. La structure sociale de l'Empire russe était toute différente. Les lois russes, imprégnées d'esprit de classes, ne correspondaient plus à l'Etat démocratique lituanien.

D'autre part, la législation russe, adaptée aux besoins d'un grand empire, se trouvait démesurée dans les limites

(1) Voir par exemple l'arrêt du 13 décembre 1924, N° 322 du Tribunal Suprême.

restreintes du nouvel Etat. Enfin, les nécessités de la vie du pays exigeaient des cadres restreints, des procédés plus rapides et moins formalistes que de chercher la réponse aux différentes questions de la vie courante dans une législation consignée en 16 volumes.

C'est pour ces raisons que la Lituanie s'est éloignée momentanément des dispositions de cette législation et a recouru à des règles simplifiées. La loi provisoire sur l'organisation des tribunaux lituaniens, promulguée le 16 janvier 1919, remania les tribunaux russes. Cette loi établissait deux degrés d'instance dans l'organisation judiciaire et excluait du système des tribunaux la Cour de Cassation, l'accusant même d'empêcher parfois la solution équitable des affaires (1).

La loi du 18 août 1919 autorise les tribunaux à reconnaître aux actes sous seings privés, établis à l'occasion de la transmission des propriétés pendant la période de guerre et de l'occupation, la valeur des actes notariés, à condition seulement que ces actes soient légalisés par des personnes investies de fonctions publiques, par exemple le maire, le chef de la police, etc.

La Constitution provisoire de l'Etat lituanien, adoptée le 2 novembre 1918 par le Conseil d'Etat (Valstybės Taryba), prévoit dans son article 24 que :

« L'Etat lituanien, dans les régions où il n'a pas promulgué de nouvelles lois, maintient provisoirement celles qui ont été en vigueur avant la guerre, autant qu'elles ne

(1) Voir la circulaire du Ministre de la Justice concernant l'application de la loi provisoire sur les tribunaux lituaniens, Journal Off. Lit. du 8 octobre 1919, N° 13.

Ce n'est que plus tard, le 20 juillet 1921, que le Tribunal Suprême a été investi de cette fonction.

sont pas contraires aux dispositions fondamentales de la Constitution provisoire ».

La loi du 16 janvier 1919 sur l'organisation provisoire des tribunaux lituaniens consacre une disposition analogue dans son article 2.

L'article 24 de la Constitution demande quelques explications en ce qui concerne le maintien des anciennes lois et la date de leur entrée en vigueur.

Etant donné que les frontières du nouvel Etat lituanien n'étaient pas encore fixées, le texte précité de la Constitution provisoire visait d'abord le territoire régi par le Code russe et la législation en vigueur dans l'ancien gouvernement de Suvalkai, notamment le Code Napoléon, le Code civil de 1825 et la loi de 1836 sur le mariage.

A cette législation vint s'ajouter en 1921 le Code civil balte.

Par la convention du 28 septembre 1920, les gouvernements de Lituanie et de Lettonie ont rectifié la frontière entre leurs territoires respectifs (1) de telle façon qu'une étroite bande de territoire (183 klm²) faisant partie de l'ancien gouvernement (département) de Courlande a été incorporé à la Lituanie. Etant donné qu'en Courlande, avant la guerre, le Code des provinces baltes était en vigueur, la Lituanie l'a conservé dans la commune de Palanga et dans une partie du district de Zarasai (2).

Dans les provinces qu'englobent aujourd'hui les deux Etats indépendants — la Lettonie et l'Estonie — existait

(1) En vertu de la déclaration du 30 juin 1930, la frontière lituano-lettonne est considérée comme définitivement établie à partir du 15 octobre 1927. Journal Off. Lituanien, N° 333.

(2) Voir la carte N° 2.

avant la guerre un droit privé général et des nombreux droits particuliers. Le droit général comprenait les règles de droit obligatoires dans toute l'étendue de ces provinces ainsi que pour tous leurs habitants. Les droits particuliers n'étaient obligatoires que pour certaines circonscriptions judiciaires (Rechtsgebiete) et certaines catégories de personnes. On en pouvait compter jusqu'à neuf :

- 1) le droit provincial livonien,
- 2) le droit provincial estonien,
- 3) le droit provincial courlandais,
- 4) le droit provincial de Pilten,
- 5) le droit urbain livonien,
- 6) le droit urbain estonien,
- 7) le droit urbain courlandais (Mitau, Bauske, Fridrichstadt),
- 8) le droit urbain de Narva,
- 9) les droits privés des paysans.

Le droit commun et les huit droits provinciaux ou urbains ont été réunis en un code civil sous le nom de Code civil des provinces baltes.

Actuellement nous n'avons gardé de ces anciennes provinces baltes, qui ont fait partie autrefois du gouvernement de Courlande, que quelques communes. Par conséquent, c'est le droit commun et le droit provincial courlandais avec ses particularités qui sont en vigueur en Lituanie.

En 1923, après le retour du Territoire de Memel, la Lituanie a maintenu en vigueur d'après les dispositions du Statut de ce Territoire la législation allemande.

Ce Territoire, détaché de l'Allemagne par le Traité de Versailles en vertu de l'article 99 (partie III, section X) et attribué à la Lituanie en vertu de la Convention de Paris

du 8 mai 1924, forma jusqu'aux derniers temps, une unité autonome sous la souveraineté de l'Etat Lituanien.

Aux termes de l'article 2 du Statut, le Territoire constituait sous la souveraineté de la Lituanie une unité organisée d'après les principes démocratiques, jouissant de l'autonomie législative, judiciaire, administrative et financière dans les limites prévues par ledit Statut.

La République Lituanienne était donc jusqu'au 22 mars 1939 régie par 4 législations différentes.

D'après l'étendue territoriale à laquelle elles s'appliquent sur une superficie totale de 55.670 klm. carrés, on peut les classer dans l'ordre suivant :

- | | |
|--|--|
| 1) Le Code civil russe régit une superficie de 44.521 klm ² , | |
| 2) Le Code Napoléon » » » 8.116 klm ² , | |
| 3) Le Code civil allemand » » 2.850 klm ² , | |
| 4) Le Code civil des provinces baltes » 183 klm ² . | |

Quelques explications sont indispensables sur la deuxième question : comment interpréter l'article 24 de la Constitution lituanienne, qui déclare maintenir provisoirement les lois russes en vigueur avant la guerre et non contrairement à ses dispositions fondamentales.

On est amené à se demander s'il n'y aurait pas eu, de la part des rédacteurs de l'article 24 de la Constitution provisoire, précédemment cité, une certaine inadvertance. En effet, le Tribunal Suprême de Lituanie (1) (Cour de Cassation) en se basant sur ce texte a admis que seules les lois publiées jusqu'au 1^{er} août 1914 par le législateur russe sont restées en vigueur. En conséquence les tribunaux se refu-

(1) Ce nom avait été emprunté au Tribunal créé pour le Grand-Duché de Lituanie en 1581.

sent à appliquer les lois publiées par le législateur russe après cette date. La Cour de cassation a dû se prononcer souvent sur la question de la prescription. En vertu des dispositions-annexes à l'article 694 § 4 du Code civil russe, la prescription décennale ne court pas à l'égard des prisonniers de guerre ou de ceux qui participent à des opérations militaires à l'étranger pendant le temps passé dans les prisons ou aux opérations militaires quand la suspension a été décrétée et rendue publique.

Or, le règlement du 13 septembre 1914, publié par le souverain russe et ayant force de loi, a suspendu le cours de la prescription au profit des combattants de la grande guerre. Etant donné que cette loi avait été publiée dans tout l'Empire russe, elle devait avoir son effet en Lituanie, qui faisait encore partie de son territoire. Nombre de Lituaniens mobilisés par le Gouvernement russe et faits prisonniers en Allemagne ont invoqué après la guerre leur droit de récupérer leurs propriétés, dont ils avaient été dépouillés par la prescription, mais les tribunaux civils et surtout la Cour de cassation en traduisant la volonté du législateur lituanien, leur ont refusé le bénéfice de la loi du 13 septembre 1914. Il convient d'ailleurs de remarquer que le Tribunal Suprême n'est pas unanime sur ce point et on relève des décisions en sens contraire.

Il importe de mettre un terme à cet état de choses qui dépouille les personnes de leurs droits acquis (1). En l'absence d'une jurisprudence constante, la controverse reste ouverte. Cette fâcheuse incertitude est imputable à la

(1) Comparer les décisions du Tribunal Suprême du 3 décembre 1924, N° 296 et du 20 janvier 1927, N° 62.

faute du législateur, qui semble avoir voulu rayer d'un trait de plume cinq années de vie (1914-1919).

Une difficulté semblable s'est produite avec le Code civil balte, qui n'est paru dans le cadre de l'Etat lituanien qu'en 1921. Il n'existe pas de disposition formelle qui ait maintenu en vigueur le droit balte. C'est seulement dans la Constitution de 1922 qu'on peut trouver l'intention du législateur lituanien de maintenir le Code civil balte. L'article 106 de la Constitution proclame que :

« Les lois en vigueur en Lituanie jusqu'au jour de la promulgation de la présente Constitution qui ne sont pas contraires à la présente Constitution et qui n'auront pas été abrogées ou modifiées par la voie législative prescrite par la présente Constitution restent en vigueur ».

Reste à savoir quel droit la Lituanie entendait nationaliser ? Est-ce le droit letton, ou simplement l'ancien droit local de l'Empire russe ? D'après le texte de l'article 24 de la Constitution provisoire de 1918, qui déclare obligatoires seulement les lois publiées jusqu'au 1^{er} août 1914, le législateur ne paraît pas tenir compte des modifications territoriales et législatives et il revient, semble-t-il, à l'état antérieur comme s'il n'y avait pas eu de changement. A notre avis, il faut reconnaître qu'incorporant un territoire appartenant à l'Etat letton, la Lituanie a hérité du droit letton, et, reconnaissant la législation russe en vigueur jusqu'en 1914, elle n'a pas pu le considérer simplement comme ancien droit local de l'Empire russe, et ne pas tenir compte de ces changements territoriaux et des droits acquis.

Il importe de présenter quelques observations concernant l'abrogation des anciennes lois. En ce qui concerne l'abrogation formelle des anciennes lois par le législateur lituanien, il n'y a pas de difficulté. Parmi les principales

lois qui ont parfois complètement remanié, ou remplacé dans certaines parties, l'ancienne législation, il faut signaler :

- 1) la loi du 15 février 1922 sur la réforme agraire,
- 2) la loi du 10 avril 1922 modifiant et complétant le Code Napoléon et le Code civil russe,
- 3) la loi du 11 juillet 1933 sur l'organisation judiciaire, qui a remplacé la loi russe de 1864, sauf les articles 548-555,
- 4) la loi du 4 décembre 1936 sur l'hypothèque, qui a abrogé la loi de 1818, l'art. 5 et les art. 10-23 de la loi de 1825 et les dispositions correspondantes du code civil russe et du code balte.

La question se présente plus difficile en ce qui concerne l'abrogation des lois qui semblent contraires aux dispositions déclaratives de la Constitution. Dans ces cas, le juge doit rechercher lui-même dans la multiplicité de lois les dispositions qui ne sont pas applicables, sans parfois qu'il ne s'y trompe pas. Ainsi l'article 22 de la Constitution provisoire de 1918 énonce :

« Tous les citoyens lituaniens, sans distinction de sexe, de nationalité, de religion, de classe sont égaux devant la loi. Les privilèges de classes sont supprimés ».

Or, en vertu de ces dispositions, un tribunal d'arrondissement a refusé à un paysan appelé à une succession en 1921 le bénéfice de la coutume par lui invoquée, motif pris que la distinction des classes est supprimée en Lituanie et, par conséquent, la succession paysanne est désormais dévolue exclusivement selon les dispositions légales.

Avant la guerre, toute la population de Russie était divisée en quatre classes principales : 1) les nobles, 2) les ecclésiastiques, 3) les bourgeois, 4) les paysans. Les charges

et les privilèges de ces classes étaient bien définis dans les lois sur les états (tome IX). Or, les articles 1 et 13 de ces lois autorisaient les paysans, en ce qui concerne leur tutelle et leur succession, à faire valoir la coutume locale constatée par un acte délivré par l'assemblée du village. Mais cette application de la coutume n'était obligatoire qu'au cas où le demandeur l'invoquait.

Le Tribunal Suprême de Lituanie, dans son arrêt du 1^{er} février 1927 infirmant la décision précitée du tribunal d'arrondissement (COUR d'appel), a déclaré : « Cette décision du tribunal d'arrondissement est contraire à la loi du 10 avril 1922, qui a abrogé l'article 13 de la loi sur les états relative aux successions paysannes ; jusqu'à cette date, l'article 13 était en vigueur et il devait être appliqué dans cette affaire. Les motifs du tribunal prétendant que l'application des coutumes aux successions paysannes est contraire à la Constitution ne sont pas fondés. Quoique la Constitution ait supprimé les classes, elle n'a pas égalisé les lois civiles d'après lesquelles sont réglés les rapports juridiques des divers citoyens » (1).

Nous pouvons rapporter une autre espèce, concernant la question du mariage, qui s'est présentée devant le Tribunal Suprême. Le demandeur, invoquant les articles 10 et 13 de la Constitution de 1922, qui proclament la liberté de croyance et de conscience, soutenait la légalité de son mariage civil, permis par les dispositions du Code civil russe seulement aux « orthodoxes sectateurs ». Malgré les dispositions du Code civil russe relatives au mariage religieux, qui sont toujours en vigueur, le Tribunal Suprême

(1) Arrêt du Tribunal Suprême du 1^{er} février 1927, N° 119.

donna raison au demandeur. Dans son arrêt du 18 octobre 1929, N° 581, il déclare :

« Conformément à l'esprit de notre Constitution, les non-croyants ne peuvent pas être contraints de faire les actes d'état civil concernant le mariage, le décès, la naissance devant le ministre de leur culte. En absence d'une loi lituanienne réglementant la tenue de registres de l'état civil, par analogie doivent être appliquées les lois russes qui ne sont ni abrogées ni contraires à la Constitution et en conformité avec le tome IV, annexe 3, du Svod concernant le mariage des sectateurs ».

Ces exemples suffisent à démontrer que les dispositions déclaratives de la Constitution ne servent pas toujours de bon guide aux praticiens.

DEUXIÈME PARTIE

Les conflits de lois interprovinciaux

Après avoir exposé dans leur ordre chronologique les faits qui ont donné naissance aux différentes législations en Lituanie, passons maintenant à l'étude des conflits entre ces législations. En présence de l'ampleur et de la nouveauté du sujet, nous n'avons pas l'intention d'exposer toutes les questions qui seraient susceptibles de se présenter. Nous nous bornerons à étudier les conflits les plus usuels en matière civile, notamment en ce qui concerne le mariage et les successions.

Nous aborderons l'étude que nous nous sommes proposée en exposant d'abord quelques notions théoriques.

CHAPITRE PREMIER

Etude théorique du conflit interprovincial

Comme nous l'avons vu, dans un même Etat peuvent fonctionner les lois civiles de diverses provinces.

Dans les Etats unitaires, cela est le résultat de l'annexion de régions nouvelles dont les lois restent en vigueur, ou bien de l'apparition de nouveaux Etats qui maintiennent en vigueur d'anciennes lois. Ces lois peuvent subsister d'une façon permanente ou provisoire. Tout dépend de la volonté du nouveau souverain.

La diversité des lois locales provoquée par les changements de frontières des Etats après la guerre mondiale est de nature provisoire et n'est tolérée que jusqu'à la promulgation d'un code civil unique pour tout le pays. Il en est ainsi en Lituanie, en Pologne, en Roumanie, etc.

Les diverses lois en vigueur sur le territoire d'un même Etat peuvent avoir une origine, une valeur et une nature très différentes.

Les lois locales, au point de vue de leur apparition, peuvent être originaires ou dérivées.

La loi originaire est celle qui émane directement de la volonté du pouvoir législatif central ou local. La loi dérivée est la loi, en vigueur dans un territoire, dont l'effet juridique est étendu, par le législateur qui l'a créée, à un autre territoire, soit du fait de l'annexion, soit du fait que le nouveau législateur laisse en vigueur les lois anciennes.

Par rapport au pouvoir législatif central, les lois locales peuvent être indépendantes ou dépendantes.

La loi indépendante est celle qui émane d'un pouvoir législatif autonome, distinct du pouvoir législatif central, et qui a la faculté de la modifier ou de l'abroger. Généralement, la présence de ce droit autonome se constate dans les Etats à système politique complexe, comme les Etats-Unis, l'Angleterre. Mais on la rencontre même dans les Etats à système politique simple, dans lesquels existent, à côté du pouvoir législatif central, d'autres législateurs locaux (Espagne).

La loi dépendante est celle dont l'existence dérive directement et exclusivement d'un seul pouvoir législatif, lequel croit opportun de laisser en vigueur sur son territoire une législation spéciale.

Au point de vue de leur champ d'application, les lois en vigueur dans un même Etat à législation complexe peuvent être divisées en lois locales et lois générales.

La loi locale est celle dont le champ d'application est limité à une partie du territoire de l'Etat.

La loi générale est celle dont la valeur et l'autorité s'étendent sur tout le territoire d'un Etat à législation complexe.

La coexistence, dans les limites d'un même Etat, de plusieurs systèmes juridiques peut donner lieu à des conflits, quand ces divers systèmes viennent en concurrence pour régler un rapport de droit.

Les règles qui déterminent le domaine d'application dans l'espace des lois de diverses régions dans un même Etat constituent le droit interprovincial.

Les buts que le droit interprovincial se propose d'atteindre sont nombreux. Ils consistent à déterminer :

1) la valeur et l'autorité des diverses législations locales par rapport au pouvoir législatif central ou par rapport à l'organe juridictionnel commun ;

2) les droits et devoirs des diverses catégories de personnes respectivement soumises aux lois locales ;

3) celle des diverses législations locales en conflit qui doit permettre de résoudre tel rapport de droit ;

4) quand le droit créé par diverses législations devient susceptible d'être acquis et rendu obligatoire ; quand il est capable de produire un effet juridique pour tout le territoire de l'Etat ;

5) la valeur et l'objet d'un jugement ou d'un acte public invoqué devant le juge siégeant dans le ressort d'un autre système juridique ;

6) enfin à créer peu à peu des normes communes à tout le territoire de l'Etat.

Qu'est-ce qu'un conflit de lois interprovincial ?

D'après M. Scrimali (1), dont la définition semble traduire essentiellement la vraie nature et le contenu du droit interprovincial, « les conflits de lois interprovinciaux se produisent quand deux ou plusieurs législations ou systèmes juridiques en vigueur dans un même territoire sont subordonnés à un pouvoir législatif central ou à une juridiction suprême commune ».

En effet, pour distinguer le conflit interprovincial du conflit international, il faut savoir si l'Etat a ou non un pouvoir central ou un organe juridictionnel interprovincial commun. Or, nous rencontrons un de ces éléments communs dans chaque type des conflits interprovinciaux. Ainsi,

(1) A. Scrimali: *I Conflitti interregionali di leggi nel diritto internazionale*, Palermo, 1935, page 15.

aux Etats-Unis, à côté d'une multiplicité de pouvoirs législatifs, nous trouvons la Cour Suprême de Washington pour trancher les conflits interfédéraux ; de même, en Suisse, le Tribunal Fédéral de Lausanne ; en Lituanie, le Tribunal Suprême, etc.

La question se pose souvent de savoir si les conflits interprovinciaux ne doivent pas être résolus selon les mêmes principes et les mêmes systèmes qui sont employés pour résoudre les conflits internationaux. Cette question soulève une controverse entre les différents auteurs.

Ce problème présente un grand intérêt, tant au point de vue doctrinal qu'au point de vue pratique.

Pour beaucoup d'auteurs, même parmi les plus éminents, et appartenant aux pays les plus divers (1), il semble qu'il n'existe pas de conflit interprovincial par opposition au conflit international. Mais cette assimilation complète des deux types de conflits ne trouve d'appui ni chez d'autres auteurs ni dans les législations récentes.

En ce qui concerne la doctrine, elle peut être résumée par le passage suivant emprunté au Commentaire du Comte Rostworowski, sur le projet de loi polonaise du 2 août 1926 (2) : « Les situations juridiques que font naître les conflits de lois, soit dans l'ordre international, soit dans l'ordre interprovincial, présentent une certaine analogie. Il en résulte une autre entre les principes destinés à les

(1) Dans la doctrine allemande : Savigny, de Bar ; doctrine anglo-saxonne : Dicey, Westlake, Harrison ; Hollandais Asser ; Français : Audinet, Despagne et de Boeck ; Italiens : Udina, Buzzati, Gabba, Salvioli ; Russes : Nolde et Mandelstam.

(2) Bulletin de l'Institut Intermédiaire de droit international de la Haye, 1921, pages 413-414.

résoudre. Mais elle ne va pas jusqu'au parallélisme absolu et encore moins jusqu'à l'identité des critères adoptés ».

La loi française du 24 juillet 1921, qui prévient et règle les conflits entre la loi française et la loi locale d'Alsace et de Lorraine en matière de droit privé, contient, dans son article 15, des principes semblables :

« Art. 15. Les règles de conflits établies par la présente loi s'appliqueront exclusivement aux conflits qui s'élèvent entre la loi française et la loi locale. Elles seront, au besoin, complétées par les règles du droit international privé admises en France.

« Les conflits entre ces lois et les lois étrangères sont régis par l'article 3 du Code civil et par le système général du droit international privé admis en France.

« Sous réserve des articles 10, 11 et 13, la loi allemande, en tant qu'elle reste en vigueur dans les trois départements, est considérée comme loi étrangère au sens du présent article, lorsqu'elle s'applique à des sujets allemands ».

Les arguments invoqués par les auteurs qui admettent l'existence de conflits interprovinciaux distincts des conflits internationaux sont nombreux.

La première différence est que les conflits de lois internationaux s'élèvent entre des lois de pays souverains, indépendants les uns des autres. Ce sont des conflits de souverainetés, des conflits transportés dans le domaine de la communauté internationale, si différente de la communauté étatique.

Le conflit interprovincial, c'est le conflit qui s'élève entre les lois d'un même Etat, soit que cet Etat les ait promulguées lui-même, soit que, d'origine étrangère, elles aient été nationalisées à la suite d'une annexion. Le conflit

interprovincial se produit donc au sein de la communauté étatique.

Or, dans l'état actuel du droit positif, ces deux communautés se distinguent l'une de l'autre. Tandis que la communauté étatique est organique, la communauté juridique internationale est inorganique. Par conséquent, elles emploieront des méthodes différentes en cas de conflits de lois. Dans l'ordre international, chaque Etat résout les conflits de droit privé en pleine indépendance, sans avoir à tenir compte des solutions suivies dans les autres Etats. Si une loi étrangère est cependant appliquée dans un pays déterminé, c'est simplement en raison du respect de la souveraineté que se doivent mutuellement les Etats.

De même, si un jugement est rendu par les tribunaux de l'un des pays, il n'est pas exécutoire de plein droit dans les autres ; au contraire, la communauté étatique s'impose à toutes les collectivités locales par des moyens coercitifs, mis en œuvre par des autorités communes : législatives, administratives et judiciaires.

Il s'ensuit que les conflits entre les lois en vigueur dans un même Etat peuvent recevoir, dans toute l'étendue de cet Etat, une solution uniforme. De plus, la solution des conflits de lois est plus facile dans l'ordre interprovincial qu'en droit international privé, pour une bonne raison.

En droit international privé, le juge n'est pas obligé de connaître les lois étrangères. La preuve de leur existence et de leur contenu incombe au plaideur. L'application de la loi étrangère est soustraite au contrôle de la juridiction suprême.

Par contre, le jugement rendu dans le ressort d'une législation locale est exécutoire de plein droit dans les autres parties de l'Etat.

Les droits acquis sont mieux respectés en droit interprovincial, car c'est le même souverain qui garantit l'exercice du droit qu'il a fait ou laissé naître.

Une autre différence entre les conflits interprovinciaux et les conflits internationaux résulte des principes qui régissent les deux espèces de conflits.

Ainsi, il est impossible, en cas de conflit interprovincial, de déterminer le statut personnel par la nationalité, comme dans le conflit international, car la population des diverses régions ou provinces d'un même Etat ressortit à la même nationalité.

Dans ce cas, on a recours à un autre critérium : le domicile ou l'origine des deux parties en litige.

On peut encore remarquer que le juge statuant dans un conflit interprovincial n'est pas aussi soucieux de défendre l'intérêt de l'une ou de l'autre partie que le juge statuant dans un conflit international le sera pour défendre l'intérêt national ou, plus exactement, l'intérêt du ressortissant de son pays.

Pour illustrer cette idée, rappelons l'exemple donné par M. Niboyet (1) : « Si les étrangers sont en France soumis aux incapacités de leur loi nationale, il peut arriver que ceux-ci, après avoir traité en France avec un étranger incapable, risquent de subir l'annulation de leurs engagements, conformément à la loi étrangère. La théorie dite de l'intérêt national a eu pour but de mettre en échec la loi nationale, lorsqu'elle cause un préjudice à l'intérêt d'un Français ».

En outre, les notions de l'ordre public, des qualifications et du renvoi tiennent une place toute différente dans les conflits interprovinciaux et dans les conflits internatio-

(1) *Manuel de droit international privé*, 2^e édition, N° 600.

naux. Mais avant d'aborder cette question, examinons d'abord les différents types de conflits interprovinciaux dans lesquels l'ordre public, les qualifications et le renvoi peuvent jouer un rôle plus ou moins atténué.

§ I. — LES DIFFÉRENTS TYPES DE CONFLITS INTERPROVINCIAUX

A la différence du conflit international, qui est toujours un conflit de souveraineté, un conflit par excellence, le conflit interprovincial présente plusieurs types, suivant la position qu'occupe l'autorité législative suprême ou la juridiction suprême par rapport aux législations locales d'un même Etat. En effet, dans tous les pays dont la législation n'est pas unifiée, on rencontre presque toujours, soit une autorité législative suprême capable d'édicter les règles de solution des conflits, soit une juridiction suprême ayant compétence pour mettre un terme aux conflits qui se présentent. Cela peut également résulter de la nature juridique des diverses législations locales.

Les auteurs qui traitent de droit interprovincial ont essayé de donner une classification des conflits rencontrés jusqu'ici dans les différents pays. Mais, étant donné la diversité des éléments qui donnent tel ou tel autre caractère aux conflits interprovinciaux, ces auteurs ne trouvent pas de base commune susceptible de rendre cette classification uniforme.

Ainsi, M. Arminjon (1), partisan de l'assimilation des conflits internationaux et des conflits interprovinciaux; distingue toutefois :

(1) Arminjon, *Précis de droit international privé*, 2^e éd., Paris 1927, N^o 51.

a) les conflits dans le droit international privé fédéral, qui résultent du concours des systèmes juridiques respectivement en vigueur sur des territoires distincts soumis à une souveraineté commune ;

b) les conflits appartenant au droit international privé interne, qui résultent des « systèmes juridiques respectivement applicables suivant les personnes sur toute l'étendue d'un territoire unique, qu'ils régissent concurremment et par indivision » ;

c) les conflits entre systèmes juridiques autonomes, c'est-à-dire entre systèmes indépendants les uns par rapport aux autres ;

d) les conflits entre systèmes juridiques conjoints, c'est-à-dire entre systèmes subordonnés les uns aux autres et généralement soumis à un système dominant.

M. Martin (1) sépare les conflits de lois en trois groupes :

a) les conflits locaux, qui s'élèvent entre les lois émanant de différents législateurs par exemple : les conflits entre les lois des différents pays (Länder) allemands, les conflits entre les lois des cantons suisses ;

b) les conflits entre les législations émanant des pouvoirs de civilisation inégale, ce sont les conflits coloniaux ;

c) les conflits entre les lois générales et les droits locaux, c'est-à-dire entre les lois applicables sur toute l'étendue d'un Etat et le droit qui ne s'applique que sur une partie de ce territoire, par exemple : la position du Svod russe d'avant-guerre par rapport aux droits locaux (Code Napoléon, Code balte) ; le Code civil général espagnol et les droits locaux (fueros).

(1) Martin : *Principes de droit international privé selon la loi et la jurisprudence française*, t. I, 1930, pp. 15-21.

M. Niboyet (1) dégage par voie d'exemples les types suivants de conflits :

a) les conflits entre coutumes qui se sont présentées en France avant 1789. Car à cette époque, les diverses coutumes et, plus anciennement encore, en Haute Italie, les divers statuts municipaux, étaient indépendants les uns des autres sans qu'il existât aucune autorité supérieure capable soit d'édicter des règles susceptibles de s'imposer, soit de statuer judiciairement sur les conflits qui se présentaient ;

b) les conflits qui s'élèvent dans les pays où « on rencontre presque toujours soit une autorité législative suprême capable d'édicter les règles de solution de ces conflits, soit une juridiction suprême ayant compétence pour mettre un terme aux conflits qui se présentent ». Il est ainsi en Suisse, aux Etats-Unis ;

c) les conflits des lois françaises et des lois locales d'Alsace et de Lorraine. C'est le conflit entre deux lois inégales. A la différence du type précédent de conflits, le législateur local d'Alsace et de Lorraine n'a pas d'autonomie législative ;

d) les conflits coloniaux sont ceux qui se manifestent entre les coutumes indigènes et les lois européennes, qui « régissent les individus sur un même territoire colonial à titre personnel selon qu'ils font partie de telle ou telle communauté » ;

e) les conflits d'annexion : « C'est un conflit résultant d'une annexion lorsque les lois de l'annexant sont étendues au territoire annexé ». Ce sont des conflits mixtes, à la fois dans le temps et dans l'espace.

(1) Niboyet : *Conflits entre les lois françaises et les lois locales d'Alsace et Lorraine*, 1922, pages 103-107.

M. Eliesco (1), suivant à peu près la classification donnée par MM. Zitelmann et Pillet, divise tous les conflits de lois en trois catégories.

A. Les conflits de lois internationaux, qui s'élèvent au sein de la communauté internationale entre les lois édictées par les souverains égaux et indépendants ;

B. Les conflits interprovinciaux avec conflits de souveraineté, qui se subdivisent en :

1) conflits entre législateurs locaux, égaux entre eux, par exemple conflits entre deux lois cantonales suisses ;

2) conflits entre législateurs subordonnés l'un à l'autre, par exemple conflits entre la loi d'un Etat des Etats-Unis et une loi fédérale ;

C. Les conflits interprovinciaux sans conflit de souveraineté.

L'auteur les subdivise en trois groupes :

1) les conflits entre lois égales : c'est le cas de la Roumanie, de la Pologne ;

2) les conflits entre lois subordonnés l'une à l'autre, par rapport à leur applicabilité dans le temps, exemple conflits de lois françaises avec les lois d'Alsace et de Lorraine ;

3) les conflits entre lois inégales par rapport à l'idée de civilisation : c'est le conflit colonial.

Enfin, citons la classification proposée par M. Scrimali (2). Cet auteur italien critique très justement la distinction, ou plutôt, l'expression de « conflits interprovinciaux avec ou sans souveraineté » employée par M. Eliesco.

(1) Eliesco: *Essai sur les conflits de lois dans l'espace sans conflits de souveraineté*, 1925, page 189.

(2) A. Scrimali: *I Conflitti interregionali di leggi nel diritto internazionale*, Palermo, 1935, page 29.

Ce dernier a dû emprunter cette division à quelques auteurs qui ont écrits sur cette question avant lui (1). En effet, nous rencontrons dans les écrits de M. Pillet ce passage : « Les provinces qui ont gardé leur autonomie en matière de législation, ont retenu par là même une part de la souveraineté qui d'ordinaire leur a appartenu dans des temps plus anciens ; elles sont demeurées individuellement souveraines et les conflits que fait naître le choix de leur coutumes sont bien encore des conflits de souverainetés ».

Or, parler de conflits de souveraineté au sein d'un même Etat politique serait anti-juridique. Il est vrai que M. Eliesco parle de la souveraineté législative, mais quand on parle de la souveraineté d'un Etat, on entend par là la souveraineté politique et juridique en même temps. Ces deux conceptions, quoique distinctes, donnent, considérées dans leur ensemble, une idée de la souveraineté étatique.

La question se pose alors de savoir si les diverses législations locales en vigueur dans un Etat sont souveraines et s'il n'existe pas de souveraineté juridique commune et supérieure, ou si elles ne sont pas souveraines.

Partant de ce principe, M. Scrimali divise tous les conflits en deux grandes catégories. Dans la première, il range les Etats à législation complexe, dans lesquels existe une juridiction suprême par exemple, en Suisse, le Tribunal fédéral de Lausanne, aux Etats-Unis, la Cour Suprême.

Cette catégorie peut être encore subdivisée en conflits interfédéraux et conflits intercantonaux.

(1) Pillet : *Principes de droit international privé*, page 67 ; Vassalli : *Di ordine pubblico rispetto a sentenze pronunziate dai tribunali del medesimo Stato*, dans *Rivista di diritto commerciale*, 1921, p. 187.

Dans la seconde catégorie est inclus le droit local dépourvu d'autonomie législative et subordonné à une autorité législative.

Cette dernière catégorie se subdivise en :

1) conflits interprovinciaux, c'est-à-dire conflits entre lois égales en vigueur dans un même Etat à formation politique simple, tels que la Tchécoslovaquie avant 1939, la Pologne ;

2) conflits d'annexion, c'est-à-dire conflits entre des lois inégales. Dans ces conflits, les lois de l'annexant ont la prééminence sur les lois en vigueur dans le territoire annexé, par exemple les lois françaises par rapport aux lois d'Alsace et de Lorraine ;

3) conflits coloniaux, ce sont les conflits entre des lois de civilisation inégale ;

4) conflits interconfessionnels, c'est-à-dire conflits entre les lois appliquées à des personnes d'après leur confession. On les rencontre en Afrique, aux Indes, en Russie avant la guerre et en Lituanie (en ce qui concerne le mariage) ;

5) les conflits de classes, ce sont les conflits entre les lois que l'on applique à différentes classes sociales reconnues par l'Etat, par exemple en Russie avant la guerre.

De ces essais de classification des conflits interprovinciaux nous pouvons conclure que les divers auteurs, partant à peu près des mêmes principes, dégagent des types de conflits dont le nombre est plus ou moins restreint.

Mais en vérité, cette multiplicité de types de conflits non internationaux est-elle susceptible d'être disciplinée à l'aide d'une classification rationnelle ? Autrement dit, une telle classification correspond-elle à la réalité ? Englobe-t-elle tous les conflits susceptibles de s'élever au sein d'un même Etat dans tous les pays ? Nous ne le pensons pas. Si cette

classification correspond à des conflits qui se présentent dans certains pays, elle ne correspond pas tout à fait à l'état actuel des choses. En effet, dans nombre d'Etats créés après la guerre dans le cadre desquels sont entrées des unités territoriales dotées de divers statuts d'ordre international, s'élèvent des conflits un peu différents de ceux présentés jusqu'ici. Dans quelle catégorie par exemple peut-on ranger les conflits qui s'élevaient entre la législation lituanienne et la législation du Territoire de Memel ? De même, le conflit entre les lois polonaises et les lois de la ville libre de Dantzig est de nature particulière.

Bref, les différents types de conflits se présentent avec une plus grande variété en fonction des changements dans l'organisation politique et juridique d'une fraction de territoire étatique.

Dans ces conditions, l'utilité des efforts tentés par la doctrine c'est, à notre avis, de présenter l'étude de conflits qui se produisent actuellement dans les différents pays et d'en dégager des principes nouveaux.

§ 2. — LE CONFLIT DES QUALIFICATIONS

Les diverses législations peuvent donner des qualifications différentes aux rapports qu'elles doivent déterminer juridiquement. De là résulte le conflit des qualifications, c'est-à-dire le conflit sur la nature de l'institution envisagée. Ainsi, par exemple, le caractère religieux du mariage se rapporte-t-il à la forme du mariage ou au fond du mariage ? La question préalable de la qualification se pose dans le cas de conflit de lois pour déterminer la loi applicable.

Le mariage d'un étranger en France, est soumis à la loi étrangère au fond et à la loi française en la forme. Selon qu'on adopte l'une ou l'autre des qualifications rivales, la solution du conflit de lois change.

En cas de conflit, quelle est la loi compétente pour donner la qualification ?

La doctrine dominante propose de résoudre ces conflits en adoptant la qualification de la législation nationale du juge, c'est-à-dire la *lex fori*.

Le développement qui précède se rapporte aux conflits de qualification dans l'ordre international.

Des conflits de qualification peuvent-ils s'élever entre les lois qui coexistent au sein d'un même Etat ? En cas de réponse affirmative, la question se pose de savoir si ce conflit doit être résolu d'après les mêmes principes qu'en droit international privé.

Les auteurs qui se sont préoccupés de ces questions sont d'accord pour admettre la possibilité d'un pareil conflit, mais ils tiennent compte de son aspect particulier et de sa nature un peu différente.

Des divergences s'élèvent seulement sur la désignation parmi les diverses législations en vigueur au sein d'un même Etat, de celle qui sera compétente pour qualifier un rapport de droit envisagé.

L'auteur italien Diena (1), dans son étude consacrée aux conflits de lois entre les lois maintenues dans les nouvelles provinces et les lois italiennes, soutient le principe de

(1) Diena, Sui conflitti fra le leggi di diritto privato in vigore nelle nuove provincie del regno e quelle vigenti nelle antiche, Rivista di diritto civile, 1921, p. 64.

la *lex fori*, c'est-à-dire admet la qualification de la loi locale du lieu où est administrée la justice.

Par contre, la doctrine française, notamment MM. Niboyet (1), Arminjon (2) et Eliesco (3), en cas de conflit de qualification, donnent la préférence à la loi dominante.

On devine que cette conclusion est suggérée par la nature des conflits de qualifications qui s'élèvent entre les lois françaises et les lois locales d'Alsace et de Lorraine, dans lesquels apparaît réellement une loi dominante, c'est-à-dire la loi française.

Mais si les conflits surgissent entre des lois qui se trouvent toutes sur le même pied d'égalité ?

Dans ce cas, la loi compétente pour la qualification d'une institution juridique sera simplement la *lex fori*. Et nous en avons des exemples. Ainsi, comme le constate M. Niboyet (4) lui-même : « en Pologne, aucune partie législative ne peut être considérée comme prééminente, de sorte que, malgré l'existence d'un droit international privé uniforme, ce droit ne comporte pas de qualifications... Chaque juge en Pologne continue à appliquer la qualification du droit qui est en vigueur sur son territoire ».

Il en est de même actuellement en Lituanie, comme avant la guerre en Russie. Le vrai remède qu'on puisse apporter dans ces pays à des conflits de qualification, c'est la codification de droit national.

(1) Niboyet : *Conflits entre les lois françaises*, pp. 42-45.

(2) Arminjon : Les qualifications légales, *Revue de droit international et de législation comparée*, 1923.

(3) Eliesco : *Essai sur les conflits de lois*, p. 381.

(4) Niboyet : *Manuel de droit international privé*, p. 513.

§ 3. — LA THÉORIE DU RENVOI DANS LE DROIT INTERPROVINCIAL

La théorie du renvoi occupe une place importante dans le conflit international.

A-t-elle la même portée dans le conflit interprovincial ?

Observons d'abord que le renvoi suppose un conflit entre deux systèmes de conflits de lois. Quand les lois locales contiennent des règles particulières de conflits, il peut arriver que le droit interprovincial local puisse renvoyer la solution à une autre loi.

Ce problème peut être examiné dans trois hypothèses :

1) quand les règles de conflits maintenues par le même souverain dans les diverses législations en vigueur produisent des effets juridiques au sein du territoire étatique.

C'est le problème du conflit interne entre les lois locales de conflits internes.

2) Quand les règles de conflits maintenues par le même souverain dans les diverses législations produisent des effets juridiques d'ordre international. C'est le problème du conflit interne entre les lois locales de conflits internationaux.

3) Quand les règles de conflits maintenues dans les législations en vigueur par les Etats indépendants et souverains sont appliquées pour résoudre les conflits internes entre les lois locales de conflits internes.

Une partie de la doctrine (1) et la jurisprudence (2) soutiennent que, dans la première hypothèse, la question du renvoi ne se posera pas.

(1) Zitelmann : *Internationales Privatrecht*, vol. I, p. 398.

Bartin : *Etudes de droit international privé*, p. 169.

Pillet : *Traité pratique*, I, N° 247.

(2) Cour Suprême polonaise, arrêt du 13 décembre 1921. *Revue de droit international privé*, 1922, p. 768.

M. Arminjon (1), au contraire, soutient que même dans ce cas, le renvoi aura lieu.

Dans la deuxième hypothèse, le problème du renvoi se pose quand deux ou plusieurs législations en vigueur dans un Etat contiennent respectivement des normes différentes de droit international privé. Il en est ainsi dans le cas d'annexion, lorsque l'Etat cessionnaire maintient en vigueur la législation locale du territoire cédé en la nationalisant. C'est, par exemple le conflit entre les règles du Code civil autrichien, maintenu dans les nouvelles provinces, et le Code civil italien.

La question se pose souvent dans la doctrine de savoir si les normes du droit international privé que contient la législation nationalisée doivent être considérées comme abrogées sans une manifestation expresse et formelle du nouveau législateur ou bien si elles continuent d'être applicables avec les autres normes du droit interne.

Les opinions des auteurs sur cette question sont partagées. M. Audinet (2), parlant des conflits entre les lois françaises et celles d'Alsace et de Lorraine, soutient que :

« Les tribunaux d'Alsace et de Lorraine et ceux de l'ancienne France ne suivront pas les mêmes règles pour résoudre les conflits. Les tribunaux d'Alsace devront, en effet, appliquer les principes formulés dans la loi d'introduction au Code civil allemand. La loi d'introduction est toujours obligatoire pour eux et ils doivent en faire appli-

(1) Arminjon : Le renvoi, *Revue de droit international*, 1923, pp. 585-587.

(2) Audinet : Le conflit entre les lois françaises et la loi allemande d'Alsace et de Lorraine, *Revue de droit international privé*, 1921, p. 393.

cation. Les tribunaux du reste de la France suivront les règles du droit français ».

M. Niboyet (1) soutient la thèse contraire :

« Selon nous, les règles de droit international privé français sont applicables en Alsace et en Lorraine depuis le retour de ces provinces à la France (11 novembre 1918) et cela de plein droit. Une loi ou un décret ne sont nullement nécessaires. Les conflits de lois sont des conflits de souveraineté. Maintenir en Alsace et en Lorraine les règles de conflits de lois allemandes, c'est laisser un pays étranger faire acte de souverain en France ».

Bien que cette opinion puisse être défendue, constatons que dans beaucoup de pays, avant la guerre et après la guerre, coexistent des règles particulières de conflits et ils les appliquent sans y voir une atteinte portée à leur souveraineté. Enfin il dépend du nouveau souverain d'abroger tacitement ou expressément les règles de conflits ; mais s'il les maintient sans aucune volonté de les abroger et s'il continue à les appliquer, comme la Russie avant la guerre et la Lituanie actuellement, il semble qu'il n'y ait aucune atteinte à sa souveraineté.

Dans la troisième hypothèse il s'agit de déterminer la loi à appliquer par le juge de la *lex fori*, pour résoudre un rapport de droit renvoyé au droit d'un Etat à législation complexe. Dans cette hypothèse deux cas peuvent se présenter :

1) dans un Etat à législation complexe, un seul système de conflits règle l'application de lois locales (ainsi, par exemple, la loi polonaise de 1926),

(1) Niboyet : Les règles de droit international privé applicables en Alsace et en Lorraine depuis le 11 novembre 1918, *Revue juridique d'Alsace et de Lorraine*, 1920, p. 497.

2) il existe plusieurs systèmes de conflits.

Dans le premier cas, le juge de la *lex fori* ne rencontre pas de difficulté. Dans le deuxième cas, c'est-à-dire lorsque coexistent dans un même Etat plusieurs systèmes de conflits, la solution est plus difficile. Dans ce cas, quel critère devra suivre et appliquer le juge ?

En l'absence d'un système de droit interprovincial ou de droit international privé, la doctrine propose d'appliquer tantôt la loi du dernier domicile, tantôt la loi d'origine, tantôt la loi de la capitale.

Selon M. Niboyet (1) : « S'il n'existe pas de dispositions générales, dans les législations étrangères, pour résoudre uniformément les conflits au sein de l'Etat étranger, nos tribunaux doivent déterminer eux-mêmes la loi qui régit le statut personnel. Il est probable qu'ils se prononceront en faveur de la loi du domicile ; elle est celle que la loi nationale a supplantée et dont le rôle réapparaît lorsque cette dernière devient en fait inapplicable ».

Notons que la question du renvoi se pose aussi en droit lituanien, dans des conditions que nous exposerons dans la partie consacrée aux conflits en matière de successions.

§ 4. — L'ORDRE PUBLIC DANS LES CONFLITS INTERPROVINCIAUX

Le troisième problème qui est étroitement lié aux conflits de lois est celui de l'ordre public. En effet, la question se pose souvent au juge national s'il ne doit pas refuser l'application de telle ou telle loi étrangère, même dans un conflit où cette application serait dictée par une règle nationale sur les conflits de lois ?

(1) Niboyet : *Manuel de droit international privé*, p. 705.

Dans ce cas, quel principe ou quelle disposition légale invoquera-t-il pour justifier ce refus ? Cette mesure d'exception sera fondée sur le principe qu'on appelle généralement « l'ordre public ». Ainsi l'article 30 de la loi d'introduction du Code civil allemand dispose :

« L'application d'une loi étrangère est exclue, quand cette application va à l'encontre des bonnes mœurs ou du but d'une loi allemande ».

L'article 707 du Code russe de procédure civile, qui est actuellement en vigueur en Lituanie, est conçu en termes semblables :

« Les contrats et les actes dressés dans les Etats étrangers doivent être reconnus valables, lorsque la transaction n'était pas contraire à l'ordre public et n'était pas prohibée par les lois de l'Empire (lituaniennes) ». Le rôle de l'ordre public est donc, selon l'expression de M. Niboyet, « celui d'un remède pour ne pas appliquer une loi étrangère lorsque vraiment cette application nuit au pays où on la demande ».

Or, il n'est pas toujours facile de découvrir le « but d'une loi », ou ce qui est « contraire à l'ordre public », à cause même du caractère vague de cette notion. Pour parer à cette difficulté, les auteurs et les conférences internationales ont essayé d'énumérer les lois d'ordre public destinées à faire exception à la compétence des lois étrangères. Mais, cette énumération a priori apparaît impossible, en raison du caractère national de la notion de l'ordre public, laquelle dépend du lieu et de l'époque. Par conséquent, on ne peut guère déterminer avec précision le contenu de la notion de l'ordre public ; par contre, on aperçoit nettement la fonction, le rôle de l'ordre public : il consiste à défendre l'intérêt de la communauté nationale ou ses institutions juridiques. D'après la définition du rôle joué par l'ordre

public, on peut supposer qu'il n'interviendra qu'en cas de conflit de souverainetés.

L'ordre public joue-t-il le même rôle dans les conflits de lois interprovinciaux ? Autrement dit, une partie de la communauté nationale peut-elle nuire aux intérêts de l'autre, ou une législation locale sera-t-elle obligée de se défendre contre une autre législation.

Dans un Etat où coexistent plusieurs lois civiles maintenues par le même souverain, le juge saisi peut-il écarter comme contraire à l'ordre public la loi en vigueur dans une autre province du même pays afin de lui substituer la loi du for local ?

La doctrine est en désaccord sur cette question.

Les auteurs favorables à l'assimilation des conflits interprovinciaux aux conflits internationaux admettent que l'ordre public aura dans les deux cas la même fonction.

D'autres auteurs ont soutenu la thèse opposée ; ils affirment que le principe de l'ordre public ne trouve pas de place dans le conflit interprovincial et la loi compétente selon les règles de conflits internes sera toujours appliquée.

Cette opinion est partagée par d'illustres auteurs comme Waechter, Zitelmann, Vassalli, Lainé (1) et est appliquée par la plupart des décisions jurisprudentielles.

La troisième opinion, intermédiaire entre les deux premières, admet l'intervention de l'ordre public dans les conflits interprovinciaux, mais la fréquence et l'intensité de cette intervention dépendent de la nature juridique de ces conflits.

(1) Wächter, *Pandekten*, 1, § 31 ; Zitelmann, *Internationales Privatrecht*, pp. 400-401 ; Vassalli, *Questioni di ordine pubblico*, *Rivista de diritto commerciale*, 1921, p. 1 ; Lainé, *Introduction au droit international privé*, vol. I, p. 68.

Le représentant de cette opinion en France est M. Niboyet (1).

Selon M. Eliesco (2), l'intervention de l'ordre public est intimement liée à l'existence d'un conflit entre les législations autonomes.

Cette divergence d'opinions résulte évidemment du fait que chaque auteur a puisé ses arguments à une source différente.

Ainsi dans les conflits d'annexion, l'ordre public n'interviendra pas ou très rarement. Par contre, dans les conflits qui se présentent aux Etats-Unis, la réserve de l'ordre public aura plus d'intensité (3).

En Pologne, la réserve générale de l'ordre public n'est pas connue en droit interprovincial et cependant il y a des hypothèses où elle reparait tout de même. Autrement il serait difficile d'expliquer la règle de l'article 13, al. 2, de la loi du 2 août 1926 suivant laquelle les autorités compétentes peuvent se refuser à célébrer le mariage d'un ressortissant polonais, capable d'après sa loi personnelle, lorsqu'il ne remplit pas les conditions requises par la loi en vigueur au siège de ces autorités.

Il en est de même, nous le verrons plus loin, en Lituanie.

(1) « Il n'y a pas de raison pour que l'ordre public n'y ait pas aussi sa place toujours néfaste, puisque le défaut de communauté juridique existera aussi bien entre les législations d'un même Etat qu'entre celles de deux pays différents », Niboyet, *Conflits entre les lois françaises*, p. 113.

(2) Eliesco: *Essai sur les conflits de lois*, p. 315.

(3) Lorenzen: *Droit international privé des Etats-Unis d'Amérique*, *Répertoire de droit international*, p. 283.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE II

La solution des conflits de lois d'après les règles du droit lituanien

§ I. — LES RÈGLES DE CONFLITS

La Lituanie a gardé non seulement des lois de droit privé particulières, mais encore, comme sous le régime russe, des règles locales de conflits. De sorte qu'à côté de quatre codes civils différents elle a quatre systèmes de règles sur les conflits de lois.

Les textes législatifs russes en cette matière étaient peu nombreux et ils concernaient les conflits internationaux et interprovinciaux.

Ces règles de conflits de lois n'étaient pas réunies, mais dispersées dans les diverses parties du Code des lois russes. Ainsi les règles portant sur les personnes et les biens des étrangers résidant en Russie, sur les contrats conclus par les étrangers et sur les successions des étrangers se trouvaient insérées dans les lois sur les Etats (tome IX) au titre consacré aux étrangers (art. 822, 833 et 835).

Les règles concernant les actes passés à l'étranger et la prescription extinctive figuraient dans le Code de procédure civile (tome XVI, art. 464, 707 et 708).

Le Code des lois civiles contenait des dispositions sur la forme des testaments (art. 1077), sur la prescription extinctive (art. 1449¹).

En ce qui concerne les conflits interprovinciaux en particulier, c'est-à-dire les règles de conflits entre la loi générale (Code russe) et les lois locales, nous ne trouvons pas beaucoup de dispositions législatives. Elles sont consacrées seulement aux conflits en matière de droit successoral (articles 1279-1295).

La plupart des règles du droit international privé que contenaient le Code civil de 1825 et le Code Napoléon furent abrogées par le législateur russe, comme contraires à ses lois (1).

Toutefois, les principaux articles, notamment les articles 3 et 999, sont restés en vigueur jusqu'à l'époque actuelle.

Quant aux règles des conflits de lois dans le Code des lois civiles des provinces baltes, promulgué en 1864, elles sont nombreuses et destinées surtout à résoudre les conflits interprovinciaux (I — XXXVI).

Comme nous l'avons vu (2), dans ces provinces, coexistaient avant la guerre de nombreux droits particuliers. Cette diversité des législations donnant lieu à des conflits était réglée par les dispositions de l'introduction à ce Code, articles I-XXVI.

(1) Ainsi l'article 13 du Code civil de 1825 a été abrogé comme contraire aux dispositions des articles 224, 225 du Code de procédure civile. De même, l'article 15, abrogé par le décret du 11 mars 1896 et les articles 18, 19, 20, 21-25.

(2) *Supra*, page 20.

Les articles XXVII-XXXVI étaient consacrés aux conflits entre les lois des provinces baltes et les autres lois locales de l'Empire ou les lois étrangères.

Ces règles étaient bien systématisées et cela s'explique par la raison que le Code balte était, d'après sa date d'apparition, le plus récent de tous les codes locaux et contenait les doctrines nouvelles de l'école allemande du XIX^e siècle, notamment celles de Waechter et de Savigny. En effet, contrairement au Code russe et au Code Napoléon, dans le Code balte, c'est le principe de la territorialité qui a prévalu.

Pour déterminer la loi applicable à un rapport de droit, le Code balte établit une hiérarchie à trois degrés.

Dans chaque province, on appliquait d'abord le droit local particulier, c'est-à-dire le droit de la plus petite unité territoriale, par exemple le droit particulier d'une ville de la même province (Stadtrecht).

En cas de silence du Stadtrecht, le droit local de toute la province (Landrecht) intervient subsidiairement.

A défaut de dispositions soit dans l'un, soit dans l'autre de ces deux droits, on appliquait le droit commun en vigueur dans les trois provinces (Livonie, Estonie, Courlande).

D'autre part, pour certains rapports de droit, c'est la loi générale de l'Empire qui était applicable. Ainsi, par exemple, le mariage et le divorce étaient soumis au Code civil russe et à la loi sur les cultes.

De même, certaines dispositions concernant la capacité de la femme mariée se trouvaient dans les lois de l'Empire (1).

(1) La loi du 12 mars 1914 relative à l'application dans les provinces baltes de certaines modifications concernant la capacité de la femme mariée et les rapports personnels entre les époux.

En ce qui concerné la Lituanie, ces conflits ne se présentent plus actuellement avec la même ampleur, parce que seul, au sein de l'Etat, est en vigueur le Code balte commun avec les particularités du droit provincial courlandais.

Etant donné le territoire restreint sur lequel il est en vigueur, le Code civil balte ne joue pas un grand rôle dans la vie civile, d'autant plus qu'il est peu connu (1).

Ces conflits ne se présentent que rarement et ne trouvent pas beaucoup de place dans la jurisprudence lituanienne.

Nous croyons avoir épuisé cette question des règles de conflits dans la législation lituanienne. Nous allons aborder maintenant les questions de la doctrine et de la jurisprudence russe et lituanienne en cette matière.

En l'absence de règles de conflits dans chaque pays, c'est la jurisprudence et la doctrine qui suppléent à l'insuffisance des dispositions législatives.

Dans la doctrine russe d'avant-guerre, si l'on possède quelques ouvrages consacrés aux conflits de lois internationaux, il n'en est presque pas en matière de conflits interprovinciaux. Cette carence est compréhensible, puisque la doctrine russe identifiait ces deux systèmes de conflits. Les

(1) Nous rapportons à titre d'exemple un arrêt du Tribunal Suprême de Lituanie en date du 29 novembre 1926, N° 408, qui a cassé la décision du Tribunal d'arrondissement pour l'application dans le procès du baron Klopman avec M. Puodziukas des dispositions du Code civil russe, tandis que d'après le domicile des parties, la loi applicable était le Code balte.

règles applicables dans les conflits internationaux étaient en grande partie applicables aux conflits interprovinciaux.

Notons les noms les plus connus dans la doctrine russe : Martens, Pilenko, Malychev, Brun, Nolde, Mandelstam.

Le plus influent de tous les auteurs russes est Martens qui fut et est encore cité par les praticiens russes et lituaniens dans les cas compliqués de droit international privé.

Si nous parlons de la doctrine russe, c'est parce que jusqu'ici nous n'avons pas créé la nôtre. Les praticiens lituaniens continuent d'appliquer la doctrine dans laquelle ils avaient été formés dans les universités russes.

C'est avec un vif regret qu'il faut constater que notre Université n'a pas introduit jusqu'à maintenant l'enseignement de droit international privé. Un ouvrage lituanien en cette matière serait souhaitable. L'étude relative aux différentes questions du droit international privé lituanien se borne pour le moment aux articles des revues juridiques lituaniennes ou étrangères (1).

Quant à la jurisprudence concernant les conflits interprovinciaux, nous n'avons pas non plus trouvé beaucoup de décisions. Plus riche en cette matière était la jurisprudence russe d'avant-guerre. Et si les tribunaux lituaniens ont parfois recours, en l'absence d'une jurisprudence nationale, à la jurisprudence impériale russe, nous pouvons sans

(1) Rutenbergas, Teisé (*Le droit*), N° 13, N° 14, N°s 15-24 pour la période de 1928-1934.

Finkelsteinas : *Le droit international privé en Lituanie*, Teisé, 1926, N° 9.

Finkelsteinas : *Ostrecht*, 1926, p. 730.

Baloc : La situazione legislativa in Lituania, *Annuario di diritto comparato*, 1927, p. 142.

risque d'erreur prétendre que la jurisprudence lituanienne serait dans la plupart des cas analogue. Cette affirmation trouve sa justification dans la jurisprudence lituanienne elle-même.

En effet, les tribunaux inférieurs au commencement de l'existence indépendante de la Lituanie, surtout en l'absence de Cour de cassation (1), se sont probablement trompés sur le sens de l'article 813 du Code de procédure civile, qui prescrit aux tribunaux inférieurs de se soumettre obligatoirement aux interprétations des lois données par le Sénat (2) (texte russe). Or plus tard, le Tribunal Suprême de Lituanie, c'est-à-dire la Cour de Cassation, a cassé les jugements appuyés uniquement sur ces décisions du Sénat. Ainsi le Tribunal Suprême, dans son arrêt du 9 novembre 1926 (N° 350), décide qu'en Lituanie sont « reconnues valables seulement les lois telles quelles sont, mais non pas les interprétations du Sénat russe. Ces interprétations peuvent être aujourd'hui considérées comme toute opinion de juristes, dont la véracité doit être chaque fois contrôlée par le Tribunal lituanien. En conséquence, le Tribunal lituanien ne peut invoquer les décisions du Sénat comme des règles obligatoires ».

Nous partageons l'opinion du Tribunal Suprême.

On doit s'étonner des opinions opposées émises par certains auteurs qui repoussent la thèse du Tribunal Suprême.

(1) La Cour de Cassation n'a été créée que le 20 juillet 1921.

(2) Le Sénat russe fut créé le 22 février 1711 par Pierre le Grand. Ses fonctions étaient d'abord celles d'un conseil de régence en l'absence du Tsar préoccupé par la guerre avec les Turcs. Ensuite il fut l'organe suprême du Gouvernement et de la justice. Lors de la réforme judiciaire de 1864, le Sénat a été investi des fonctions de la Cour de cassation.

me. Ainsi M. Finkelsteinas (1) soutient que « cette tendance (non-reconnaissance des interprétations du Sénat comme obligatoires) n'est pas justifiée ni formellement, conformément à l'article 813 du Code de procédure, ni au fond, parce qu'au sein du Sénat russe, il y avait beaucoup de savants et de juristes expérimentés qui ont étudié à fond toutes les branches du droit russe ». Et l'auteur d'ajouter : « Interprétation donnée par le Sénat russe n'a pas une moindre autorité devant les tribunaux lituaniens que celle de la Cour de Cassation française aux tribunaux polonais ».

On ne serait pas moins surpris en France de cette affirmation que l'autorité de la Cour Suprême d'Allemagne soit substituée à celle de la Cour de Cassation Française pour l'interprétation des lois actuellement en vigueur en Alsace et en Lorraine. Autrement dit, un souverain étranger pourrait légiférer sur le territoire d'un autre souverain.

Cela est juridiquement inconcevable. En principe, une souveraineté anéantit obligatoirement sur un territoire déterminé une autre souveraineté et se substitue à elle. Il en est ainsi dans le cas d'annexion pure, comme dans le cas de constitution de nouveaux Etats. Les règles légales qui trouvent leur source dans la souveraineté de l'Etat démembré disparaissent des territoires cédés pour faire place aux lois qui expriment la souveraineté du nouvel Etat. Si ce nouveau souverain veut maintenir en vigueur les lois anciennes, il le fera par une manifestation de volonté formelle, par exemple dans la constitution, par une loi, par un décret.

(1) Finkelsteinas : *Le droit international privé en Lituanie*, dans le journal lituanien « Teisé » (Le droit), 1926, N° 9, p. 10.

La doctrine et la jurisprudence apportent une exception à ce principe : elles admettent que les lois de droit public du nouvel Etat, comme le droit constitutionnel, le droit administratif, s'étendent de droit, et sauf manifestation de volonté contraire, au territoire annexé.

En appliquant ces considérations théoriques à notre cas, nous pouvons développer les arguments du Tribunal Suprême pour réfuter l'opinion de l'auteur précité.

Le souverain lituanien a maintenu en vigueur le droit privé russe, conformément à l'article 24 de la Constitution provisoire de 1918. La Constitution de 1922, dans son article 66, proclame que :

« L'organisation, la compétence et la juridiction des Tribunaux sont fixées par la loi ».

Et l'article 67 énonce :

« Il n'y a qu'un seul Tribunal Suprême pour tout le territoire de la République ».

Or, en instituant le Tribunal Suprême, le souverain lituanien lui a attribué une fonction analogue à celle du Sénat russe. En créant son système de tribunaux le législateur ne pouvait pas conférer la même fonction à l'ancien tribunal russe qui se manifestait par les décisions du Sénat.

Il ne s'agit ici que d'un malentendu. De quelle autorité l'auteur parle-t-il ? Il est universellement admis que l'autorité de la Cour de cassation est reconnue obligatoire seulement pour l'affaire dans laquelle elle s'est déjà prononcée. Mais elle n'est pas obligatoire pour tous les procès à venir. Il ne pouvait en être autrement en ce qui concerne le Sénat. Si l'auteur entend parler seulement de l'autorité morale des arrêts du Sénat, le Tribunal Suprême ne défend pas aux juges lituaniens de le consulter « comme toute opinion des juristes ».

§ 2. — LA NATURE JURIDIQUE DES DIVERSES LOIS LOCALES

Les conflits qui s'élèvent en Lituanie entre les législations différentes ne sont pas de la même nature ni de la même intensité. Cette diversité résulte du caractère même de ces législations.

Disons tout d'abord que le droit maintenu en vigueur est un droit dérivé. Par rapport au pouvoir législatif central, nous avons eu un droit local indépendant, celui du Territoire de Memel. Au point de vue de leur champ d'application, le Code balte et le Code Napoléon sont des lois locales. Le Code russe reste par rapport à ces derniers la loi générale.

Etant donné que le Svod russe, le Code balte et le Code Napoléon coexistaient depuis longtemps au sein de l'Empire russe, les conflits qui s'élevaient au commencement du XIX^e siècle n'ont plus la même intensité aujourd'hui. Le législateur russe, en promulguant des nouvelles lois qui étaient applicables dans tout l'Empire, a aplani ces conflits, en réduisant chaque fois le « minimum d'équivalence juridique » entre ces différents systèmes de façon qu'en beaucoup de matières ils se ressemblent. Ainsi, par exemple, les dispositions sur le mariage religieux se retrouvent dans tous les codes. La procédure civile, avec quelques exceptions, était et reste la même. Les traités conclus par l'Empire russe concernant le droit international privé étaient aussi applicables sur tout le territoire.

Par contre, pendant la période de 1923 à 1939, où le Territoire de Memel a été sous la souveraineté lituanienne, la législation de ce Territoire ne se trouvait pas dans la même situation. Etant donné que le Territoire autonome était entré dans le cadre de l'Etat à une date toute récente,

ces conflits y avaient une grande intensité. La solution de ces conflits était d'autant plus difficile que le droit allemand est peu connu de nos praticiens et, inversement, le droit russe était peu connu des praticiens du Territoire de Memel: les magistrats du Territoire autonome, formés en Allemagne, étaient peu familiarisés avec le droit lituanien. Il était regrettable que notre Université eût commencé seulement en 1933 l'enseignement du droit allemand en vigueur dans le Territoire de Memel.

La diversité des législations avec les systèmes particuliers du droit international privé donne lieu à un grand nombre de combinaisons de conflits de lois, par exemple entre le Code civil russe et le Code Napoléon, le Code balte et le Code russe, etc.

Après avoir exposé qu'en Lituanie, les conflits inter-provinciaux sont, pour la plupart, résolus d'après les règles de solution des conflits internationaux, nous allons entrer maintenant dans l'examen de ces solutions. Nous les traiterons dans la mesure du possible à la lumière de la nouvelle jurisprudence lituanienne. Dans les cas où elle fait défaut, nous aurons recours à la jurisprudence russe.

CHAPITRE III

Les conflits de lois en matière de mariage

§ I. — LÉGISLATION COMPARÉE

Les dispositions législatives concernant le mariage au point de vue de sa célébration, de sa validité et de sa dissolution, se trouvent dans le Code civil russe, dans la loi du 24 juin 1836 et dans la loi organique sur les cultes (tome XI, 1^{re} partie) (1). Les dispositions du Code civil russe et la loi de 1836 sur le mariage ne diffèrent que sur les détails parce que l'un et l'autre reconnaissent le système du mariage religieux. Par contre, une différence importante existait entre ces deux législations et le Code civil allemand qui a été en vigueur dans le Territoire de Memel. Nous le ferons mieux comprendre par une comparaison.

(1) En ce qui concerne les protestants, art. 300-305, 317-386.

Les règles religieuses, obligatoires pour les israélites, qui traitent des questions matrimoniales et qui sont extraites du Talmud se trouvent dans le Code canonique connu sous le nom de Eben Hoëser.

Les règles religieuses concernant le mariage et le divorce des musulmans se trouvent dans le Coran.

A. *Le Code civil russe*

1. — *Du mariage entre les personnes
appartenant à l'Eglise orthodoxe*

Le Code civil russe (1) permet aux personnes appartenant à l'Eglise orthodoxe (gréco- russe) de contracter mariage, à partir de dix-huit ans pour l'homme et de seize ans pour la femme (art. 3). L'évêque de l'éparchie a le droit, en cas de nécessité, d'accorder une dispense aux futurs époux à qui il ne manquerait pas plus de six mois pour avoir atteint l'âge légal (Journal Officiel Lituanien, N° 132).

Toute personne âgée de plus de 80 ans est incapable de se marier (art. 4). Le mariage est interdit aux individus atteints d'idiotie ou d'aliénation mentale (art. 5). Nul ne peut se marier sans le consentement de ses père et mère, de son tuteur ou de son curateur (art. 6).

En l'absence de dispositions expresses dans le Code civil russe, la question se pose souvent de savoir jusqu'à quel âge le consentement des parents est requis. La doctrine, les dispositions de lois sur la capacité générale et l'article 319 de la loi sur les cultes permettent de décider que les personnes ayant l'âge de la majorité, soit 21 ans, peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs parents.

D'après le Code balte (art. 205) les parents peuvent interdire à leurs enfants, même majeurs, s'ils se trouvent

(1) Pour des raisons de commodité, nous employons cette dénomination pour le distinguer du Code balte et du Code Napoléon. Mais en somme, tous ces textes ne sont tous que des lois lituanienes nationalisées.

sous leur puissance, de contracter le mariage qu'ils se proposent. Toutefois, ce droit d'interdiction est limité aux cas où le refus des parents serait fondé sur des motifs suffisants et légaux (art. 321 de la loi sur les cultes), tels par exemple que l'indignité de l'un des futurs.

Si les parents refusent leur consentement sans motifs légaux, l'autorisation peut être donnée, sur la requête de l'enfant, par la juridiction compétente.

Le mariage est interdit aussi aux personnes dont le premier mariage n'est pas légalement dissous (art. 20), à celles qui ont déjà été mariées trois fois (art. 21), aux religieux et aux ecclésiastiques ayant reçu les ordres majeurs et ayant fait vœu de célibat.

Les militaires et les fonctionnaires civils ne peuvent se marier qu'avec l'autorisation de leurs supérieurs (art. 9). Enfin le mariage est prohibé pour cause de parenté ou d'alliance aux degrés déterminés par les règlements ecclésiastiques (art. 23), c'est-à-dire, d'après l'ukase du Saint Synode du 19 janvier 1810, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

La célébration même du mariage doit être précédée d'une publication faite trois dimanches de suite (art. 26). La publication se fait dans la paroisse respective de chacun de deux fiancés. Le mariage, en règle générale, doit être célébré à l'église devant deux ou trois témoins et suivant les rites de la religion orthodoxe. Aussitôt après la cérémonie, le mariage est inscrit sur le registre des mariages de la paroisse (art. 31). Toutes les infractions aux règlements ecclésiastiques sur le mariage sont du ressort des tribunaux ecclésiastiques, à moins qu'elles ne relèvent des tribunaux criminels (art. 24).

Sont considérés comme illégitimes et non valables :

1) les mariages accomplis sous l'empire de la violence ou conclus entre des époux dont l'un, ou tous les deux, était atteint d'aliénation mentale ;

2) les mariages entre personnes parentes ou alliées à un degré prohibé par les règlements ecclésiastiques ;

3) les mariages des personnes déjà engagées dans les liens d'un mariage légitime non encore rompu ni dissous par le tribunal ecclésiastique ;

4) les mariages des personnes dont le mariage précédant a été dissous, mais à qui il a été défendu de contracter une nouvelle union ;

5) les mariages des personnes qui n'ont pas encore atteint ou qui ont dépassé l'âge auquel il est permis de se marier, ou qui se sont mariés pour la quatrième fois ;

6) les mariages des membres du clergé régulier, voués au célibat tant qu'ils conservent leur fonction ou dignité ;

7) les mariages des personnes professant la religion orthodoxe avec des non chrétiens, sous cette observation que la nullité n'est pas encourue de plein droit, lorsque l'un des époux ou tous les deux sont baptisés après le mariage (art. 37).

Dans ces cas, la nullité est prononcée par le tribunal ecclésiastique compétent.

Le Code russe reconnaît deux causes de dissolution du mariage : la mort de l'un des époux et le divorce.

Le divorce ne peut être prononcé que par un tribunal ecclésiastique et pour les causes suivantes : 1) l'adultère de l'un des époux, 2) l'impuissance ou la stérilité, 3) l'absence.

Le divorce par consentement mutuel et sans jugement est absolument interdit (art. 46).

L'impuissance ou la stérilité ne peut servir à une action en divorce qu'au bout de trois années de mariage ; de plus, il faut que cette impuissance soit congénitale, ou soit antérieure au mariage (art. 48, 49).

Lorsque l'un des époux, s'étant éloigné pour une raison quelconque de son domicile, reste absent pendant cinq ans au moins sans qu'on ait de lui aucune nouvelle, l'autre époux peut demander le divorce et obtenir l'autorisation de se remarier.

2. — *Du mariage des personnes
appartenant à d'autres confessions chrétiennes,
soit entre elles,
soit avec des membres de l'Eglise orthodoxe*

Les chrétiens de toute confession jouissent en Lituanie de la faculté de contracter mariage, à la seule condition de se conformer aux règles spéciales de leur confession, ainsi qu'aux règles générales posées par le Code russe au point de vue de l'âge, du libre consentement des futurs époux, de l'autorisation des parents, de la monogamie (art. 61-63).

Les mariages mixtes, lorsqu'un des deux époux n'appartient à l'église orthodoxe, sont célébrés par l'ecclésiastique du culte de la femme. Si le prêtre catholique romain refuse de célébrer un tel mariage, il peut être célébré par un ministre d'une autre confession. Dans ce cas, les enfants mâles suivent la religion du père, les filles celle de la mère, sauf convention contraire avant le mariage (Code russe, art. 75, la loi de 1836, art. 192).

L'examen de la validité d'un mariage mixte, s'il a été célébré consécutivement dans deux églises, appartient au tribunal ecclésiastique de l'église dont le ministre du culte

a le premier célébré le mariage. Toutefois, la dissolution d'un tel mariage appartient au tribunal ecclésiastique de la confession du défendeur.

B. La loi de 1836 sur le mariage

La loi de 1836 sur le mariage, qui est en vigueur dans la région de Suvalkai, divise aussi les dispositions sur le mariage d'après la confession. Ces dispositions qui ont été prévues essentiellement pour les populations catholiques donnent la première place aux règles tirées pour la plupart du droit canon. Les conditions essentielles exigées par la loi de 1836 sont : 1) l'âge prescrit par la loi, 2) le consentement mutuel des parties, 3) l'autorisation des parents ou tuteurs, 4) la capacité physique des parties, 5) la compétence du ministre du culte pour célébrer le mariage, 6) la présence de deux témoins au mariage.

Il faut remarquer que l'incapacité physique des parties, qui est une cause de divorce dans le Code russe, est dans la loi de 1836 une cause d'annulation, parce que l'Eglise catholique n'admet pas le divorce.

Ainsi l'article 22 déclare expressément que, lorsqu'il est prouvé qu'une des parties se sera trouvée antérieurement au mariage dans une impuissance constante d'accomplir les devoirs conjugaux, le mariage pourra, sur la demande de l'autre partie, être déclaré nul. De plus, l'article 1^{er} déclare que le mariage entre personnes appartenant à l'Eglise catholique romaine ne peut être dissous autrement que par la mort de l'un des époux.

Les empêchements au mariage sont (art. 23) :

1) la disparité de culte (en ce sens que des catholiques ne peuvent s'unir à des non chrétiens) ;

2) l'existence d'un mariage antérieur non dissous légalement ;

3) l'ordination dans les ordres majeurs ou les vœux monastiques ;

4) le meurtre de son conjoint commis pour pouvoir contracter un autre mariage avec le complice de ce meurtre ;

5) la parenté et l'alliance légitime jusqu'au 4^e degré inclusivement ; l'alliance naturelle jusqu'au second seulement ; l'affinité spirituelle : a) entre la personne qui a donné le baptême d'une part et la personne qui a reçu le baptême, ainsi que ses père et mère, d'autre part ; b) entre la personne qui a reçu le baptême ou la confirmation et ses père et mère, d'une part, et le parrain ou la marraine, d'autre part ; enfin l'affinité civile entre l'adoptant et l'adopté (1) ou ses descendants, entre l'adopté et les enfants de l'adoptant, entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté, entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant.

Dans le Code russe, il n'existe pas de dispositions qui prohibent le mariage entre l'adoptant et l'adopté. Le mariage entre l'adoptant et l'adopté est permis aussi aux protestants, mais avec le consentement du Consistoire (art. 137).

La dernière cause d'empêchement au mariage est l'honnêteté publique : ainsi un fiancé ne peut se marier avec les parents au premier degré canonique de l'autre.

Le mariage est rompu :

1) par la mort de l'un des époux ;

2) par l'annulation prononcée par l'autorité ecclésiastique ;

(1) Aux termes de l'article 183, le mariage entre l'adoptant et l'adopté est aussi un empêchement pour les non chrétiens, les israélites et les musulmans.

3) par l'entrée de l'un des époux dans un ordre monastique et ayant fait vœu de célibat. Cette dernière cause de dissolution s'applique au cas où il n'y avait pas de commerce charnel.

La vie conjugale peut être rompue pour un temps limité ou illimité par la séparation de corps.

La séparation de corps peut être demandée : 1) pour cause d'adultère, 2) pour sévices ou injures graves, 3) lorsque l'un des époux s'est rendu coupable d'un crime, ou qu'il a forcé l'autre à en commettre un.

Elle peut même avoir lieu par consentement mutuel, contrairement au principe strict qui a prévalu dans le Code russe en matière de divorce, mais seulement pour des raisons considérées comme sérieuses par le tribunal ecclésiastique (art. 66).

Les règles sur le mariage entre protestants (1) admettent le divorce dans les cas suivants :

- 1) adultère ;
- 2) abandon du conjoint ;
- 3) absence, lorsqu'elle s'est prolongée depuis plus de cinq ans ;
- 4) impuissance ;
- 5) maladie contagieuse incurable ;
- 6) maladie mentale ;
- 7) conduite immorale ;
- 8) sévices et injures graves (attentat à l'honneur de son conjoint, à la liberté, à l'exercice de son métier).

Remarquons que les causes de divorce, qui d'ailleurs sont presque identiques à celles du Code civil allemand,

(1) Loi de 1836 sur le mariage, art. 129-179 et loi sur les cultes, Tome XI, art. 300-305, 317-386.

sont plus nombreuses pour les protestants que pour les orthodoxes.

Toutes ces règles concernant la validité et la dissolution de mariage sont de caractère confessionnel, complétées par les dispositions légales. Tous les conflits qui s'élèvent en cette matière peuvent donc être considérées comme des conflits interconfessionnels.

§ 2. — LE CONFLIT INTERPROVINCIAL ET INTERCONFESSIONNEL

Les conflits de lois en matière de mariage en Lituanie sont les plus fréquents et peut-être les plus embrouillés, d'autant plus que le principe posé par la législation, qui est toujours en vigueur, se trouve rompu par la jurisprudence lituanienne toute récente.

Comme nous le savons, le droit russe d'avant-guerre, qui est le droit actuellement en vigueur en Lituanie, base le mariage sur des principes d'ordre strictement confessionnel. A côté des lois civiles, les sources du droit matrimonial ont été les règles établies par le droit canonique des diverses confessions. Mais en règle générale, les dispositions que contiennent les lois civiles en ce qui concerne l'âge, le libre consentement des futurs époux, l'autorisation des parents, l'empêchement d'âge, l'emportent sur les règles religieuses des différentes confessions.

La pratique judiciaire et administrative russe s'en tenait à des règles solidement assises. Les nationaux russes ne pouvaient pas, à l'étranger aussi bien qu'à l'intérieur du pays, contracter d'autre mariage que religieux. Cette règle était applicable aux sujets russes même si le mariage était conclu dans un pays à l'étranger où n'existait que le mariage civil. Le mariage conclu civilement par des sujets russes était un concubinat.

La législation russe connaissait seulement la forme religieuse du mariage et cette forme seule était légale pour toutes les confessions reconnues par l'Etat (Code civil russe, tome X, art. 31, 65 et 90). La jurisprudence allait même jusqu'à dire que le mariage religieux n'était pas une condition de forme, mais une condition de fond.

D'autre part, selon la législation russe, les personnes considérées d'après leur état civil comme orthodoxes ou d'une autre confession ne pouvaient changer de religion que sur demande formelle adressée au gouverneur (1) (préfet).

Ce changement de confession devait être également constaté par un acte de l'état civil.

Si ces formalités n'étaient pas remplies, le prêtre d'une autre confession qui aurait célébré un mariage d'après son rite était passible de peines prévues par le Code pénal (2).

Le principe du mariage religieux fut donc entièrement maintenu dans la législation et la jurisprudence russes.

La fraude à la loi, consistant à changer la confession, ou à se marier à l'étranger, était écartée.

Tout autre est devenue la situation en Lituanie. Bien que le législateur lituanien ait maintenu en vigueur les mêmes dispositions légales en matière de mariage, le principe du mariage religieux à l'étranger fut rompu d'abord par l'administration, ensuite par la jurisprudence lituanienne. Et en voici les raisons.

Dès la proclamation de l'indépendance, le législateur lituanien, appuyé par une partie de l'opinion publique

(1) Loi sur les cultes étrangers, article 6.

(2) Ces mesures ont été prévues pour protéger l'Eglise nationale, qui était l'Eglise orthodoxe.

libérale, a voulu apporter à l'ancienne législation quelques modifications concernant les actes de l'état civil (1).

Cette volonté apparaissait déjà dans l'article 13 de la loi constitutionnelle du 6 août 1922, ainsi conçu :

« Tout citoyen jouit de la liberté de croyance et de conscience. Le fait de professer une religion ou des idées philosophiques déterminées ne peut être invoqué pour justifier un acte délictueux ou pour se récuser des devoirs publics ».

D'autre part, l'article 3 proclame :

« Aucune loi n'est valable dans l'Etat lituanien, si elle est contraire à la Constitution ».

Or, malgré ces énonciations, aucun acte approprié n'a été pris pour remplacer les anciennes dispositions en cette matière.

En attendant cette nouvelle législation, on a essayé de réglementer par voie administrative les actes de l'état civil.

En effet, la circulaire du 8 avril 1924 du Ministère de l'Intérieur prescrit aux autorités civiles des villes et des communes la tenue des registres de l'état civil des personnes qui ne font pas ces actes chez les ministres de leur culte. Mais cette circulaire, qui abrogeait les dispositions légales par voie administrative, a été annulée, comme contraire à la loi (2), par le Conseil des Ministres, le 14 janvier 1925.

(1) La tenue des registres des actes des mariages, des décès et des naissances se trouve toujours aux mains des différents ministres des cultes.

(2) L'article 106 de la Constitution de 1922 :

« Les lois en vigueur en Lituanie jusqu'au jour de la promulgation de la présente Constitution qui ne sont pas contraires à la présente Constitution et qui n'auront pas été abrogées ou modifiées par la voie législative prescrite par la présente Constitution reste en vigueur ».

Depuis cette date, l'on a tenté de modifier l'ancienne législation par voie législative ; plusieurs projets (1) ont été préparés par la commission judiciaire, instituée auprès du Ministère de la Justice, et discutés par le Conseil d'Etat. Toutes ces tentatives du législateur lituanien ont rencontré, comme par le passé, l'opposition de l'Eglise catholique lituanienne qui invoque les articles XIV et XV du Concordat (2) ; c'est, paraît-il, le seul obstacle qui a empêché jusqu'ici l'introduction d'une nouvelle loi sur les actes de l'état civil.

Mais le législateur lituanien semble poursuivre ses efforts, comme le montre l'article 125 de la Constitution de 1938, ainsi conçu :

« Les actes de naissance, de mariage et de décès sont dressés par les organes de l'Etat suivant les conditions et l'ordre fixé par la loi.

« Les croyants peuvent faire dresser ces actes chez les ministres de leur culte suivant les conditions et l'ordre fixés par la loi et ils ne sont pas contraints à les refaire ailleurs ».

Comme on le voit, le législateur lituanien, contrairement à ce qui existe en France ou en Allemagne, en ce qui

(1) Signalons surtout les projets de 1926, 1931, 1932, 1933 et 1936.

(2) Concordat entre le Saint-Siège et la République de Lituanie, entré en vigueur le 10 octobre 1927.

Article XIV : Le clergé, en Lituanie, est autorisé à tenir des registres de naissance et de baptême, de mariage et de décès, qui, conformément à la Constitution du pays, font foi même dans le for civil. L'Eglise fournit à l'Etat des copies des registres de l'année en cours, ainsi que les registres de levée de l'année correspondante. Si le travail de la rédaction des actes n'est pas payé par les intéressés eux-mêmes, l'Etat le rétribuera.

Article XV : Les mariages célébrés en conformité des prescriptions du Code Canonique obtiennent par là même les effets civils.

concerne la forme du mariage, se prononce pour le système facultatif, c'est-à-dire laisse le libre choix entre la forme religieuse et la forme civile. Le dernier projet sur le mariage consacre encore cette faculté.

La tentative de reconnaissance par voie administrative du mariage civil à l'intérieur du pays a entraîné la reconnaissance par la même voie du mariage civil conclu à l'étranger.

En effet, l'exemple donné par le Ministère de l'Intérieur fut suivi par Ministère des Affaires Etrangères. Ce dernier, par une circulaire du 12 juin 1924, adressée à toutes les légations et consulats lituaniens, a autorisé la légalisation des actes de l'état civil passés à l'étranger. Nous en reproduisons le texte, parce qu'il est resté, jusqu'à une date récente (1930) la seule base, d'ailleurs très contestée, pour les mêmes raisons que la première circulaire, offerte aux consuls lituaniens pour la reconnaissance du mariage civil conclu à l'étranger. Cette circulaire était conçue en ces termes :

« Conformément aux dispositions de la circulaire du Ministère de l'Intérieur, en date du 8 avril de cette année (1924), N° 2773 (Journal Officiel Lituanien, N° 157) réglementant la tenue des registres d'actes de l'état civil des personnes qui n'ont pas fait dresser leurs actes de naissance, de mariage ou de décès chez les ministres de leur culte, le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de préciser qu'en vertu de l'article 3 et de l'article 13 de la Constitution lituanienne, les actes de l'état civil que les citoyens lituaniens à l'étranger font dresser conformément aux lois du pays de leur résidence, peuvent être reconnus valables en Lituanie, bien qu'ils n'aient pas été faits par les ministres de leur culte ni dans la forme religieuse prescrite. Les Légations et Consulats lituaniens pourront légaliser les actes de

naissance, de décès, de mariage, etc., en reconnaissant aux porteurs de ces actes tous les effets de droit qui en découlent ».

Evidemment, cette circulaire, qui d'ailleurs n'a pas été annulée jusqu'à maintenant, ne pouvait pas avoir d'effet juridique. En dépit de dispositions légales sur le mariage religieux et de la pratique administrative russe, les mariages conclus à l'étranger furent reconnus valables. Mais la question soulevait à chaque instant des controverses, parce qu'elle n'était pas définitivement tranchée par l'autorité compétente. Il semblait que le principe d'opportunité l'emportât sur la légalité. Malgré toutes les dispositions déclaratives de nos constitutions et les essais en vue d'introduire par voie administrative le mariage civil, la situation juridique du mariage et du divorce était la même que dans l'Empire russe.

La stricte reconnaissance du seul mariage religieux avait parfois de bien fâcheuses conséquences. Voici, à titre d'exemple, un cas bien curieux rapporté dans un journal lituanien. Un Américain d'origine lituanienne, marié civilement aux Etats-Unis, quitte sa femme, puis se marie en Lituanie avec une autre femme à l'église catholique. Sur son passeport américain il fait passer sa seconde femme pour la première. Le consul américain, sur la demande de la première femme, intervint auprès du Gouvernement Lituanien. L'affaire fut portée devant le Tribunal ecclésiastique, qui décida que le premier mariage de cet Américain était non existant, comme conclu civilement et déclare le second, célébré à l'église catholique, légal et, par conséquent, valable. Des cas semblables ne sont pas rares et l'Eglise, en voulant éviter un mal, semble en tolérer un autre.

Aussi l'absence de législation reconnaissant le mariage civil a incité bien des personnes à des pratiques illicites, qui étaient jusqu'à ces derniers temps tolérées : tel le changement de religion contre une autre qui ne considère pas le mariage comme sacrement, par exemple les confessions protestantes. L'Eglise protestante admet aussi le divorce, qui n'est pas admis dans la religion catholique.

Une autre pratique qui avait pris beaucoup d'extension, surtout après 1924, consistait pour les personnes qui, pour certaines raisons, ne voulaient pas se marier à l'église, à se marier civilement à Memel. Par ce mariage la possibilité de divorcer était ouverte.

§ 3. — LA JURISPRUDENCE LITUANIENNE EN MATIÈRE DE MARIAGE ET DE DIVORCE

La législation que nous avons exposée jusqu'ici bien qu'en vigueur, ne trouve pas son entière application dans la pratique. Les mesures prises par voie administrative et constitutionnelle n'ayant pas encore abouti aux résultats espérés, c'est la jurisprudence lituanienne qui, par la voie détournée de l'interprétation, a tenté de donner un autre contenu à cette législation.

Nous rapportons ici deux décisions du Tribunal Suprême de Lituanie : l'une, du 13 novembre 1930, l'autre, du 18 mai 1933, qui ont tranché définitivement la question de la légalité du mariage civil conclu à Memel ou à l'étranger. Il importe de remarquer que ces deux problèmes sont étroitement liés et il convient de les étudier dans leur ensemble, parce que, après l'incorporation du Territoire de Memel à la Lituanie (1923), la question de la reconnaissance du mariage civil a pris de l'actualité. Dès lors, le principe

d'ordre public, écartant le mariage civil, s'est trouvé atténué. Avec la reconnaissance du mariage civil à Memel, il fallait logiquement reconnaître le mariage civil conclu à l'étranger.

En 1930, le Tribunal Suprême de Lituanie, sur la proposition du Ministre de la justice et conformément à l'article 259¹ de la loi judiciaire, fut appelé à se prononcer sur les trois questions suivantes :

1) l'article 85 du Code civil russe (tome X, 1^{re} partie) et les articles 1, 24 et 192 de la loi de 1836 sur le mariage sont-ils conformes aux articles 11 et 14 de la Constitution de 1928 ;

2) les mariages civils conclus sur le Territoire de Memel et à l'étranger sont-ils valables en Lituanie ;

3) les divorces des ressortissants lituaniens catholiques prononcés à l'étranger sont-ils valables en Lituanie.

Voici le raisonnement du Tribunal Suprême :

« Les lois en vigueur dans la Grande Lituanie (1) (Code civil russe, t. X, art. 1, 61, 90, 1113 et les articles 2, 98; 124, 140, 179 de la loi de 1836 sur le mariage) ne reconnaissent que le mariage religieux célébré d'après les règles canoniques de chaque confession et d'après les règles légales ou coutumières. Tel est le sens de l'article 85 de Code civil russe et des articles 1, 24 et 192 ; les articles 24 et 85 interdisent aux orthodoxes et aux catholiques de se marier avec des non-chrétiens et aux protestants avec des payens ; l'arti-

(1) C'est ainsi qu'on appelle couramment l'ensemble des régions de la Lituanie, excepté le Territoire de Memel, qu'on appelle la Petite Lituanie.

de 1^{er} dispose que le mariage des catholiques forme une union qui ne peut être rompue que par la mort de l'un des époux. Les conditions ci-dessus mentionnées sont prévues par les règles canoniques de ces confessions. Elles ne sont pas en opposition avec le principe de la liberté de croyance et de la conscience des mariés, elles ne concèdent à personne du fait de professer une religion aucun privilège et ne limitent pas les droits. En vertu de l'article 14 de la Constitution, tout citoyen, jouissant de la liberté de croyance et de conscience, est libre de choisir sa religion, mais une fois qu'il l'a choisie, il est obligé de se soumettre aux prescriptions établies par sa confession. N'est pas contraire non plus aux articles 11 et 14 de la Constitution la disposition de l'article 192 de la loi sur le mariage, d'après laquelle le mariage mixte entre les catholiques et les luthériens est célébré par le ministre du culte auquel appartient la fiancée. Cette règle ne prive pas la personne d'une autre confession du droit de recevoir la bénédiction du ministre du culte de sa confession. Dans le cas où le prêtre catholique refuserait de célébrer le mariage mixte, l'article 193 de la loi de 1836 autorise le prêtre luthérien à le célébrer ».

Ces motifs, remarquons-le, sont tirés des dispositions dont nous avons parlé plus haut. Plus intéressante et plus originale est l'argumentation du Tribunal Suprême en ce qui concerne la reconnaissance en Lituanie du mariage civil conclu à Memel ou à l'étranger.

En ce qui concerne la reconnaissance du mariage civil conclu sur le Territoire de Memel, le Tribunal Suprême s'exprime ainsi :

« Aux termes de l'article 9 du Statut du Territoire de Memel, les citoyens de ce Territoire jouissent sur tout le territoire lituanien de tous les droits civils reconnus aux

autres ressortissants lituaniens et inversement les ressortissants lituaniens qui ne sont pas citoyens du Territoire de Memel jouissent, sur ce Territoire, de tous les droits civils reconnus aux citoyens du Territoire de Memel. Considérant que les lois civiles du Territoire de Memel reconnaissent le droit du mariage civil et que le droit de mariage constitue un droit civil, aux termes de cet article, les ressortissants lituaniens qui n'ont pas la qualité de citoyen du Territoire jouissent du droit de se marier civilement dans le Territoire de Memel ; par conséquent, les mariages conclus par eux sur ce Territoire doivent être reconnus valables, non seulement dans le Territoire de Memel, mais dans toute la Lituanie, parce qu'aux termes généraux de l'article 9 du Statut du Territoire de Memel, tout ce qui est fait légalement dans ce Territoire est reconnu légal dans toute la Lituanie.

« Cette conclusion n'est pas en opposition avec les dispositions des lois en vigueur dans la Grande Lituanie en matière de mariage, parce que, si ces lois ne connaissent pas le mariage civil et n'établissent pas les règles d'un tel mariage, elles ne le défendent pas, toutefois, expressément. Dans les cas où la tenue des registres de mariage est confiée aux autorités civiles, elles inscriront ce mariage au registre, sans contrôler si la célébration du mariage religieux a eu lieu préalablement. Ces autorités se contenteront de la déclaration des parties que leur mariage a été célébré devant un officier de l'état civil et cette forme suffit pour que le mariage soit valable, sans qu'il y ait lieu d'exiger préalablement la célébration religieuse. (Code des lois civiles, tome X, article 78 ; tome IX, article 947 de la loi sur les états) ».

Le Tribunal Suprême arrive ainsi à la conclusion suivante :

« Puisque, après l'incorporation du Territoire de Memel à la Lituanie, tous les citoyens lituaniens sont autorisés à y contracter un mariage civil, de même, il faut reconnaître que le mariage conclu civilement à l'étranger est valable en Lituanie ; le mariage civil *n'est en somme qu'un contrat civil* ; or, les contrats et actes conclus à l'étranger sont, en vertu de l'article 707 du Code de procédure civile, valable en Lituanie, s'ils ne sont pas prohibés par les lois lituaniennes en vigueur ».

En ce qui concerne la légalité du divorce prononcé à l'étranger entre les sujets lituaniens catholiques dont le mariage avait été célébré à l'église catholique, le Tribunal Suprême se prononce négativement :

« Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er} de la loi de 1836, le mariage entre les catholiques constitue une union qui ne peut être rompue que par la mort de l'un des époux, le divorce prononcé à l'étranger entre les sujets lituaniens catholiques est nul, comme contraire aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi ci-dessus mentionnée ».

Remarquons d'abord que, dans cette première décision de principe, le Tribunal Suprême, par opposition à la jurisprudence russe, considère le mariage civil comme un simple contrat de droit privé et, comme tel, valable en Lituanie. De plus, il semble que le Tribunal, dans ses conclusions, ne fait pas de distinction entre les règles de forme et de fond applicables au mariage, et le subordonne simplement à la règle *locus regit actum*. Mais cette confusion sera dissipée par le Tribunal Suprême dans sa décision du 18 mai 1933, où il a dû se prononcer, sur la demande du Conseil de l'Éparchie des Orthodoxes de Lituanie, sur la validité du mariage civil conclu à Riga (Lettonie) et sur la détermina-

tion du tribunal compétent pour en prononcer la dissolution.

Dans sa réponse à la première question, le Tribunal Suprême, rappelant les motifs exposés dans son arrêt précédent (1930), précise toutefois : « Si le mariage civil a été conclu à l'étranger dans des conditions prohibées par les lois lituaniennes en vigueur, notamment si le mariage a été conclu avec des non chrétiens, ce qui est prohibé par la législation lituanienne, (articles 37 et 85 du Code des lois civiles, tome X, et articles 23 et 24 de la loi de 1836), un tel mariage ne peut pas avoir en Lituanie d'effet juridique et sera considéré comme nul ».

Donc le mariage civil conclu à l'étranger ou à Memel par des ressortissants lituaniens sera reconnu valable en Lituanie et la loi personnelle leur sera appliquée en ce qui concerne les conditions de fond du mariage.

Ainsi, dans son arrêt du 18 mai 1933, le Tribunal Suprême ne subordonne plus seulement le mariage au principe *locus regit actum* ; il exige également l'application des règles lituaniennes quant au fond du mariage et, plus précisément, l'application des règles en vigueur dans les régions dont les fiancés sont originaires (1).

Le mariage civil à l'intérieur du pays n'était possible que dans le Territoire de Memel. Par contre, le mariage entre Lituaniens de la région constituant les anciens gouvernements de Kaunas, de Vilnius et de Suvalkai ne peut être qu'un mariage religieux. Ce mariage sera célébré d'après les règles confessionnelles et dans ce cas il n'y aura

(1) Les termes d'« habitants permanents » employés par le Tribunal ne sont pas nettement définis dans les lois en vigueur.

pas de conflit de lois, au moins pour les conjoints qui appartiennent à la même confession.

Tout autrement se pose la question dans le cas où un Lituanien de la Grande Lituanie se marie à Memel. En règle générale, il n'y aura pas de fraude à la loi, si des Lituniens provenant des régions où existe le mariage religieux se marient à Memel.

Quelle loi appliquer à ce mariage ?

En ce qui concerne la forme, d'après l'article 13, alinéa 3 de la loi d'introduction au Code civil allemand, c'est la loi en vigueur dans le Territoire qui sera appliquée, à savoir les dispositions des articles 1316, 1317, 1318, 1320 et suivants concernant la publication, le consentement, la célébration devant un officier de l'état civil compétent, etc.

En ce qui concerne les conditions de fond, d'après la jurisprudence lituanienne et l'article 13, al. 1 de la loi d'introduction, c'est la loi personnelle des futurs qui doit être appliquée. Au cas où l'un des futurs est citoyen de Memel et l'autre de la région de Kaunas, on suit la loi personnelle de chacun d'eux. Mais supposons qu'un Lituanien catholique originaire de Kaunas se marie à Memel avec une israélite (memeloise), ou se marie pour la quatrième fois, un tel mariage sera nul en Lituanie. Il en sera de même pour le mariage des religieux et des ecclésiastiques ayant reçu les ordres majeurs.

La dissolution du mariage par le divorce soulève en Lituanie une série de problèmes plus complexes encore que le mariage lui-même. Cette complexité provient non seulement des conflits de lois, mais encore des conflits de juridiction.

Etant donné que le mariage, d'après notre législation, sauf sur le Territoire de Memel, a un caractère strictement

confessionnel, seul était admis le divorce prononcé par le Tribunal ecclésiastique (1) conformément aux règles de l'Eglise dans laquelle le mariage était conclu ou, plus précisément, d'après les règles de la confession des époux. Notons toutefois que, d'après les dispositions de la loi de 1836 sur le mariage concernant les catholiques qui ne connaissent que la séparation de corps, le divorce n'est pas admis.

La reconnaissance par la jurisprudence du mariage civil conclu par les Lituaniens de l'intérieur du pays à Memel ou à l'étranger devait l'entraîner à admettre la dissolution d'un tel mariage.

Mais la question se posa aussitôt de savoir quel tribunal — civil ou ecclésiastique — serait compétent en Lituanie pour dissoudre le mariage conclu civilement. L'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe, qui considèrent le mariage comme un sacrement et autres confessions, qui lui donnent un caractère religieux (2) ne reconnaissent pas le mariage civil et, à plus forte raison, les autorités religieuses de ces Eglises devaient refuser de prononcer la dissolution d'un mariage à leurs yeux inexistant.

(1) Aux termes de l'article 189 de la loi sur le mariage et de l'article 1619 du Code de procédure civile, qui sont toujours en vigueur dans la région de Suvalkai, la dissolution du mariage des non-chrétiens, des israélites et des mahométans est de la compétence des tribunaux civils.

Toutefois, le règlement du 14 mai 1930 (Journal Off. lit. N° 328) concernant les attributions des rabbins porte dans son article 12 : « Les rabbins ou leurs suppléants sont seuls autorisés à célébrer ou à dissoudre le mariage et à recevoir les actes nécessaires qui s'y rapportent ».

Il semble que le législateur lituanien ne tienne pas compte des dispositions en vigueur dans la région de Suvalkai et se conforme au principe général admis par l'ancienne législation russe. *

(2) Les protestants, les israélites et les musulmans.

C'est à la jurisprudence qu'incombait la tâche de trouver une solution. La question de compétence fut tranchée par la décision du Tribunal Suprême du 30 mai 1933, dont nous avons déjà étudié la partie concernant le mariage civil. Dans son arrêt, le Tribunal Suprême dit notamment :

« Considérant que le Tribunal ecclésiastique ne connaît pas le mariage civil, sa dissolution ne peut être prononcée que par le tribunal civil ».

Mais on peut se demander si cette attribution de compétence est fondée dans notre droit ?

Le problème de la dissolution du mariage par le tribunal civil soulève en Lituanie beaucoup de difficultés, par suite de l'insuffisance des dispositions du droit matériel et de la procédure.

Etant donné que les tribunaux civils, d'après la législation en vigueur, n'étaient compétents qu'en matière de rapports personnels et pécuniaires des époux (1), la question se pose de savoir d'après quelle règle se déroulera devant eux la procédure du divorce. Il faut croire que placé devant une tâche nouvelle, le tribunal civil déterminera ses propres règles. Bien plus importante que la question de procédure est la question du droit matériel.

Lorsque le tribunal civil est appelé à examiner la dissolution d'un mariage civil conclu par des nationaux à l'étranger, quelle loi appliquera-t-il ? D'après le principe adopté par la jurisprudence en ce qui concerne la célébration du mariage, il devrait appliquer aussi pour le divorce la loi personnelle des époux. Mais quelle sera la loi personnelle étant donné que la dissolution du mariage, d'après la législation, est jusqu'ici régie par les règles confessionnelles ?

(1) Code de procédure civile, articles 1337-1345.

Pour plus de clarté, prenons un exemple. Dans la région de Kaunas, où est en vigueur le Code civil russe, le divorce est possible pour l'une des causes suivantes : 1) l'adultère de l'un des époux, 2) l'impuissance ou la stérilité, 3) l'absence. Dans la région de Suvalkai (arrondissement de Marijampolė), où est en vigueur la loi de 1836, le divorce n'existe pas et l'on ne peut demander que la séparation de corps pour l'adultère et les sévices ou injures graves. Mais dans le premier cas, les causes de divorce étaient prévues pour les orthodoxes, tandis que le deuxième, c'est-à-dire la séparation de corps, ne concernait que les catholiques. Un orthodoxe ou un israélite habitant la région de Suvalkai pourront tout de même divorcer, mais d'après les règles prévues par leur confession. Nous remarquons donc que le mariage et le divorce sont régis non par la loi territoriale, mais suivant les règles de chaque groupe confessionnel. Dans ce cas, le tribunal civil statuant sur le divorce devra-t-il encore tenir compte de la confession du demandeur (1) ou choisira-t-il les dispositions de l'une de ces législations, par exemple le Code civil russe, qui admet le divorce pour des causes plus nombreuses que la loi de 1836 ? En l'absence de jurisprudence en matière, un auteur lituanien (2) propose d'appliquer la loi du lieu de la célébration du mariage (*lex loci celebrationis*). Cette proposition ne nous semble pas acceptable. Si pour le mariage civil conclu à l'étranger par des ressortissants lituaniens, le tribunal applique quant au fond la loi lituanienne, c'est-à-dire la loi nationale, logiquement, selon

(1) De là résulterait un traitement inégal pour les gens mariés civilement.

(2) G. Rutenbergas : Commentaire de la décision du Tribunal Suprême du 18 mai 1933 concernant le mariage conclu en Lettonie et le divorce, « Teisé » (Droit), N° 24.

le même principe, il devrait appliquer la loi nationale pour le divorce, surtout qu'actuellement, cette thèse est admise tant en doctrine qu'en jurisprudence dans presque tous les pays. Si l'on suit pour le divorce la loi du lieu de célébration, on est obligé de reconnaître toutes les causes de divorce admises par les législations étrangères, même le consentement mutuel, qui n'est prévu par aucune des lois en vigueur en Lituanie.

Malgré la décision de principe du Tribunal Suprême et pour les raisons que nous avons exposées, la compétence des tribunaux civils en matière de divorce semble rester lettre morte.

Il est permis de penser que cette décision n'a été rendue qu'en prévision de la nouvelle législation sur le mariage.

Si la juridiction civile de Lituanie en cas de divorce se trouve en présence de multiples difficultés, par contre, la position des tribunaux étrangers en cette matière paraît être meilleure. Notre jurisprudence, ayant reconnu la validité du mariage civil contracté par des Lituniens à l'étranger, ne s'oppose pas, en principe, au divorce prononcé par les tribunaux étrangers. Cependant aux termes de l'article 1274 du Code de procédure civile, les jugements rendus par les tribunaux étrangers ne sont pas susceptibles d'exécution en Lituanie, à moins qu'ils n'aient été déclarés exécutoires par les tribunaux lituniens. Or, en vertu de l'article 1273, *l'exequatur* ne sera pas accordé qu'aux jugements des tribunaux des pays qui ont conclu avec la Lituanie des conventions sur l'assistance judiciaire (1).

(1) « Les jugements des tribunaux des pays étrangers, avec lesquels la Lituanie n'a pas conclu de convention sur l'assistance judiciaire, ne peuvent être exécutés en Lituanie. En cas de refus d'exécu-

La question se pose de savoir quel tribunal sera compétent pour connaître d'une demande en divorce, si le mariage, conclu civilement à l'étranger, a été ensuite célébré religieusement en Lituanie. D'après notre jurisprudence, la réponse est la même que pour le mariage purement religieux : la dissolution d'un tel mariage sera de la compétence exclusive du tribunal ecclésiastique (1).

Supposons maintenant qu'un catholique, marié religieusement à l'église, change de religion et obtienne le divorce des autorités religieuses de sa nouvelle confession. Ce divorce sera-t-il reconnu en Lituanie ? Le Tribunal Suprême, dans son arrêt du 26 septembre 1934, a décidé qu'un tel divorce, obtenu en fraude de la loi, n'était pas valable en Lituanie.

tion, les personnes intéressées doivent saisir de nouveau de l'affaire les tribunaux lituaniens ». Arrêt du Tribunal Suprême du 30 mars 1928.

(1) Arrêts du 13 novembre 1930 et du 26 juin 1933, N° 220,

CHAPITRE IV

Effets du mariage quant au régime des biens des époux

§ I. — LÉGISLATION COMPARÉE

Nous arrivons à l'importante question du régime matrimonial des époux, qui est différent dans les trois législations, en vigueur. Avant d'exposer la solution des conflits donnée par ces législations, nous croyons nécessaire de présenter un aperçu de leurs principales dispositions.

A. Le Code civil russe

Le chapitre du Code civil russe (tome X, 1^{re} partie) qui traite des effets du mariage quant aux biens des époux est d'une singulière brièveté : il ne compte aujourd'hui que huit articles. Cette brièveté s'explique par la nature du régime légal de droit commun, qui est séparation absolue des biens entre époux sous le rapport de la propriété aussi bien que de l'administration. Tout ce que la femme possède au moment du mariage, tout ce qui lui échoit postérieurement par donation, ou succession, tout ce qu'elle acquiert par voie d'achat ou par quelque autre mode légitime d'acquisition de la propriété, lui demeure propre. Les intérêts des deux époux restent complètement distincts. Ils ne peuvent

disposer des biens l'un de l'autre qu'en vertu d'une procuration expresse.

La femme n'est pas tenue des dettes de son mari insolvable ; d'autre part le mari, n'est pas tenu des dettes de sa femme.

En cas d'insolvabilité de l'un ou de l'autre des époux, les créanciers peuvent saisir tous les objets qui se trouvent dans leur appartement commun, à l'exception des vêtements et du linge de l'autre époux et des objets dont il peut prouver être propriétaire.

Si un employé insolvable meurt débiteur du Trésor, il est permis de faire sur la pension de sa veuve et jusqu'à extinction de la créance une retenue qui, d'après le Code de procédure civile (article 1088), peut atteindre le tiers.

Le mari et la femme ont le droit d'aliéner ou d'hypothéquer leurs biens directement et en leur nom personnel, sans avoir besoin du consentement l'un de l'autre.

Il est même loisible aux époux de se transférer réciproquement et directement la propriété de leurs biens, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ou d'hypothéquer leurs biens l'un au profit de l'autre, en se conformant aux règles du droit commun (1).

La femme mariée jouit donc, dans les régions où est en vigueur le Code civil russe, pour l'administration et la disposition de sa fortune, d'une indépendance non seulement plus grande que dans les autres pays d'Europe, mais même que dans les autres parties de la Lituanie.

(1) Dans le Code civil russe, l'hypothèque légale de la femme mariée est inconnue.

B. *Le Code civil du 13 juin 1825*

Le Code civil de 1825, qui a pris la place du livre 1^{er} du Code Napoléon et qui est en vigueur dans la région de Suvalkai, avait institué, à défaut de contrat de mariage, un régime légal qui présentait les plus grandes analogies avec la Güterverbindung ou Verwaltungsgemeinschaft du droit germanique, et avec le régime sans communauté du droit français.

Mais la loi du 10 avril 1922 a remplacé ce régime légal par le régime de séparation des biens, dans lequel chaque époux conserve la propriété, la jouissance et l'administration de ses biens. La situation juridique de la femme mariée dans la région de Suvalkai est ainsi devenue presque la même que dans la région de Kaunas. Désormais elle peut, sans l'autorisation de son mari, ester en justice, donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou à titre onéreux, bref consentir tous les actes de la vie civile.

À côté du régime légal qui est désormais le régime de séparation des biens, le Code de 1825 autorise les époux à déroger à ce régime par des conventions spéciales pour lesquelles le nouveau législateur lituanien paraît ne laisser guère de latitude puisqu'il conserve seulement les dispositions concernant la communauté universelle des biens.

D'après l'article 226 du Code, si les époux ont établi par leur contrat de mariage la communauté de biens, celle-ci est universelle, c'est-à-dire porte sur tous leurs biens tant meubles qu'immeubles, présents et à venir, à moins d'une clause expresse dans le contrat.

Le législateur lituanien a voulu simplifier le régime matrimonial en donnant la préférence aux deux systèmes

extrêmes : la séparation des biens ou la communauté universelle.

Le contrat de mariage doit être rédigé pardevant notaire, avant la célébration du mariage et il ne peut recevoir aucun changement après cette célébration. Les conventions matrimoniales sont nulles si elles n'ont pas été déclarées dans l'acte de célébration du mariage avec la mention de la date, du lieu de leur passation et du nom du notaire qui a instrumenté.

Le mineur habile à contracter mariage est capable à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible et les conventions et donations qu'il y a faites sont valables, pourvu qu'il ait été assisté dans le contrat des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité de son mariage (1).

C. *Lé Code des provinces baltes*

Le régime matrimonial qui était de droit commun dans les anciennes provinces baltes et qui est actuellement en vigueur dans quelques communes de Lituanie, diffère essentiellement de ceux que nous avons déjà exposés.

Il faut d'abord s'étonner que le législateur lituanien, en modifiant en 1922 les dispositions du Code civil de 1825 relatives au régime matrimonial, n'ait pas apporté les mêmes modifications au Code balte.

Dans cette partie du pays, la capacité de la femme mariée se trouve restreinte et subsiste plus ou moins modi-

(1) Articles 211, 471-476 de la loi de 1825. Arrêt du Tribunal Suprême du 23 avril 1937.

fié le régime légal de la Güterverbindung, l'union des biens du droit germanique.

Les effets du mariage quant aux biens commencent à l'époque de sa célébration (Code balle, art. 10). Le mari est le tuteur (eherlicher Beirath oder Assistent) de sa femme. En cette qualité, il a la disposition et l'administration (Herrschaft und Verwaltung) de tous les biens du ménage, sauf les restrictions apportées à ce droit par la loi ou par le contrat de mariage. Peu importe qu'il s'agisse de ses propres biens ou de ceux de sa femme, des biens possédés au moment du mariage ou de biens acquis postérieurement, soit isolément soit conjointement : tous ces biens ainsi placés sous la main du mari sont réputés lui appartenir, sauf la preuve du contraire (art. 11 et 13).

Les apports de la femme placés sous l'administration du mari se divisent en deux catégories ; son trousseau (Aussteuer) et sa dot (Mitgabe, Brautschatz).

Le trousseau comprend tous les objets mobiliers que la femme apporte en se mariant pour son usage personnel ou pour les besoins du ménage.

La dot se compose des biens meubles ou immeubles que la femme apporte au mari pour couvrir les frais du ménage pendant toute la durée de la vie commune. Sont considérés comme biens dotaux ceux qui sont par contrat de mariage formellement déclarés comme tels.

Il existe encore une troisième catégorie de biens de la femme, sur lesquels l'administration et la jouissance du mari ne s'étend pas : ce sont les biens réservés. Ils se composent de : a) ceux que la femme s'est expressément réservés dans le contrat, b) ceux qui lui sont donnés sous la condition formelle qu'elle les administre et en jouisse seule, c) ceux qu'elle acquiert dans une industrie séparée exercée

par elle avec le consentement de son mari, ou ce qu'elle gagne par son travail pour son propre compte ; d) ce qu'elle reçoit de son mari à titre d'épingles ou d'argent de poche, e) les fruits et revenus de ses biens propres.

Pour pouvoir aliéner un immeuble propre, la femme est tenue de demander le conseil de son mari.

Si la femme prend des engagements à l'occasion d'un immeuble à elle propre, le mari doit signer l'acte avec elle en qualité de conseil, à peine de nullité de l'engagement par rapport à la femme (article 29).

Lorsque les intérêts de la femme se trouvent en collision avec ceux du mari, elle doit se choisir un autre conseiller *ad hoc*.

Lorsque le mari est empêché par absence, maladie ou toute autre cause d'administrer les biens communs, la femme n'a le droit d'administration de ses biens qu'en qualité de simple *negotiorum gestor*. Suivant les circonstances, il y a lieu dans ces cas de faire nommer un curateur par les tribunaux (article 31).

Telles sont les dispositions de droit commun.

Les droits des époux sur les biens l'un de l'autre, soit pendant le mariage, soit après la dissolution, étaient réglés autrefois différemment par chaque droit provincial ou droit urbain (*Landrecht* ou *Stadtrecht*). Il n'existe plus, à côté des dispositions générales, qu'un seul droit provincial Courlandais.

D'après le droit provincial Courlandais, qui ne diffère pas beaucoup du droit livonien et du droit estonien, le mari a l'administration et la jouissance de tous les biens présents et à venir de sa femme, à l'exception de ceux qu'elle s'est

expressément réservés (1). En sa qualité d'administrateur, le mari a le droit et le devoir de faire tous les actes qu'exige la conservation et l'exploitation régulière des biens communs. Il a notamment qualité pour affermer les biens-fonds, placer les capitaux, prendre toute mesure conservatoire, sans avoir besoin d'aucune procuration spéciale de sa femme (art. 42).

Par contre, le mari ne peut valablement aliéner, hypothéquer ou grever de servitude ou de charges réelles les immeubles de sa femme qu'avec son consentement exprès.

En sa qualité d'usufruitier, le mari perçoit tous les fruits et revenus des biens meubles ou immeubles de sa femme ; il doit en employer avant tout une partie à toutes les dépenses du ménage commun. Si le mari devient insolvable, son usufruit prend fin et la femme peut faire la reprise de sa fortune, à la condition d'en employer les fruits pour l'entretien du ménage. Tant que le mari perçoit le revenu des biens de sa femme, il est tenu de supporter les charges correspondantes.

Le mari n'est pas obligé de rendre compte de son administration ; il est seulement tenu d'apporter à la gestion et à la conservation des biens de sa femme la même diligence qu'à ses propres biens. Il répond de tout dommage causé par sa faute ; mais il ne répond ni du cas fortuit, ni de la force majeure, ni des détériorations produites par l'usage de la chose.

La femme ne peut pas contester à l'égard des tiers de bonne foi la validité des actes passés par son mari dans la

(1) Cette communauté de biens n'est pas obligatoire pour la classe paysanne de Courlande ; toutefois, au sens de l'article 41 du Code balte, l'administration et la jouissance des biens de la femme appartiennent au mari.

limite de ses droits d'administrateur. Elle ne conserve pendant le mariage aucun droit de disposition sur ses biens, excepté le cas de mauvaise administration du mari ; elle ne peut ni les aliéner, ni les grever d'aucune charge, sans l'autorisation de son mari (article 53).

Les dettes de la femme antérieures au mariage sont garanties tout d'abord par ses biens réservés, puis par les biens dont son mari a l'administration, en cas d'insuffisance des premiers, et enfin par ceux qui lui échoient pendant le mariage.

Quant aux dettes que la femme aurait contractées pendant le mariage, le mari n'est pas tenu de les reconnaître ni de les payer des deniers provenant des biens de sa femme. Les créanciers n'ont recours que sur les biens personnels de la femme, à moins que le recouvrement ne s'effectue qu'après la dissolution du mariage. Toutefois le mari est tenu de reconnaître et de payer les dettes de sa femme, même de ses propres deniers, dans les cas suivants : 1) lorsqu'il s'agit de dépenses du ménage ; 2) lorsque la femme a agi en vertu d'un mandat général ou spécial, exprès ou tacite de son mari ; 3) lorsque les dettes ont été contractées sous l'empire d'une extrême nécessité ; 4) lorsque le mari en a profité, et dans la mesure de son enrichissement.

La femme ne répond jamais des dettes du mari, que si elle s'y est expressément obligée (article 58).

Lorsque le mari tombe en faillite ou gère mal les biens de sa femme, ou lorsque le mariage est dissous, la femme ou ses héritiers ont le droit de se faire restituer ses apports.

Après le divorce, chacun des époux reprend ses biens ; les biens acquis en commun pendant le mariage se partagent entre eux par moitié.

Une séparation de corps temporaire n'a pas plus d'influence sur le régime des époux quant aux biens, que la séparation de fait qui existerait entre eux pendant l'instance en divorce.

Les droits patrimoniaux des époux peuvent être réglés aussi par contrat de mariage. Le contrat de mariage peut être conclu soit avant soit après la célébration du mariage (art. 33). Il ne peut être modifié que du commun accord des deux époux.

Les futurs époux, s'ils sont encore sous la puissance paternelle ou sous tutelle, ont besoin, pour faire un contrat valable, de l'assistance de leurs parents ou de leurs tuteurs. Le contrat de mariage doit être fait par écrit. Serait nulle toute stipulation contraire aux bonnes mœurs, aux lois, ou à l'objet essentiel du mariage, toute clause qui modifierait par exemple les relations personnelles établies par la loi entre les époux. Toutefois, la nullité de semblables clauses n'entraîne pas celle du reste de l'acte. Pour être opposable aux tiers, tout contrat de mariage doit être présenté à l'autorité judiciaire compétente et publié par elle.

D. *Le Code allemand*

Dans le Territoire de Memel, où la matière a été réglée par le Code allemand, le régime légal est celui de l'union des biens, analogue à celui qui existe dans le Code balte.

Les futurs époux sont libres d'adopter par contrat de mariage l'un des régimes que le Code civil leur propose, notamment : 1) la communauté universelle de biens, 2) la communauté d'acquêts ; 3) la communauté de meubles et acquêts. Si ces régimes sont exclus par le contrat de mariage, il y a séparation de biens.

La séparation de biens n'est pas toujours conventionnelle ; elle peut être demandée et obtenue par la femme en justice : 1) lorsque la mauvaise administration du mari donne lieu de croire que l'apport de la femme peut être gravement compromis ; 2) lorsque le mari a violé son obligation de fournir entretien à la femme et aux descendants communs ; 3) lorsque le mari est interdit ; 4) lorsque le mari tombe en faillite.

Le divorce et la rupture de la communauté de vie conjugale entraînent aussi la séparation de biens.

Les époux peuvent même après le mariage supprimer ou modifier le régime.

Le contrat de mariage doit être rédigé en la présence simultanée des deux parties, en justice ou par devant notaire.

La publicité du contrat de mariage est assurée par une insertion sur le registre du régime des biens tenu au tribunal de baillage dans le ressort duquel le mari a son domicile.

§ 2. — LES CONFLITS INTERPROVINCIAUX

Après avoir exposé les principales dispositions des quatre législations concernant le régime matrimonial, cherchons à résoudre les conflits que soulève leur contrariété.

Il convient de remarquer que, de ces quatre législations en vigueur, deux seulement comportent des règles de conflit en cette matière, le Code allemand et le Code des provinces baltes. Dans le Code civil russe et le Code Napoléon, il n'y a pas de règles écrites de conflits ; mais cette lacune était comblée par l'adoption des règles posées par la jurisprudence russe et la jurisprudence française en ce qui concerne le Code Napoléon.

Etant donné que les tribunaux lituaniens n'ont pas jusqu'ici tranché de questions de conflits de ce genre, nous aurons recours à la jurisprudence russe d'avant-guerre.

Nous distinguerons deux hypothèses : 1) il n'a pas été fait de contrat de mariage et 2) il en a été fait un.

Dans le premier cas, les rapports patrimoniaux des époux provenant des différentes régions sont, à défaut de contrat du mariage, déterminés par la loi. Suivant la règle établie par la jurisprudence russe, ces rapports étaient régis d'après la loi personnelle du mari ; par loi personnelle du mari, l'on devait entendre sa loi personnelle au moment de l'examen du rapport de droit, et non la loi à laquelle il était soumis au moment de son mariage.

Cette règle était applicable tant aux conflits interprovinciaux qu'aux conflits internationaux (1). Etant donné que ni le Code russe, ni le Code Napoléon ne comportaient de règle en la matière, l'application de cette règle uniforme était très commode, d'autant plus que le Code balte confirme la règle jurisprudentielle par une règle écrite. En effet, l'article XXX de l'introduction porte : « Les droits des époux sur le patrimoine dépendent des lois auxquelles le mari était soumis au moment de la formation du mariage, d'après son domicile et sa condition (2). S'il se produit par la suite un changement de domicile ou de condition du mari, les droits patrimoniaux des époux subiront le même changement, mais à condition que cela ne porte pas atteinte aux droits acquis des tiers ».

(1) I. M. Tutrumov : *Droit civil*, I, page 80 (édition russe), Riga 1923.

(2) Quoique les classes aient été supprimées par la Constitution, les dispositions du Code civil balte ne sont pas modifiées.

Cette règle était applicable aussi aux conflits internationaux, parce que, d'après le système russe, les conflits interprovinciaux et les conflits internationaux étaient soumis aux mêmes règles. Il s'ensuit que, si un mariage est conclu à Palanga, où est en vigueur le Code des provinces baltes, le régime légal sera celui de l'union des biens. Si le mari change de domicile et s'établit à Kaunas ou à Marijampolé (1), le régime des époux sera la séparation des biens.

Par contre, dans le Territoire de Memel, où la matière était régie par la loi d'introduction au Code civil allemand, les biens des époux sont soumis à la loi nationale (2). Si l'on entend par la loi nationale à l'intérieur du pays la loi du domicile, c'est donc la loi allemande qui était applicable.

La deuxième hypothèse est celle où les rapports patrimoniaux des époux sont déterminés par un contrat.

Rappelons d'abord que le régime consacré par le Code russe est la séparation absolue des biens entre époux et l'institution du contrat de mariage y est inconnue (3).

(1) D'après la loi du 10 avril 1922 l'ancien régime légal en vigueur dans l'arrondissement de Marijampolé a été remplacé par le régime de séparation des biens.

(2) « Le régime matrimonial se règle d'après les lois allemandes, quand le mari était Allemand lors de la conclusion du mariage.

Si, après avoir contracté mariage, le mari acquiert la nationalité allemande, ou si des époux étrangers ont leur domicile en Allemagne, on applique au régime matrimonial les lois de l'Etat auquel appartenait le mari lors de la conclusion du mariage. Néanmoins, les époux peuvent faire un contrat de mariage, alors même qu'ils ne jouiraient pas de semblable faculté aux termes de cette dernière loi. » (loi nationale du mari au moment de la célébration).

(3) Toutefois, ce code ne précise pas que ce régime de séparation des biens ne puisse être modifié par voie contractuelle. Etant donné la liberté dont les époux jouissent, aux termes des articles 116 et 117, ils

A l'égard des conventions matrimoniales prévues par les lois locales, la jurisprudence russe s'en tenait au principe de la territorialité. Par conséquent, le contrat de mariage, comme tout autre contrat, était soumis à la règle de l'article 707 du Code de procédure civile, qui porte : « Les contrats et les actes dressés dans les Etats étrangers doivent être reconnus valables, lorsque la transaction n'était pas contraire à l'ordre public et n'était pas prohibée par les lois d'Empire (lituaniennes) ».

Cette règle était applicable aussi aux contrats conclus à l'intérieur du pays où étaient en vigueur les lois locales, notamment le Code balte et le Code Napoléon (1). Donc, d'après la jurisprudence russe, les ressortissants des régions soumises au droit commun pouvaient instituer par contrat de mariage la communauté de biens, dans les provinces baltes ou dans la région de Suvalkai. Ce contrat devait produire ses effets, pourvu que les époux se fussent conformés aux règles du droit local, c'est-à-dire au Code Napoléon (Code de 1825) ou au Code balte.

Mais ce contrat de mariage était neutralisé dans tous ses effets relatifs aux biens situés dans les régions régies par le Code russe, et ses dispositions n'étaient considérées pour ces biens que comme des dispositions à cause de mort (2).

peuvent transférer réciproquement la propriété de leurs biens, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ou hypothéquer leurs biens l'un au profit de l'autre. De même, la faculté ne semble pas écartée d'arrêter une convention par laquelle les époux pourraient se confier l'un au profit de l'autre l'administration et la jouissance de leurs biens.

(1) Arrêts du Département Civil de Cassation du Sénat; 1886, N° 91; 1890, N° 12; 1893, N° 50; 1906, N° 2; 1912, N° 9.

(2) Arrêt du Sénat relatif au contrat établissant la communauté des biens conclu par les ressortissants soumis au Code russe dans les Gou-

Si nous appliquons la règle établie par la jurisprudence russe aux conflits qui se présentent au sein de l'Etat lituanien, nous devrions l'appliquer aussi aux contrats conclus dans le Territoire de Memel.

Il nous reste à parler de la troisième question, concernant la modification par les époux du contrat de mariage, en cas de changement de leur domicile.

Il n'y a pas de difficulté en ce qui concerne les contrats conclus à Memel ou dans les régions soumises au Code balte ; ils peuvent toujours être modifiés. Si des époux, mariés à Memel, s'établissent dans la région de Kaunas, ils peuvent donc, aux termes de l'article 1432, adopter la séparation des biens.

Il en est de même pour les époux qui ont établi la communauté des biens par contrat de mariage passé à Palanga (1).

La solution est plus difficile en cas de changement de domicile par des ressortissants de la région de Suvalkai qui ont adopté la communauté universelle. Aux termes de l'article 209 du Code civil de 1825 (2) : « Les conventions matrimoniales ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage ».

Comment concilier l'immutabilité des conventions matrimoniales, consacrée par la loi locale, avec les disposi-

vernements de l'ancien Royaume Pologne ; 1909, N° 21 ; arrêt du Sénat, 1911, N° 56, relatif au contrat de mariage conclu par les ressortissants russes en France et établissant la communauté des biens.

(1) Articles 39 et 40, § 3 du Code balte.

(2) Le Titre V du Code Napoléon, relatif au contrat de mariage (articles 1387-1581) a pris place après remaniements dans le Code civil du 13 juin 1825 (articles 191-235), dont l'article 209 est identique à l'article 1395 du Code civil français.

tions du Code civil russe, qui n'admet pas la communauté des biens ? Nous sommes ici en présence d'un cas où une loi locale heurte l'ordre public interne établi dans une autre région. En admettant la règle posée par le Code de 1825, nous empiéterons sur la loi générale : autrement dit, une loi locale pourrait exclure l'action de l'autre loi territoriale, qui est dans ce cas la loi générale.

Dans ce cas, la jurisprudence russe admet que, si les époux ont adopté la communauté universelle des biens, elle ne pourra pas porter sur les biens acquis plus tard dans les régions soumises au Code civil russe (1). Pour ces biens s'établira forcément le régime de la séparation des biens.

(1) « Le contrat de mariage conclu en France, par lequel les futurs époux ont adopté la communauté sur tous leurs biens, même futurs, n'établit pas leur droit sur les biens acquis en Russie. Un tel contrat est considéré comme une disposition à cause de mort ». Arrêt du Sénat, 1911, N° 56.

CHAPITRE V

Les conflits de lois en matière de successions

SECTION I

DES SUCCESSIONS AB INTESTAT

§ I. — LÉGISLATION COMPARÉE

A. *Le Code russe*

Avant de parler des successions, nous croyons nécessaire de nous arrêter devant une particularité de la division des biens, admise par le Code russe et le droit provincial courlandais.

Aux termes de l'article 396 du Code russe, les biens immeubles se divisent en acquêts et biens de famille ou biens patrimoniaux (*Stammgüter*) (1). Cette division nous intéresse, parce que le propriétaire a sur les premiers des droits plus étendus que sur les autres, et notamment en ce qui concerne la disposition par actes de dernière volonté.

Les biens auxquels la loi russe attribue le caractère d'acquêts sont :

1) les biens qu'un des époux a acquis par ses services publics ou par un acte du souverain ;

2) les biens qu'il a acquis par achat, donation ou autre acte analogue d'une personne étrangère à sa famille ;

(1) Code balte, articles 2002 et 2003.

3) les biens achetés par le père à son fils, qui les tenait lui-même de sa mère ;

4) les biens, même patrimoniaux, vendus par le propriétaire à un étranger, puis rachetés par lui ;

5) les biens achetés d'un parent qui les possédait lui-même à titre d'acquêts ;

6) les biens recueillis à titre de légitimes par l'un des conjoints dans la succession de l'autre ;

7) les biens qu'on acquiert par son travail personnel ou par son industrie (article 397).

D'autre part, tous les biens meubles et les capitaux sont réputés acquêts, quelle qu'en soit l'origine et nonobstant toute justification contraire (398).

Sont réputés biens de famille ou biens patrimoniaux :

1) les biens recueillis par droit de succession *ab intestat* ;

2) les biens légués par leur premier acquéreur à un parent qui a, d'après la loi, un droit de succession ;

3) les biens achetés d'un parent qui les possédait à titre de biens de famille et par suite d'héritage ;

4) les édifices et bâtiments élevés par le propriétaire, soit en ville, soit à la campagne, sur un terrain qui lui échoit par droit de succession (article 399).

D'après le Code civil russe, la succession est « l'ensemble des biens, des droits et des obligations dont le défunt n'a pas disposé par testament » (art. 1104 (1)).

(1) Suivant le Code russe et le Code balte, la faculté pour le défunt de disposer de tout ou partie de son patrimoine n'est pas considérée comme une simple dérogation à la règle générale des successions *ab intestat*. D'après les deux Codes, la succession testamentaire est mise sur la même ligne que la succession *ab intestat*. Toutefois, il faut remarquer qu'en Lituanie, la disposition par testament est peu répandue.

La succession est dévolue aux héritiers légitimes :

- 1) lorsque le défunt a laissé des biens patrimoniaux ;
- 2) lorsque, pour les acquêts, le défunt n'a pas fait de testament ;
- 3) lorsque ses dispositions de dernière volonté ont été annulées par le tribunal (art. 1110).

La même disposition se trouve dans la loi balte, sauf que les héritiers légitimes peuvent se trouver écartés non seulement par un testament valable, mais encore par un pacte successoral (articles 1703 et 1704).

En règle générale, tous les membres d'une même famille, unis par les liens du sang, jouissent des droits héréditaires conférés par la loi, qu'ils appartiennent à la ligne paternelle ou à la ligne maternelle (art. 1111 du Code russe ; Code balte, art. 1870).

L'ordre des héritiers est déterminé tout d'abord par la ligne à laquelle ils appartiennent. Le premier rang appartient à la ligne descendante, le second à la ligne collatérale ou, dans certains cas, à la ligne ascendante.

Dans chaque ligne, le degré le plus proche exclut les degrés plus éloignés.

Le droit de représentation s'exerce non seulement au profit des plus proches parents et en ligne directe, mais encore en ligne collatérale à l'infini.

Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage s'opère par souche.

La représentation n'est pas admise dans la ligne ascendante (1124).

D'après le code balte (art. 1886) comme d'après le Code Napoléon (art. 740), la représentation n'a lieu que dans la ligne directe descendante et en faveur des enfants ou descendants de frères et sœurs du *de cujus* ; elle n'est

admise ni dans la ligne ascendante, ni dans la ligne collatérale plus éloignée (741, 742 C. N.).

La loi russe distingue quatre classes d'héritiers, qui succèdent dans l'ordre suivant (1) :

1) les enfants légitimes du défunt et leurs descendants par représentation (art. 1127) ;

2) les frères et sœurs germains et leurs descendants ;

3) les frères et sœurs consanguins ou utérins et leurs descendants ;

4) les autres collatéraux, en commençant par les oncles et tantes et leurs descendants (art. 1137).

Le père et la mère ne succèdent pas aux acquêts laissés par leurs enfants. A défaut de postérité du défunt, ils ont l'usufruit des acquêts, mais ne peuvent les aliéner ni les hypothéquer. Au contraire, les biens que le défunt avait reçus entre vifs de son père ou de sa mère retournent au donateur en toute propriété, non par droit de succession, mais à titre de retour légal, à la condition, d'une part, que le défunt n'ait pas laissé de postérité, d'autre part, que le donateur justifie de la libéralité dont il entend se prévaloir (articles 1141 et 1142).

L'usufruit accordé aux parents ne s'étend pas aux biens patrimoniaux dont leur enfant aurait hérité et qui se trouveraient dans sa propre succession (2).

L'argent comptant placé dans les établissements de crédit et qui s'y trouve après le décès du déposant, doit être attribué au père et à la mère de ce dernier, lorsque, à défaut

(1) Avant la promulgation de la loi du 3 juin 1912, les héritiers se divisaient en sept classes, étant donné que les enfants mâles passaient toujours avant les filles.

(2) Arrêt du Sénat, 1872, N° 16.

de postérité et de dispositions testamentaires, ils justifient que les fonds provenaient d'eux ; s'ils ne sont pas en mesure d'en justifier, ils ne peuvent prétendre qu'aux intérêts du capital leur vie durant, pour autant que ce capital constituait un bien acquis par leur enfant lui-même.

Le Code russe ne contient pas de dispositions concernant les ascendants plus éloignés.

Dans les successions collatérales, les héritiers sont classés par lignes d'autant plus rapprochées que leur auteur est plus proche parent du *de cujus*. Ainsi la première ligne est celle qui a pour auteur le père ; la seconde, le grand-père ; la troisième le bisaïeul et ainsi de suite (art. 1118).

L'épouse légitime jouit, aux termes de l'article 1148 du Code russe, de droits héréditaires assez étendus : qu'il y ait ou non des descendants du défunt, elle recueille un quart des biens meubles et immeubles (1). A défaut de descendants du défunt en ligne directe, la veuve a droit aux trois quarts de l'usufruit.

Le mari n'en conserve pas moins la liberté de disposer des acquêts entre vifs ou par testament. Lorsque le défunt a laissé un acte de dernière volonté, le conjoint survivant a droit à une légitime qui se prélève sur les biens libres appartenant au défunt au moment du décès (art. 1148).

Le mari qui survit à sa femme jouit de droits analogues à ceux que nous venons d'exposer pour la femme.

Quant aux enfants naturels, le Code russe est plus rigoureux que les autres législations de l'Europe, car il les passe entièrement sous silence et ne leur accorde aucun droit de succession *ab intestat*.

(1) Avant la promulgation de la loi du 10 avril 1922, elle avait droit à un septième des immeubles et à un quart des meubles.

Toutefois, il ne faut pas oublier que le Code ne défend pas d'instituer un fils naturel légataire des biens dont on a le droit de disposer par testament, et qu'en abandonnant aux intéressés le soin de régler eux-mêmes ces délicates questions de succession, il n'a peut-être pas choisi la plus mauvaise solution.

Lorsque, après la mort du propriétaire, il ne reste point d'héritiers, ou si, lorsqu'il en existe, il ne s'en est présenté aucun dans les dix ans à partir des appels qui leur ont été adressés par la voie des journaux (*Journal Officiel*), ou si, parmi ceux qui se sont présentés, aucun n'a pu justifier de ses droits (art. 1162), les biens sont réputés vacants.

En ce qui concerne spécialement les acquêts, ils sont considérés comme vacants, à défaut d'héritiers directs ou collatéraux du défunt dans la ligne paternelle, et à défaut de frères et sœurs utérins et de descendants d'eux (art. 1163).

Si les héritiers laissent passer un délai de six mois sans se présenter pour recueillir une succession qui leur est dévolue, les biens sont placés provisoirement sous l'administration du tribunal compétent. Cette mesure, prise pour assurer la conservation d'un bien qui n'est pas encore vacant, mais qui peut le devenir par la suite, n'empêche nullement que le bien ne soit remis aux héritiers, pourvu qu'ils justifient de leurs droits avant l'accomplissement de la prescription (art. 1164).

Les biens en déshérence sont attribués à l'Etat ; mais cette règle comporte diverses exceptions. Ainsi les établissements d'instruction (universités) succèdent aux biens du fonctionnaire qui y était attaché ; l'Eglise, aux biens des ecclésiastiques ; les villes, aux immeubles de leurs habitants.

Aux termes de l'article 1109 du Code russe, les membres des ordres monastiques sont incapables de succéder

comme ayant fait vœu de pauvreté. Aux termes de l'article 29 (1) du Code pénal, est exclu de la succession celui qui aura été condamné à mort ou aux travaux forcés pour avoir commis un crime contre le *de cujus*.

B. *Le Code Napoléon*

Dans la région de Suvalkai, où la matière est régie par le Code Napoléon, il y a quatre classes d'héritiers. Dans la première se trouvent les descendants du défunt (art. 1745). La seconde comprend les père et mère du défunt, en concours avec ses frères et sœurs ainsi que leurs descendants. La troisième comprend les ascendants autres que les père et mère ; enfin, la quatrième, les collatéraux autres que le frère, la sœur, et leurs descendants (art. 1753).

Dans chaque classe, l'héritier le plus proche en degré exclut le plus éloigné ; les héritiers qui se trouvent au même degré héritent par tête.

Le Code Napoléon n'attache aucune influence à la provenance des biens (art. 732) sauf en ce qui concerne le droit de retour successoral accordé aux ascendants sur les biens par eux donnés au défunt et qui se trouvent encore en nature dans son hérédité (art. 747).

La première classe comprend les descendants légitimes ou légitimés du défunt, même s'ils sont issus de différents mariages (C. N. art. 745 et le Code de 1825, art. 294). Les enfants adoptifs conservent dans la famille où ils sont nés les droits de succession qu'ils tiennent de leur naissance (art. 313). Ils jouissent, de plus, sur l'hérédité de l'adoptant, de droits égaux à ceux des enfants légitimes, et le droit de représentation compète de même, à leurs descendants, contrairement à ce que décide sur ce point le droit français.

Lorsque le défunt ne laisse pas de descendant et, sauf la part revenant à son père et à sa mère, l'hérédité est dévolue aux frères et sœurs légitimes ou légitimés et à leurs descendants à l'infini.

Les enfants adoptifs n'ont pas de droit sur l'hérédité des descendants de leurs père et mère adoptifs.

Le père et la mère, en concours avec des frères et sœurs du défunt, ou avec des descendants de frères et sœurs, ont chacun et personnellement droit à un quart de la succession (C. N., art. 748, 749). Lorsque le défunt ne laisse ni postérité, ni frère ni sœur ou descendant d'eux, l'hérédité se partage en deux parts égales, l'une pour les ascendants de la ligne paternelle, l'autre pour les ascendants de la ligne maternelle. Dans chaque ligne, l'ascendant le plus proche exclut les plus éloignés et les ascendants qui se trouvent au même degré partagent par tête.

Dans tous les cas, les ascendants succèdent, à l'exclusion de tous autres, aux biens par eux donnés à leurs enfants ou descendants décédés sans postérité, lorsque ces biens se retrouvent en nature dans la succession. Si les biens ont été aliénés, les ascendants recueillent le prix qui peut en être dû (art. 747).

Les collatéraux héritent jusqu'au douzième degré inclusivement ; les plus proches excluent les plus éloignés ; à degré égal, ils succèdent par tête, et le bénéfice de la représentation n'est pas admis. Tant qu'il existe dans la ligne paternelle ou dans la ligne maternelle des héritiers au degré successible, la succession se partage par moitié, et les collatéraux ne succèdent que dans la ligne à laquelle ils appartiennent. Dans la même ligne, ils sont exclus par les ascendants.

Quant à l'époux survivant, d'après la loi du 13 juin 1825, (art. 231) il a droit à l'usufruit d'une part d'enfant, s'il y a des enfants. A défaut d'enfants, le conjoint survivant, en concours avec des parents jusqu'au quatrième degré inclusivement, a droit au quart de la succession en pleine propriété et en concours avec des parents plus éloignés, à la moitié. Enfin, il recueille la succession tout entière, lorsque le défunt ne laisse ni parent au degré successible ni enfants naturels (art. 767).

D'après la loi du 13 juin 1825, substitué au livre 1^{er} du Code Napoléon, l'enfant naturel, même reconnu, ne peut jamais prétendre aux droits accordés aux enfants légitimes (art. 302). Néanmoins, aux termes de l'article 303 de la même loi, les père et mère sont tenus de donner aux enfants naturels des moyens de subsistance.

D'après le Code Napoléon (art. 727) l'indignité est encourue :

1) par celui qui a été condamné pour avoir volontairement donné ou tenté de donner la mort au *de cujus* ;

2) par celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse ;

3) par l'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice.

C. Le Code balte

Le Code balte distingue aussi quatre classes d'héritiers, mais il les compose différemment (art. 1880). La première comprend les enfants et autres descendants du défunt ; la seconde, les ascendants les plus proches, les frères et sœurs germains et leurs enfants ; les frères et sœurs utérins ou

consanguins, ainsi que leurs enfants. Enfin la quatrième comprend tous les autres parents.

Les enfants légitimés sont assimilés aux enfants légitimes (art. 173).

En Courlande, si le défunt laisse tout à la fois des ascendants et des frères ou sœurs germains, les ascendants prennent une moitié de la succession, les frères et sœurs, l'autre, et ils la partagent respectivement entre eux par tête, ou les descendants des frères et sœurs par souches.

Les collatéraux autres que les frères et sœurs ou descendants d'eux arrivent à la succession à défaut de parents plus proches, qu'ils soient germains, utérins ou consanguins. Le Code ne pose point de limite à la successibilité en ligne collatérale, mais il n'y admet point la représentation.

L'époux survivant concourt avec les héritiers des diverses classes et, à défaut d'héritiers, il recueille la succession tout entière.

En Courlande, la veuve qui a des enfants conserve pendant une année l'usufruit de la fortune de son mari, à charge de satisfaire à toutes les obligations correspondantes. Si, après son année de veuvage, les enfants sont encore mineurs, elle conserve l'administration et la jouissance des biens jusqu'à leur majorité, mais elle les perd si elle se remarie. A défaut d'enfant, la femme, après son année de veuvage, prend la moitié de l'actif net ; l'autre moitié est dévolue aux plus proches ascendants ou collatéraux du mari (art. 1770-1787).

Lorsque c'est le mari qui survit à sa femme, s'il y a des enfants, il garde l'usufruit de la succession jusqu'à leur majorité, et, au moment de la liquidation, il prend une part d'enfant. A défaut d'enfants, il conserve l'usufruit pendant

une année, puis il prend la moitié de la succession en pleine propriété (articles 1788-1790).

Dans les provinces baltes, comme d'après le Code russe, l'enfant naturel n'a aucun droit sur la succession de son père, mais il succède à sa mère et à ses parents maternels au même titre que s'il était né en légitime mariage. Réciproquement, sa mère et ses parents maternels, à l'exclusion du père et des parents paternels, lui succèdent (Code balte, art. 1872).

Il faut noter que, d'après le Code russe (1), le Code Napoléon et le droit provincial courlandais (2), les héritiers partagent entre eux la succession de leurs parents, sans distinction de sexe.

D'après le Code balte (art. 2848), l'indignité est encourue :

1) par celui qui a causé la mort, même involontairement, du de cujus ou du plus proche héritier ;

2) par celui qui, par fraude ou par violence, a empêché le défunt de manifester ou de modifier ses dernières volontés ou qui, à l'inverse, l'a contraint de faire ou de changer son testament ;

3) par celui qui a contesté à tort la capacité juridique du testateur dont il a reçu une libéralité ;

(1) Avant la promulgation de la loi du 3 juin 1912, la fille, lorsqu'elle concourait avec ses frères, avait droit à un quatorzième des immeubles et à un huitième des meubles (art. 1130, ancienne rédaction).

(2) En Courlande, aux termes de l'article 1928, l'héritier mâle appartenant à la noblesse du pays a droit à une part triple de celle de chacune de ses sœurs dans la succession paternelle ; notons que cet article n'a pas été abrogé.

4) par celui qui, du vivant du testateur et à son insu, ou contre son gré, a fait un pacte sur la succession future de ce dernier.

Les autres causes d'indignité qui font l'objet des articles 2849-2854, se rapportent plutôt aux légataires qu'aux héritiers.

Ainsi celui qui attaque un testament et succombe dans son action, perd tout ce qui lui était attribué par cet acte. Lorsque deux personnes vivent en état de concubinage, elles ne peuvent rien recevoir l'une de l'autre par acte de dernière volonté.

La succession s'ouvre : 1) par la mort naturelle du de cujus, 2) par l'entrée dans les ordres monastiques (Code russe, art. 1222, 1223, Code balte, art. 2581). Cette dernière cause ne se trouve point dans le Code Napoléon (art. 718).

Les mesures conservatoires consistent, d'une part, dans l'apposition des scellés et l'inventaire des biens héréditaires ; d'autre part, en un appel adressé aux intéressés.

Si l'inventaire fait découvrir l'existence d'un testament, cette pièce doit être immédiatement remise à l'héritier en faveur de qui il est fait et, s'il est absent, au tribunal, qui fait transcrire le testament sur le registre à ce destiné et, par des publications, met les héritiers et les légataires en demeure de se présenter.

Lorsqu'un sujet lituanien meurt à l'étranger et que ses héritiers ou son exécuteur testamentaire sont absents ou ne peuvent justifier immédiatement de leur qualité, le consul lituanien prend de son propre chef les mesures conservatoires requises, ou intervient dans celles qui seraient prises par l'autorité locale, en se conformant aux traités internationaux ou aux instructions de la mission dont il relève. Lorsque l'héritier reconnu tel par l'autorité compétente se

présente en personne ou par mandataire pour recueillir les biens héréditaires, le consul les lui délivre sur la justification de sa qualité. A l'égard d'héritiers mineurs, il fait en outre fonction de tuteur, jusqu'à ce que la famille ait eu le temps de prendre les mesures nécessaires.

Les tribunaux dans le ressort desquels se trouvent les biens héréditaires, adressent un appel aux héritiers par la voie du Journal Officiel. Faute par les héritiers absents de se présenter dans les six mois à partir de la dernière publication, les héritiers présents à l'expiration du délai entrent en possession des biens. Les héritiers absents ne sont déchus de leurs droits qu'à l'expiration d'un délai de dix ans à partir de la dernière publication (art. 1246).

En Courlande, l'action se prescrit par cinq ans (Code balte, articles 2599-2620).

D'après le Code Napoléon, l'action en pétition d'hérédité ne se prescrit que par trente ans.

En principe, les héritiers ont droit, à partir de l'ouverture même, à la succession qui leur est dévolue, mais pour pouvoir être mis en possession des biens et en disposer, ils ont besoin d'une confirmation judiciaire. Tout héritier est libre d'accepter ou de répudier la succession à laquelle il est appelé (art. 1255).

D'après le Code balte, les héritiers ne jouissent pas non plus de la saisine, au sens juridique de ce mot.

Tout autre est le système qui a prévalu dans le Code Napoléon et qui est en vigueur dans la région de Suvalkai. Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession (art. 724). La faculté que la loi leur donne d'accepter ou de répudier l'hérédité est un simple bénéfice qu'elle leur accorde : l'acquisition de l'héré-

dité n'est pas subordonnée à une acceptation expresse ou tacite, et, tant qu'il n'a pas manifesté une volonté contraire, l'héritier est présumé tout à la fois acceptant et propriétaire de la succession (art. 774).

Le Code russe ne reconnaît pour les héritiers qu'un seul moyen de s'affranchir de l'obligation de payer les dettes de la succession : c'est de renoncer à l'hérédité. Nous n'y trouvons point de traces du bénéfice d'inventaire, consacré par de nombreux codes de l'Europe. Le bénéfice d'inventaire est, au contraire, réglementé par le Code balte et produit, dans la partie du pays où il est en vigueur, les mêmes effets qu'en France ou dans la région de Suvalkai.

Les héritiers sont réputés répudier la succession : 1) lorsque, le passif excédant l'actif, ils n'entrent pas en possession du patrimoine du défunt ; 2) lorsque, n'étant pas présents au moment du décès, ils ne produisent pas leurs titres à la succession dans le délai qui leur est assigné à cet effet (art. 1265). La répudiation expresse se fait au moyen d'une déclaration devant le tribunal compétent, à savoir le tribunal dans le ressort duquel la succession est ouverte (art. 1266 et art. 215, de la procédure civile).

Le partage est amiable ou judiciaire. Si, faute par les héritiers de s'entendre, le partage n'est pas terminé à l'amiable, il appartient au tribunal compétent d'y procéder en leurs lieu et place et, s'il y a lieu, de mettre provisoirement la succession sous séquestre et de la faire administrer par les autorités pupillaires.

Toutes les opérations sont dirigées soit par un juge commissaire, soit par un notaire par lui délégué. Le magistrat ou son remplaçant commence par convoquer tous les cohéritiers et désigne, sur leur présentation ou d'office, les personnes chargées de faire l'inventaire et l'estimation des

biens, ainsi qu'un projet de lotissement. Les lots doivent être, autant que possible, égaux en nature, qualité et valeur. On en fait autant qu'il y a de copartageants.

D'après la loi russe, le retrait successoral, ou droit de rachat, est le droit qu'ont les membres d'une famille de racheter les biens patrimoniaux vendus à une personne qui n'est pas de leur parenté (art. 1346).

Il ne peut s'exercer :

1) lorsque le bien a été vendu à une personne de la famille, même si elle ne tient à l'auteur commun par les femmes et qu'elle porte un autre nom ;

2) lorsque l'acheteur ou ses ayants cause restituent volontairement le bien au vendeur ou à ses héritiers ;

3) lorsque le bien a été vendu aux enchères publiques, pour payer les dettes du propriétaire ;

4) lorsque, faute d'acheteur lors des enchères, les créanciers particuliers ou l'Etat le conservent en leur propriété (art. 1347).

Un bien patrimonial qui a passé à une autre famille et qui revient ensuite à la première, non par l'exercice du droit de retrait, mais par suite d'un achat pur et simple, prend désormais le caractère d'un acquêt. S'il fait l'objet d'une seconde aliénation, il ne peut être réclamé en vertu du droit de retrait, qui ne s'applique qu'aux biens demeurés patrimoniaux. Dans aucun cas, on ne peut faire le retrait soit d'un acquêt, soit d'un bien meuble (art. 1351).

Le droit de retrait appartient aux parents du vendeur qui sont ses plus proches héritiers. Il passe des héritiers les plus proches aux plus éloignés, suivant l'ordre établi pour la succession légitime (art. 1355). Lorsque les proches parents qui jouissent du droit de retrait ne veulent pas l'exercer eux-mêmes, ils peuvent le céder à d'autres parents

par un acte écrit et formel (art. 1357). Toutefois, les enfants et les descendants à l'encontre de qui le droit est suspendu pendant la vie de leur auteur ne peuvent pas non plus le céder valablement à autrui.

Les parents du même degré sont individuellement investis du droit de retrait et peuvent par conséquent l'exercer, sans avoir besoin du consentement les uns des autres, mais chacun d'eux n'y a droit que sur la part leur revenant.

Le droit de retrait n'appartient ni aux personnes qui ne sont pas admises à succéder au défunt, ni aux parents qui ont signé à la place du vendeur l'acte de vente ou la transcription qui en a été faite sur les registres fonciers, ou qui ont certifié l'identité de sa personne ou sa signature (art. 1362).

Les parents jouissent du droit de retrait pendant trois années à compter du jour où l'acte de vente est devenu authentique et a été remis à l'acheteur.

Quiconque laisse passer le délai prescrit sans exercer le retrait est déchu de son droit.

D'après le Code Napoléon, le retrait successoral peut s'exercer non pas, comme d'après le Code russe, pour éviter la transmission d'immeubles patrimoniaux à des familles étrangères, — car la distinction entre les biens patrimoniaux et les acquêts est inconnue du Code Napoléon, — mais pour empêcher que des étrangers ne pussent gêner les opérations du partage d'une succession.

Le retrait constitue un droit de préemption ; il ne s'applique qu'aux cessions faites à titre onéreux et portant sur l'intégralité ou sur une quote-part d'une portion héréditaire, à l'exclusion de celles qui concerneraient des objets héréditaires spécialement déterminés ou restés en commun après le partage général de la succession.

Ce droit n'est ouvert qu'à des personnes appelées par la loi ou par une disposition testamentaire à recueillir une quote-part de la succession et à raison d'une cession faite par une successible à un non-successible (art. 841).

La loi ne fixe pas de délai pour l'exercice du retrait ; il peut avoir lieu tant que le partage n'est pas fini.

Le droit provincial Courlandais n'admet pas le retrait successoral (art. 1654).

D. *Le Code civil allemand*

Le Code civil allemand, qui était en vigueur sur le Territoire de Memel, répartit les successibles en plusieurs classes ou parantèles (1), qui sont appelées l'une à défaut de l'autre. D'après ce système, la part dévolue à chaque ligne est attribuée, non pas aux parents les plus proches du défunt, mais aux parents qui descendent de l'ascendant le plus proche du défunt. Ainsi la première comprend les descendants du de cujus, les petits-enfants étant appelés en cas de prédécès de leur père ; la seconde, les père et mère et leurs descendants ; la troisième, les grands-parents et leurs descendants, c'est-à-dire les frères et sœurs du père et de la mère et leur postérité ; la quatrième, les bisaïeuls et leurs descendants, et ainsi de suite. Le conjoint survivant du défunt est appelé à succéder pour un quart de l'hérédité lorsqu'il est en concours avec des descendants du défunt, et pour la moitié, lorsqu'il est en concours avec des ascendants du défunt et leurs descendants, ou avec des aïeuls.

(1) Le Code allemand restreint la successibilité aux cinq premières parantèles (art. 1929).

S'il n'y a ni parents du premier ou de second ordre, ni aïeuls, le conjoint survivant reçoit l'hérédité tout entière.

Les enfants naturels jouissent dans la succession de leur mère et des parents de leur mère des mêmes droits que les enfants légitimes (art. 1705).

Aux termes de l'article 1708, le père de l'enfant naturel est tenu de lui assurer jusqu'à ce qu'il ait accompli sa seizième année, un entretien conforme à la condition sociale de la mère.

S'il n'existe, au moment de l'ouverture de la succession, ni parent, ni conjoint du défunt, c'est l'Etat qui devient héritier légitime du défunt.

Les héritiers sont saisis de plein droit de la succession, à moins de la répudier. La répudiation ne peut être exercée que dans le délai de six semaines à partir du moment où l'héritier a eu connaissance de l'ouverture de la succession. Le délai est porté à six mois, lorsque le défunt avait son dernier domicile à l'étranger, ou si l'héritier lui-même résidait à l'étranger.

La répudiation a lieu par déclaration formelle adressée au tribunal de la succession.

L'héritier peut être exclu de la succession pour indignité (art. 2339).

Le droit d'héritier est constaté par un certificat d'héritier (Erbschein), délivré par le tribunal de la succession.

§ 2. — LES CONFLITS INTERPROVINCIAUX

La première question qui se pose lorsque l'on étudie les conflits en matière de droit successoral, est celle de savoir quelle loi va régir en Lituanie les successions : la loi

du lieu de la situation des biens, ou la loi personnelle du défunt, ou l'une ou l'autre suivant la nature des biens.

Pour répondre à cette question, nous allons d'abord consulter les règles de conflits qui se trouvent dans les diverses législations locales, puis nous verrons comment le Code civil russe tranche les conflits entre ces lois locales, notamment entre le Code Napoléon et le Code des provinces baltes.

Aux termes de l'article 3, alinéa 2, du Code civil de 1825, qui est d'ailleurs analogue au même article du Code civil français, « les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par les lois du Royaume de Pologne » (1).

Il n'est pas douteux que l'article 3, alinéa 2, du Code de 1825, suivant l'interprétation donnée par la doctrine et la jurisprudence russe, et d'ailleurs empruntée à l'interprétation française (2), est relatif aux successions.

En conséquence, d'après cette règle, les successions immobilières sont soumises à la loi du lieu de la situation (*lex rei sitae*).

(1) Par là il faut comprendre la législation en vigueur dans la région de Suvalkai.

(2) « La formule de l'article 3, alinéa 2, du Code civil, bien qu'elle n'emploie pas l'expression de succession, est empruntée, dans sa forme, à la terminologie des coutumes, où sa place était marquée dans la matière des successions. C'est ainsi que l'article 3, alinéa 2, ressemble étrangement à la coutume d'Amiens. Les rédacteurs du Code, à plusieurs reprises, dans des commentaires que l'on aurait pu placer sous la plume de Pothier (successions, ch. IV, art. 13) déclarent que l'article 3, alinéa 2, vise la *disposition des biens*, ce qui dans la langue du XVIII^e siècle, signifiait organiser la dévolution successorale ».

Niboyet : *Manuel de droit international privé*, Paris, 1928, p. 838.

Il est vrai, nous l'avons vu, que la règle de l'article 3, alinéa 2, au temps de la promulgation du Code civil de 1825, était destinée aux conflits internationaux, mais elle peut être étendue aux conflits internes, parce qu'elle n'est pas contraire aux principes adoptés par le Code russe pour les conflits interprovinciaux (art. 1295).

Le Code civil des provinces baltes contient également des règles de conflit de droit successoral, mais c'est la solution contraire qui y a prévalu.

Aux termes de l'article XXXIV de l'introduction au Code, « la dévolution et l'acquisition d'une succession est régie d'après les lois du territoire dont le défunt était justiciable à raison de son domicile et son état... Toutefois, les immeubles se trouvant dans les gouvernements intérieurs de l'Empire et faisant partie de la succession (c'est-à-dire dans les régions soumises au Code civil russe) seront régis par la loi russe.

Notons que cette règle était applicable aux conflits internationaux et interprovinciaux (1).

Le Code balte, comme le Code allemand, adopte le principe de l'unité de la succession, c'est-à-dire ne fait pas de distinction entre la succession immobilière et la succession mobilière ; mais il est obligé, dans les conflits interprovinciaux, de faire appel pour les immeubles situés à l'intérieur du pays, à la loi russe.

Bien que cette règle ne vise que les immeubles situés dans les régions soumises au Code russe, il n'est pas douteux qu'aux termes de l'article 3, alinéa 2, la même exception

(1) Il va de soi que, dans les conflits internationaux, cette règle peut être exclue par les conventions internationales.

doive être étendue aux immeubles situés dans les provinces régies par le Code Napoléon (1).

Il faut mettre à part les conflits qui pouvaient se produire avant le 22 mars 1939 entre la législation du Territoire de Memel et le Code civil russe.

En ce qui concerne les dispositions de l'article 24 (2) et 25 (3) de la loi d'introduction au Code civil allemand de 1896, qui ont été prévues pour les conflits internationaux, c'est le principe de la loi nationale qui a prévalu. Etant donné que, dans le cadre de l'Etat lituanien, on devait interpréter la loi nationale, la loi « allemande » comme loi locale, c'est encore cette loi qui devait être appliquée.

Aux termes de l'article 28 de l'introduction, la compétence de la loi personnelle peut être exclue par la compétence de la loi du pays de la situation des biens. Or, ce principe coïncide tout à fait avec la règle adoptée par le Code russe.

En effet, d'après le Code civil russe, la compétence législative est différente suivant qu'il s'agit d'une succession mobilière ou immobilière. En cas de conflit interprovincial, on applique pour les successions immobilières la loi de la situation des biens ; pour les successions mobilières, la loi personnelle du de cujus.

Mais comment déterminer la loi personnelle ?

D'après la législation russe, disons-le tout de suite, la loi personnelle du défunt était tantôt la loi du dernier domicile, tantôt la loi du domicile d'origine. Partant de ce

(1) Nous sommes en présence d'un cas de renvoi.

(2) Art. 24. La succession d'un Allemand, même quand il a son domicile à l'étranger, est régie par la loi allemande...

(3) Art. 25. La succession de l'étranger, qui avait son domicile en Allemagne lors de son décès, est régie par les lois de l'Etat dont il était ressortissant au moment de sa mort...

principe, le Code russe divise deux séries de règles de conflits en matière de succession mobilière : les articles 1279-1286 tranchent les conflits entre la loi générale et les lois locales (1) autres que les lois locales du Royaume de Pologne et de Finlande (2).

Dans ces conflits, la loi personnelle était celle du dernier domicile.

Les articles 1287-1295 règlent les conflits entre la loi générale et les lois locales de l'ancien Royaume de Pologne et de la Finlande. Dans cette seconde catégorie, on appliquait le critère du domicile d'origine.

Notons que dans ces règles, dont les sources étaient les lois du 3 avril 1840, du 8 avril 1843 et du 5 juillet 1844, le législateur russe ne parle que des successions mobilières. Quant aux successions immobilières, la règle « *lex rei sitae* » n'était consacrée expressément que par la loi du 26 juin 1868, concernant les conflits entre la loi générale et les lois en vigueur dans les gouvernements de l'ancien Royaume de Pologne. Actuellement, cette règle se trouve dans l'annexe à l'article 14, § 10 de la loi sur les états (tome IX, édition 1899).

§ 3. — DÉTERMINATION DE LA LOI PERSONNELLE

En ce qui concerne la détermination de la loi personnelle du défunt, il nous paraît utile de retracer rapidement la physionomie de la législation russe en cette matière.

(1) En Lituanie, ces règles ne concernent plus que les conflits entre le Code russe et le Code balte.

(2) Actuellement les conflits entre le Code russe et le droit finlandais sont des conflits d'ordre international.

Le critère de la nationalité, qui sert souvent dans le conflit international à déterminer la législation applicable, n'a pas d'effet dans le conflit interprovincial, puisqu'il est le même pour tous les habitants du territoire national. Il faut alors chercher un élément distinctif et caractéristique de cette loi nationale en quelque sorte multicolore.

En général, dans les pays à législation complexe, toutes les personnes qui sont soumises par leur nationalité aux lois politiques de leur pays sont rattachées, au point de vue de droit civil, à la législation du pays où elles fixent leur domicile.

Ce critère de détermination de la loi personnelle était admis aussi en Russie, à l'exception du Royaume de Pologne et de la Finlande. Ces deux pays, à l'époque de la rédaction des règles de conflits dont nous avons parlé plus haut, jouissaient, dans le cadre de l'Empire russe, d'une large autonomie politique et administrative. Le lien des habitants du Royaume de Pologne et du Grand-Duché de Finlande avec leur pays avait le caractère d'un lien de droit public, analogue à la nationalité. Ainsi, par exemple, aux termes de l'article 9 du Code civil de 1825, étaient considérés comme habitants permanents (originaires) du Royaume de Pologne :

1) Tout enfant né d'un habitant permanent du Royaume dans le pays ou à l'étranger ;

2) Toute personne qui avait auparavant la nationalité du Grand-Duché de Varsovie ;

3) Toute personne établie dans le Royaume de Pologne avant la promulgation de sa Constitution ou qui, après cette promulgation, en vertu des traités de Vienne du 3 mai 1815, y aurait fixé son domicile ;

4) Toute personne ayant obtenu la naturalisation (1) :

5) La femme étrangère qui épouse un habitant du Royaume de Pologne.

Ce lien ou appartenance provinciale était prouvé par l'inscription sur le registre de la population permanente de Royaume de Pologne (2).

Donc toutes ces catégories de personnes, en ce qui concerne leur état et leur capacité, étaient soumises à la loi du domicile d'origine, c'est-à-dire au Code Napoléon (3).

Par conséquent, les successions mobilières étaient soumises à la même loi (4).

En résumé, d'après les règles de conflits russes, la loi personnelle des habitants des gouvernements régis par le Code Napoléon était déterminée d'après l'origine, tandis que la loi personnelle d'une personne régie par le Code balte était déterminée d'après son dernier domicile, c'est-à-dire le lieu où elle avait son principal établissement.

Etant donné qu'actuellement le pays, au point de vue des lois politiques, est unifié, il n'y a pas lieu de faire une différence entre le domicile d'origine et le domicile de choix : les habitants de la Lituanie sont aujourd'hui ratta-

(1) La naturalisation ayant disparu depuis longtemps fut remplacée par l'établissement définitif ou l'admission à domicile.

(2) Aux termes de l'article 77 de la loi sur les passeports (tome XIV) les personnes inscrites sur les livres de la population permanente du Royaume étaient considérées par là même comme ayant leur domicile légal au lieu d'inscription.

(3) L'art. 3, alinéa 3, du Code civil de 1825.

(4) D'après l'arrêt du Sénat, 1882, N° 114, la règle donnée par l'article 3, alinéa 3, du Code de 1825, doit s'interpréter restrictivement, c'est-à-dire qu'elle ne s'applique pas aux meubles laissés par des étrangers dans le Royaume de Pologne.

chés, au point de vue du droit civil, à la législation du pays du domicile légal.

Aux termes de l'article 204 du Code de procédure civile, « le domicile de toute personne est au lieu où, à raison de ses occupations ou biens, ou de par ses fonctions civiles ou militaires, elle a son principal établissement ».

Notons que c'est à la compétence exclusive du tribunal civil qu'il appartient, dans chaque cas particulier, de déterminer si l'établissement dans un lieu d'une personne déterminée constitue le véritable domicile dont découlent les conséquences juridiques. Cette décision du tribunal n'est pas soumise au contrôle de la Cour de cassation (1).

Le législateur russe, nous l'avons dit, pose parmi les règles de conflits, le principe que la succession mobilière est régie par la loi du domicile. Il faut maintenant examiner l'étendue exacte de son application.

Lorsque les individus originaires des provinces régies par le droit commun (Code russe) résident temporairement dans l'une des provinces qui ont conservé leur loi locale, par exemple dans la commune de Palanga, leurs droits et leurs obligations demeurent sous l'empire du droit commun tant qu'ils n'ont pas fait expressément élection de domicile au lieu de résidence.

Au cas, tout d'abord, où le défunt meurt sans laisser de testament, c'est la loi du domicile qui désigne les héritiers appelés et l'ordre dans lequel ils viennent à la succession. De même, toutes les dispositions entre vifs ou testamentaires concernant non seulement les biens meubles et immeubles situés dans les régions soumises au droit commun, mais

(1) Arrêts du Sénat, 1882, N° 29; 1888, N° 72.

même ceux qui se trouvent avec eux, sont régies par le droit commun (art. 1279).

En ce qui concerne les mesures prescrites au moment de l'ouverture d'une succession mobilière, le tribunal compétent pour les ordonner est celui dans le ressort duquel se trouvent les biens héréditaires (art. 1280). Mais le juge appliquera la loi du domicile du défunt, s'il s'agit de régler le partage de la succession mobilière entre les héritiers (art. 1282).

Lorsqu'un individu domicilié dans les provinces régies par les lois locales réside dans celles où le droit commun est en vigueur, les litiges qui viennent à s'élever au sujet de la succession du défunt sont déferés aux tribunaux de son domicile, qui prennent en outre les mesures conservatoires nécessaires.

En ce qui concerne les droits et les obligations des personnes qui n'ont pas de domicile légal ou des étrangers (1), on applique la loi générale, c'est-à-dire le Code russe.

Si le défunt a été successivement domicilié dans deux provinces dont les législations étaient différentes, le partage de sa succession s'opère d'après la loi de son dernier domicile, sauf disposition contraire dans son testament (art. 1285).

L'application des règles exposées ci-dessus ne concerne que les conflits entre le Code russe et le Code balte. Les règles concernant les conflits entre le Code russe et le Code Napoléon (art. 1287-1295), si l'on ne tient pas compte actuellement de la différence dans la détermination de la loi per-

(1) Les successions des étrangers, aux termes de l'article 835 de la loi sur les états (tome IX), dépendaient des lois russes, indépendamment du point de savoir si la succession était composée d'immeubles ou de meubles. Ce principe est maintenant exclu par de nombreuses conventions conclues entre la Lituanie et les pays étrangers.

sonnelle, sont identiques. Mais elles n'ont plus, à notre avis, sauf pour les successions qui se sont ouvertes avant la guerre, qu'un intérêt historique.

SECTION II

DES TESTAMENTS

§ 1. — LÉGISLATION COMPARÉE

A. *Le Code russe*

Le testament, d'après le Code russe, est l'acte juridique par lequel une personne fait connaître, pour le moment où elle aura cessé de vivre, ses volontés concernant ses biens.

Le testament ne vaut qu'autant que l'héritier institué ou le légataire survit au testateur. Si le légataire est prédécédé, ses ayants-cause ne peuvent se prévaloir des dispositions que le testament contenait en sa faveur.

D'après le Code courlandais, on donne le nom de codicille à tout acte de dernière volonté ne contenant pas d'institution d'héritier (art. 1982).

La loi russe connaît deux sortes de testaments : les testaments publics ou notariés et les testaments domestiques ou privés.

Les testaments verbaux sont nuls.

Pour la validité du testament, il faut que le testateur soit sain d'esprit et en pleine possession de sa mémoire au moment où il formule ses dernières volontés (Code russe art. 1016, Code balte art. 1984). Sont, en conséquence, entachés de nullité les testaments : 1) des aliénés ou des déments, à moins qu'ils n'aient été faits dans un intervalle lucide,

2) des suicidés. En ce qui concerne les suicidés, leur testament n'est déclaré nul qu'autant qu'ils se sont privés de la vie sciemment et intentionnellement (1). Il n'en serait pas de même dans le cas d'un suicide commis dans un accès d'aliénation mentale ou par une personne ne jouissant pas de la plénitude de ses facultés.

La question de validité du testament, attaqué pour cause de suicide, est du ressort de la juridiction civile et non des tribunaux criminels (2).

Ne sont pas valables les testaments des mineurs n'ayant pas atteint l'âge de 21 ans.

Le testament d'une personne mise en tutelle pour dettes ne vaut que quant aux biens qui restent libres après paiement intégral des créanciers (art. 1021).

Les évêques, archimandrites et autres dignitaires de l'ordre monastique ne peuvent valablement disposer par testament que de leurs biens meubles personnels, à l'exclusion des vêtements et ornements sacerdotaux, même acquis de leurs deniers et ne servant qu'à l'intérieur des églises. Ils ne peuvent léguer aux religieux que des images saintes, des croix ou des livres d'édification.

Tout testament doit indiquer avec précision les biens légués et leur destinataire. Il est nul, s'il contient une erreur évidente concernant la personne du légataire ou le bien légué (Code russe art. 1026, Code balte art. 2111-2116).

En principe, le testateur peut modifier comme il l'entend ou révoquer ses dispositions de dernière volonté. Toutefois, au point de vue de la forme, un testament notarié

(1) Arrêts du Sénat, 1876, N° 82; 1877, N° 365; 1880, N° 277; 1892, N° 4.

(2) Arrêt du département civil de cassation, 1880, N° 276.

ne peut être modifié ou annulé que par un autre acte revêtu de la même forme. Un testament domestique peut être modifié ou annulé, soit par un testament domestique postérieur, soit par un testament notarié.

Dans les provinces baltes, la révocation peut être tacite et résulter de certains actes volontaires du testateur, notamment de la destruction de la pièce ou d'opérations qui en rendent le contenu illisible ou lui enlèvent tout caractère d'authenticité.

De ce que le testateur doit rester libre de modifier ou d'annuler à son gré ses dispositions de dernière volonté, il résulte que, d'après le code civil russe, et contrairement à la doctrine qui a prévalu dans les provinces baltes, les testaments conjonctifs sont expressément prohibés (art. 1032). Tout testament contenant des dispositions, mutuelles ou non, de deux ou plusieurs personnes, est radicalement nul.

Le testament, d'après le code russe, n'est pas vicié par le fait que les héritiers de certaines catégories y sont exclus. L'exhérédation n'est pas traitée dans le Code russe. Il en est autrement dans celles des provinces baltes où la doctrine contraire a prévalu.

D'après le code russe, tout testament notarié exige la présence personnelle du testateur (art. 1036) et de trois témoins en mesure de certifier son identité. Ces témoins doivent réunir les qualités exigées des témoins, soit d'actes notariés en général, soit de testaments domestiques. Le testament inscrit sur le registre des actes du notaire prend le caractère d'un testament notarié authentique. Les témoins signent sur le registre après le testateur.

Le testament domestique ou privé peut être écrit soit par le testateur lui-même, soit par une autre personne,

pourvu que, dans les deux cas, il le revête de sa signature complète (art. 1046).

Le testament écrit par une autre personne que le testateur doit porter, outre la signature de ce dernier, celle de cette personne et celles des trois témoins, ou de deux seulement si, parmi eux, se trouve le confesseur du testateur. La loi défend qu'une même personne signe à la fois en qualité de mandataire du testateur et de témoin. Il faut autant de personnes distinctes qu'il y a de qualités différentes.

La signature des témoins au bas du testament domestique n'a d'autre objet que de constater : 1) que la personne qui leur présente l'acte est la même que celle qui l'a écrit et signé, 2) qu'au moment où le testateur le leur a présenté, il leur a paru en possession de ses facultés mentales.

Ne peuvent être témoins testamentaires : 1) les personnes en faveur desquelles est fait le testament, 2) leurs parents jusqu'au quatrième degré et leurs alliés jusqu'au troisième, à moins que le testament ne soit fait en tout ou en partie en faveur des héritiers directs, 3) les exécuteurs et tuteurs testamentaires, 4) ceux qui, d'après la loi, n'ont pas le droit de tester et ceux qui ne peuvent être témoins en matière civile (art. 1054).

Le testateur qui a fait un testament domestique est libre de le conserver chez lui ou d'en confier la garde à un notaire.

Les sujets lituaniens à l'étranger peuvent faire un testament domestique ou privé, en se conformant à la législation du pays qu'ils habitent, à condition de le présenter à la mission ou au consulat de Lituanie. Le testament fait à l'étranger, et qui a été présenté à la mission ou au consulat, est assimilé au testament notarié. Toutefois, les testaments

de cette sorte qui concernent un immeuble situé en Lituanie doivent être homologués par le tribunal civil du lieu soit de la situation du bien, soit du dernier domicile du testateur en Lituanie (art. 1079).

Le droit de disposition par acte de dernière volonté est plus ou moins étendu, suivant qu'il s'agit de biens acquêts ou de biens patrimoniaux.

Les biens acquêts, meubles ou immeubles, peuvent être légués librement, soit en pleine propriété, soit en usufruit.

La loi ne défend pas au testateur de disposer de ses biens d'acquêt en faveur de ses enfants naturels (1).

On ne peut disposer par testament des biens patrimoniaux. Cette règle générale ne comporte qu'une seule exception : si un testateur n'a ni enfant ni autre descendant, il a le droit de léguer tout ou partie de ses biens patrimoniaux à l'un de ses parents qui ne soit pas le plus proche en degré, pourvu qu'il appartienne à la famille d'où proviennent les biens.

Le testateur a le droit de charger l'héritier auquel il laisse un bien d'acquêt de servir, sa vie durant, une rente ou une pension. Quand la charge imposée à l'héritier porte, non sur un bien d'acquêt, mais sur un bien patrimonial, l'héritier a le droit de refuser d'accomplir la disposition qui aurait pour effet de lui faire perdre tout ou partie du bien (art. 1086).

Après le décès du testateur, tout testament doit être présenté à fin d'homologation au tribunal civil du lieu soit de la situation des biens, soit du domicile du testateur. Le délai fixé par le Code russe est d'un an, lorsque le légataire se trouve en Lituanie, de deux ans, lorsqu'il se trouve à

(1) Arrêt du département civil de cassation, 1879, n° 37.

l'étranger. Ce délai court à partir du jour du décès du testateur. Pour les testaments domestiques, on présente l'original ; pour les testaments notariés, une expédition.

Une fois le délai expiré, le testament ne peut plus être homologué et il est frappé de nullité. Toutefois, si l'héritier est en mesure de justifier qu'il a laissé écouler le délai parce qu'il ignorait l'existence du testament ou pour toute autre cause légitime, il peut demander l'homologation tant que la prescription décennale de droit commun n'est pas accomplie. La procédure en homologation se poursuit à l'audience du tribunal civil compétent. En principe, l'homologation est refusée à tout testament qui ne satisfait pas aux conditions de forme posées par la loi.

S'il s'élève une contestation antérieurement à l'homologation du testament, l'homologation doit être suspendue jusqu'à ce que la contestation ait été définitivement jugée (art. 1066¹³).

Les testaments sont exécutés : 1) par des exécuteurs testamentaires, 2) par les héritiers eux-mêmes selon les volontés du testateur (art. 1084).

L'exécuteur testamentaire est un simple mandataire du défunt, chargé d'accomplir les volontés de ce dernier.

Les héritiers peuvent être tenus, comme un exécuteur testamentaire spécial, d'accomplir les dernières volontés du défunt.

L'envoi en possession des biens qui font l'objet d'une disposition testamentaire s'effectue conformément aux règles générales établies pour l'envoi en possession en matière de succession.

C. *Le Code balte*

Le code balte reconnaît, comme la loi russe, des testaments publics et des testaments privés (art. 2024).

Aux termes de l'article 2069, les testaments privés peuvent être écrits ou verbaux. La condition fondamentale de validité de tout testament domestique est qu'il n'y ait pas de doute que le testament émane réellement tout entier du testateur et renferme ses dernières volontés. Dans ce but, la loi requiert généralement la présence au moins de deux témoins, appelés par le testateur, à qui il doit exprimer expressément sa volonté de faire un testament en leur présence.

Ne peuvent servir de témoins : 1) les individus physiquement ou mentalement incapables d'en remplir les fonctions, notamment les aliénés, les mineurs, les muets, les sourds et les aveugles ; 2) les individus déclarés prodigues par jugement ; 3) les héritiers à instituer dans le testament (art. 2064).

La parenté des témoins entre eux ne fait pas obstacle à leur présence comme témoins.

Le testament privé peut ne pas être écrit de la main du testateur mais il doit être signé de lui. Le testateur doit ou le signer en présence des témoins, ou leur affirmer qu'il l'a signé de sa main. S'il ne sait ou ne peut pas écrire, il peut faire signer en son lieu et place par un tiers autre que les deux témoins, à condition que cette circonstance soit mentionnée dans le testament.

Un testament privé peut être écrit sur papier libre et en général sur n'importe quelle substance. Un testament peut être rédigé en n'importe quelle langue.

Celui qui veut tester oralement doit faire connaître ses volontés à haute et intelligible voix devant deux témoins, dans une langue qu'ils comprennent. Les témoins doivent affirmer sous serment le contenu du testament (art. 2088). Un testament verbal n'en conserve pas moins ce caractère lorsque, soit au moment même, soit plus tard, l'un des témoins ou une personne que le testateur en a chargée le rédige par écrit, ce qui peut, d'ailleurs, avoir lieu sans aucune formalité.

D'après le droit courlandais, le testateur ne peut disposer librement de ses biens non patrimoniaux que sous réserve de la part attribuée par la loi aux héritiers réservataires.

La réserve est, abstraction faite des biens patrimoniaux, du tiers de la part héréditaire ab intestat, s'il n'y a que quatre héritiers ou moins, de la moitié de cette part, s'il y en a cinq ou davantage, en tenant compte non seulement des héritiers qui viennent effectivement à la succession, mais encore de ceux qui ont été exhérédés, ainsi que du conjoint survivant (art. 2009).

A la différence du code russe, le code balte traite longuement de l'institution d'héritier.

D'après le droit provincial courlandais, l'institution ne peut avoir lieu que dans un testament, à l'exclusion d'un simple codicille, et elle est un élément si important du testament que, si elle y manque ou devient caduque, toute la disposition cesse de valoir comme testament (art. 2123).

Lorsque le testateur laisse un seul héritier et ne limite pas sa part, cet héritier prend la totalité de la succession. Lorsque le testateur a limité sa part à une certaine quotité, cette limitation est réputée non écrite et l'héritier institué prend le tout.

En ce qui concerne la substitution, le code traite de la substitution simple, de la substitution pupillaire et de la substitution fidéicommissaire.

Le testateur est libre de faire une substitution pour le cas où l'héritier ne veut pas recueillir la succession, ou pour le cas où il ne le peut pas. Il a le droit de désigner plusieurs substitués pour un même héritier. Le substitué ne recueille la succession que s'il survit à la fois au testateur et à l'événement qui fait disparaître l'héritier substitué.

L'héritier institué qui répudie la succession et fait valoir les droits qu'il tient de la loi, ne peut ensuite invoquer une substitution faite à son profit dans le testament.

Les parents ont le droit, pour le cas où leurs enfants mourraient mineurs ou malades d'esprit après leur propre décès, de leur nommer des héritiers substitués.

En matière de substitution fidéicommissaire, le testateur est libre de grever d'un fidéicommis un héritier testamentaire, un héritier *ab intestat* ou un fidéicommissaire (grevé de restitution).

Lorsque la substitution porte sur l'ensemble de la succession ou au moins sur plus des trois quarts, le grevé de substitution a le droit de retenir un quart à son profit. Les institutions d'héritier, les legs et les substitutions peuvent être subordonnés à des conditions suspensives ou résolutoires. Mais il est interdit de restreindre la liberté du légataire de tester, de se marier, etc.

En ce qui concerne le légataire, il est libre d'accepter ou de répudier la libéralité ; mais il ne peut en accepter une partie et répudier l'autre, à moins qu'il ne s'agisse de plusieurs legs distincts (art. 2203).

Pour obtenir la délivrance du legs, le légataire a une action personnelle contre l'héritier, et une action en reven-

dication contre les tiers détenteurs, dans la mesure où le testateur l'aurait eue lui-même (art. 2206).

Nous l'avons vu, le code russe interdit absolument le testament conjonctif, réciproque ou non ; cette forme de disposition à cause de mort est permise dans les provinces baltes.

Une autre forme de dévolution successorale dont traite le code balte est la dévolution par pactes successoraux, admise aussi par le droit germanique.

L'institution contractuelle, ou le pacte fait par deux ou plusieurs personnes sur leur succession future n'engendre pas seulement une obligation personnelle ; elle crée un droit héréditaire. Pour faire un pacte successoral, il faut être capable tout à la fois de contracter et de tester ou, respectivement, de recevoir par testament. Cette institution doit être faite en la forme d'un testament. Au décès du *de cuius*, l'institué devient héritier, mais il conserve la liberté de répudier la succession (art. 2496). Si c'est l'institué qui meurt le premier, son droit contractuel s'éteint.

Un pacte successoral peut être conclu au profit d'un tiers sans qu'il y intervienne ; dans ce cas, les parties contractantes demeurent libres d'y apporter plus tard des modifications d'un commun accord (art. 2500).

Aux termes du code balte, l'exhérédation ne peut avoir lieu que pour les causes prévues par la loi, expressément indiquées par le testateur et vraies en fait, lorsqu'elle s'applique, en Courlande, à un héritier à réserve (Code balte, art. 2014). Les causes pour lesquelles les descendants peuvent être exclus par leurs ascendants sont : 1) des sévices exercés sur la personne de l'ascendant, 2) des offenses d'une autre nature, 3) un attentat à la vie de l'ascendant, etc. (Code balte, art. 2015).

Le code balte ne connaît pas, comme le code russe, l'homologation du testament par le tribunal civil. En principe, après le décès du testateur, si l'acte contenant ses dernières volontés n'est pas déjà entre les mains de la justice, il doit être produit au tribunal par la personne qui le détient ou le découvre. Le tribunal l'ouvre en audience publique et en ordonne la lecture. Si les intéressés le demandent, le tribunal met, par une sommation, toutes les personnes qui auraient des observations à faire contre le testament en demeure de les formuler dans un délai donné. Si, dans ce délai, le testament n'est pas attaqué, le tribunal rend un jugement prononçant la validité du testament.

C. Code Napoléon

D'après le Code Napoléon, qui est en vigueur dans la région de Suvalkai, le droit de tester appartient en principe à toute personne saine d'esprit (art. 901). Cependant, il est refusé au mineur de seize ans, et le mineur qui a dépassé cet âge ne peut disposer par testament que de la moitié des biens dont la loi accorde la disposition au majeur.

Est capable de recevoir le bénéfice d'une libéralité testamentaire toute personne conçue à l'époque du décès du testateur, pourvu qu'elle naisse viable (art. 906). Certaines incapacités particulières empêchent toutes dispositions de dernière volonté faites : 1) par le mineur, même âgé de plus de seize ans, en faveur du tuteur, dont il n'est pas le descendant, et dans le même cas, par le pupille devenu majeur, en faveur de son tuteur, lorsque le compte de tutelle n'a pas été préalablement rendu et apuré ; 2) par un malade en faveur des médecins qui l'ont assisté dans sa dernière maladie, à moins que cette disposition n'ait le caractère

d'une rémunération, ou que le bénéficiaire ne soit parent du *de cuius*, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

D'autres restrictions sont apportées par le Code Napoléon au droit de tester, par le principe de la réserve. La réserve est une portion de biens dont la loi défend au testateur de disposer au préjudice de ses descendants ou de ses ascendants. Le testateur ne peut disposer que de la quotité disponible. La réserve attribuée à la ligne descendante est plus ou moins forte, suivant le nombre des enfants laissés par le *de cuius*. S'il a laissé un enfant, il a le droit de disposer de la moitié de la succession ; s'il y a deux enfants, la quotité disponible est d'un tiers ; s'il y en a trois ou davantage, elle est d'un quart.

L'enfant naturel, s'il n'était pas légalement reconnu, n'a pas le droit à la succession de ses père ou mère décédés.

Le droit héréditaire de l'enfant naturel reconnu est d'un tiers, de la moitié ou des trois quarts de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime, suivant que le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, des ascendants ou des frères ou sœurs, ou leurs descendants.

Aux termes de l'article 915, la quotité disponible est de la moitié de la succession si, à défaut d'enfants ou de descendants légitimes, il y a un ou plusieurs ascendants dans les deux lignes, des trois quarts, s'il n'a laissé que des descendants dans une seule ligne. A défaut d'ascendants ou de descendants, les libéralités par actes entre vifs ou testamentaires peuvent épuiser la totalité des biens.

En présence d'un ou de plusieurs descendants issus du mariage, le testateur peut laisser à son conjoint, soit la moitié de ses biens en usufruit, soit un quart en pleine propriété et un quart en usufruit (art. 1094). En présence d'un ou de plusieurs enfants d'un premier lit, le conjoint

ne peut recevoir qu'une part d'enfant légitime le moins prenant, et, dans tous les cas, sa part ne peut excéder le quart du patrimoine du de cujus. C'est par la procédure de la réduction que les libéralités dépassant la quotité disponible sont ramenées aux limites légales après la mort du de cujus.

On distingue, au point de vue de la forme, trois sortes de testaments :

1) Le testament olographe, qui doit, à peine de nullité, être entièrement écrit, daté et signé de la main du testateur, et dont la loi prescrit, avant toute mise à l'exécution, la présentation au tribunal civil de l'arrondissement où la succession est ouverte.

2) Le testament public, reçu dans la forme des actes notariés, par deux notaires assistés de deux témoins, ou par un notaire assisté de quatre témoins.

3) Le testament mystique, signé par le testateur et présenté par lui, clos et scellé, en présence de six témoins au moins, à un notaire, qui dresse un acte de suscription.

Les droits des légataires varient suivant qu'ils résultent d'un legs universel, d'un legs à titre universel, ou d'un legs particulier (art. 1002). Le légataire universel est celui auquel le testateur a donné vocation à la totalité de son patrimoine ; il est saisi de plein droit de son actif et de ses dettes, à moins qu'il ne se trouve en concours avec les héritiers réservataires, auquel cas il est tenu de leur demander la délivrance, et ne supporte qu'une part des dettes correspondante à ce qu'il recueille définitivement dans l'actif.

Le légataire à titre universel est celui auquel le testateur a laissé une quote-part des biens dont la loi lui permet de disposer, par exemple la moitié, le tiers, ou tous ses

immeubles, ou tout son mobilier. Il n'a jamais la saisine légale et il contribue au paiement des dettes proportionnellement à sa part.

Enfin toute disposition de dernière volonté qui n'est ni universelle, ni à titre universel, est un legs particulier (art. 1010). Son bénéficiaire n'est jamais tenu des dettes du défunt (art. 1024).

D'après le Code Napoléon, les substitutions sont prohibées, c'est-à-dire qu'un bien ne peut être légué sous la condition que le bénéficiaire (le grevé) le conservera pour le transmettre à son décès à une tierce personne. La loi ne fait exception qu'au profit des petits-enfants ou des neveux du disposant.

D. Code civil allemand

D'après le Code allemand, un mineur ne peut faire de testament que s'il est âgé de seize ans révolus.

Pour la validité du testament, il faut que le testateur soit sain d'esprit. Au point de vue de la forme, le Code allemand distingue deux sortes de testaments : le testament ordinaire, qui peut être olographe ou public, et le testament extraordinaire.

Le testament ordinaire olographe consiste dans une déclaration écrite de la main du défunt et signée par lui, avec l'indication du lieu et du jour (art. 2231). Ni le mineur ni l'illettré ne peuvent tester en cette forme. Quant au testament public, il est reçu soit par un juge, assisté de son greffier ou de deux témoins, soit par un notaire en présence d'un second notaire ou de deux témoins (art. 2233).

Le testament extraordinaire est celui qui est fait par une personne placée en dehors des conditions normales.

C'est le cas où il y a lieu de prévoir que le testateur mourra avant d'avoir pu faire son testament devant un juge ou un notaire. Dans ce cas, il peut faire son testament devant le chef de la commune dans laquelle il réside, assisté de deux témoins (art. 2249).

En temps d'épidémie, dans une localité isolée du reste du monde, le testament peut être fait soit devant le maire de la commune, assisté de deux témoins, soit même verbalement devant trois témoins. Si la forme de la déclaration orale devant trois témoins est employée, un procès-verbal doit être dressé de la confection du testament. Ce procès-verbal doit nécessairement contenir :

- 1) l'indication du lieu et de la date de l'opération ;
- 2) l'indication du testateur et des personnes qui concourent à l'opération ;
- 3) les déclarations du testateur exposant ses dernières volontés.

Le procès-verbal doit nécessairement être lu, puis approuvé par le testateur et signé de sa main. Si le testateur déclare qu'il ne sait pas écrire, cette déclaration doit être constatée dans le procès-verbal. Le procès-verbal doit être signé par les personnes qui concourent à l'opération.

Aux termes de l'article 2239, les personnes qui concourent à la confection du testament doivent être présentées pendant toute la durée de l'opération.

Un testament extraordinaire est considéré comme inexistant, s'il s'est écoulé trois mois depuis sa confection et si le testateur vit encore.

Après la mort du testateur, le testament doit être remis au tribunal de la succession. Le tribunal fixe une date pour l'ouverture du testament et convoque les héritiers. L'ouverture du testament doit être constatée par un procès-verbal.

Le testament conjonctif n'est permis qu'aux époux.

Le Code allemand, comme le Code balte, admet le contrat d'hérédité. Dans ce contrat, chacune des parties peut prendre des dispositions contractuelles à cause de mort, mais les dispositions autres que les institutions d'héritiers, legs et charges y sont prohibées.

§ 2. — LES CONFLITS INTERPROVINCIAUX

Supposons maintenant que le de cujus, domicilié dans la région soumise au Code civil russe, fasse son testament dans la région de Suvalkai, où est en vigueur le Code Napoléon, ou à Palanga, soumise au Code balte. Nous examinerons les différentes questions qui peuvent être soulevées à cette occasion en ce qui concerne la capacité du testateur et celle du légataire, les formes extérieures du testament et ses principaux effets.

Ainsi le Lituanien qui a conservé son domicile à Kaunas, soumis au Code russe, ne pourra pas tester dans la région soumise au Code Napoléon, s'il n'a pas atteint l'âge de 21 ans révolus, bien que, d'après le Code Napoléon, le mineur ayant seize ans accomplis puisse valablement disposer de la moitié de ses biens.

Le testament d'une personne qui s'est donné intentionnellement la mort pour quelque raison futile ne sera pas non plus valable.

Lorsqu'il s'agit de déterminer la capacité requise chez le légataire, d'après la règle du Code russe (art. 1281), c'est aussi sa loi personnelle qu'il faut consulter.

Ainsi sera incapable de succéder le membre d'un ordre monastique. Les églises et monastères ne peuvent recueillir des legs de biens immeubles qu'avec l'autorisation du gou-

vernement. Les employés des lazarets ne peuvent recueillir un legs d'une personne décédée dans l'établissement qu'autant qu'ils sont au nombre de ses héritiers légitimés.

D'autre part, l'article 909 du Code Napoléon interdit aux médecins et aux ministres des cultes de recevoir une libéralité de celui qu'ils ont soigné ou assisté dans sa dernière maladie. De plus, un enfant de la région de Suvalkai né de l'adultère ou de l'inceste ne pourra pas recevoir par testament au delà de la pension alimentaire (art. 762).

Les règles de conflits qui se rapportent à la forme du testament se trouvent dans le Code civil russe (art. 1077), dans le Code de procédure civile (art. 464 et 707) (1) dans le Code balte (art. XXXVI de l'introduction) et enfin dans le Code Napoléon (art. 999). Ces législations consacrent le principe *Locus regit actum*, tempéré par la faculté qui appartient au testateur, soumis au Code Napoléon, de préférer aux formes locales celles dont sa loi personnelle autorise l'emploi.

Aux termes de l'article 999 du Code Napoléon : « un originaire du Royaume de Pologne (2) qui se trouve en pays étranger peut faire ses dispositions testamentaires par acte sous signature privée, ainsi qu'il est prescrit par l'article 970, ou par acte authentique, en suivant les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé ».

Ce texte contient donc deux règles : l'affirmation de la règle *Locus regit actum*, en ce qui concerne le testament

(1) La règle *Locus regit actum*, consacrée par ces articles et applicable aux contrats et aux actes dressés à l'étranger devait, d'après l'interprétation du Sénat russe (Arrêt de 1904, N° 42), être aussi appliquée à la forme des testaments.

(2) Il faut actuellement interpréter ce texte au sens de « personne soumise au Code Napoléon ».

authentique fait par un Lituanien régi par le Code Napoléon dans la région soumise au Code russe ; et l'affirmation du caractère purement facultatif de cette règle relativement au testament olographe, c'est-à-dire écrit en entier, daté et signé de la main du testateur.

Un individu originaire de la région de Suvalkai peut donc tester dans d'autres parties de la Lituanie, suivant l'un des modes, authentiques ou même privés, qui sont organisés par la législation locale ; mais il peut aussi rédiger son testament en la forme olographe, admise seulement par le Code Napoléon.

On peut se demander si cette réciprocité, c'est-à-dire l'emploi des formes, admises par la loi personnelle, est possible pour une personne originaire de la région soumise au Code russe. La doctrine, en s'appuyant sur l'article 1077 du Code russe, soutient cette possibilité (1).

Selon le principe *Locus regit actum*, un testament conjonctif fait à Palanga par un habitant de Kaunas, soumis au Code russe, sera valable bien qu'un tel testament soit prohibé par le dernier (2). Il devrait en être de même du testament verbal fait dans le ressort du Code balte par un habitant provenant de la région soumise au Code russe. Mais si l'on se rappelle la position prise par la vieille jurisprudence russe contre la validité des testaments verbaux faits à l'étranger par des sujets russes (3) on peut douter de la validité d'un tel testament dans des régions autres que les provinces baltes.

(1) Reinke: *Précis de droit interrégional privé polono-russe*, p. 100.

(2) Sénat, arrêt de 1907, N° 8.

(3) Sénat, arrêt de 1875, N° 749.

Passons maintenant à l'examen des conflits interprovinciaux relatifs aux effets du testament.

Ne sera pas valable un testament fait à Kaunas et portant sur les biens immeubles situés dans la région soumise au Code Napoléon, si le de cujus n'a pas tenu compte des dispositions des articles 757, 913-915, c'est-à-dire si les libéralités faites par lui excèdent la quotité disponible.

D'autre part, un individu originaire de Suvalkai ne peut tester ses biens meubles qui se trouvent dans la région soumise au Code russe, sans tenir compte des héritiers réservataires.

CONCLUSION

La nation lituanienne, soumise à des événements qui lui ôtaient et lui rendaient tour à tour la liberté, avait, depuis plusieurs siècles, connu des destinées bien différentes et subi des influences assez diverses. Mais les dures épreuves qui avaient bouleversé son passé et les démembrements qui avaient morcelé son sol, n'avaient pas réussi à altérer l'unité ethnique de la population lituanienne.

La Lituanie ressuscitée allait, à la suite du traité de paix et des arrangements consécutifs, réunir, partiellement du moins, à la mère-patrie ses groupes ethniques dispersés. Il ne fallait donc pas oublier, pour réaliser sans heurts cette incorporation, les facteurs historiques, politiques ou sociaux divers qui sont intervenus dans la vie du peuple lituanien.

C'est en s'inspirant de cet ensemble de considérations que le souverain lituanien a maintenu en vigueur, soit par des dispositions internes, soit par des accords internationaux, les législations des différentes régions. Il en résulte qu'actuellement la Lituanie, si l'on met à part le Territoire de Memel récemment annexé par l'Allemagne, est régie par trois législations d'origine différente : russe, française et balte, la dernière appartenant à une famille germanique.

En examinant les solutions admises pour régler les conflits de lois en matière de mariage, de rapports pécuniaires entre les époux et de successions, nous avons cons-

taté la présence de règles slaves, françaises et germaniques. Elles sont loin d'être complètes et la plupart sont consacrées aux conflits internationaux. Cela s'explique d'abord par des raisons historiques. Ces règles ayant fait partie autrefois de législations des pays souverains (Grand-Duché de Varsovie), — donc destinées principalement aux conflits internationaux, — avaient été appelées, dans la mesure du possible, à jouer un rôle local. D'autre part, cela s'explique par le fait que la doctrine russe identifiait ces deux systèmes de conflits.

Actuellement, ces règles particulières de conflits, vu le manque d'indications précises, semblent toutes applicables sans avoir un caractère marqué de prééminence. Il faudrait faire seulement une exception pour les dispositions qui se trouvent dans le Code russe pour régler les conflits en matière de successions. Malgré l'absence d'uniformité des règles, si l'on arrive à résoudre les conflits qui se présentent en Lituanie, c'est parce qu'un certain nombre de principes fondamentaux subsistent dans toutes les législations, par exemple, le mariage religieux, la territorialité du régime des immeubles, le principe du statut personnel. D'autre part, et ce qui arrive le plus souvent, en l'absence de règles dans un code, la jurisprudence recourt à la solution donnée par un autre code ou encore tranche les conflits d'après les principes généraux.

En ce qui concerne spécialement le mariage, on relève que ces conflits présentent non seulement un caractère interprovincial mais, dans une mesure plus large peut-être, un caractère interconfessionnel ou juridictionnel.

Certaines mesures prises par l'administration en vue de la sécularisation du mariage et la jurisprudence récente

lituanienne, pour s'adapter à la nouvelle situation créée après le rattachement du Territoire de Memel à la Lituanie, ne pouvaient se réaliser sans qu'éclatât une rupture avec les anciennes règles.

En reconnaissant le mariage civil conclu à Memel ou à l'étranger par des Lituanais, soumis à la législation qui ne connaît que le mariage religieux, notre jurisprudence, par les arrêts du 13 novembre 1930 et du 18 mai 1933, semble avoir atténué la rigidité des principes de l'ordre public et de la fraude à la loi, observés jusqu'alors.

Bien que la jurisprudence lituanienne refuse d'appliquer, dans les cas précités, le principe d'ordre public, il ne faut pas conclure qu'elle laisse sans sanction les tentatives de passer outre certaines prohibitions de lois locales. Comme preuve évidente de ce que les lois doivent conserver leur caractère impératif, même dans les rapports interprovinciaux, peut servir la décision du Tribunal Suprême déclarant nuls les divorces obtenus par le changement de religion de l'un des époux.

En examinant les conflits en matière de régimes matrimoniaux, nous avons remarqué un autre exemple d'application du principe de l'ordre public. C'est sans doute pour défendre l'égalité instituée par le Code civil russe entre les deux époux dans leurs rapports pécuniaires que la jurisprudence d'avant-guerre neutralisait les effets du contrat de mariage aux termes duquel ils se soumettaient au régime de la communauté.

Si, examinant les solutions admises en Lituanie, on veut, pour régler les conflits de lois en matière de succession, faire une comparaison entre les trois législations, on est

tenté au premier abord de faire ressortir l'identité du système russe et du système français. Même division de la succession, suivant que le défunt laisse des biens meubles ou immeubles, même compétence législative dans les deux cas.

Au contraire, le Code balte, que l'on peut ranger dans le groupe germanique, adopte le principe de l'unité de la succession, c'est-à-dire les biens meubles et immeubles sont régis d'après la loi du domicile. Pour éviter le renvoi à cause de la divergence des règles, le législateur russe écarte la compétence de la loi du domicile quant aux immeubles situés dans les régions soumises au Code russe.

Si, quittant l'examen des grandes lignes, nous entrons dans le détail de ces différentes solutions, nous constatons, au contraire, une opposition assez marquée dans l'esprit des trois législations.

*
* *

A l'heure actuelle, le législateur lituanien procède au travail de codification dans le domaine du droit privé. Ainsi, sans parler des nouvelles lois sur l'hypothèque, sur la lettre de change, le billet à ordre et le chèque qui ont abrogé les anciennes dispositions en la matière, les différentes commissions constituées au sein du Conseil d'Etat sont occupées à l'élaboration du nouveau Code civil. Ce travail est assez avancé pour que les rédacteurs estiment que le Code civil pourra être promulgué dans deux ou trois ans. En effet, est déjà achevée la rédaction du projet de Code des obligations, dont les bases ont été le projet

franco-italien de Code des obligations et des contrats, les Codes des obligations suisse et polonais et enfin le projet russe de 1905 et le Code balte.

Il en est de même du projet de loi sur le mariage. Ajoutons que les matières concernant la tutelle, la propriété et les successions sont à l'étude.

Vu : le Doyen,

G. RIPERT.

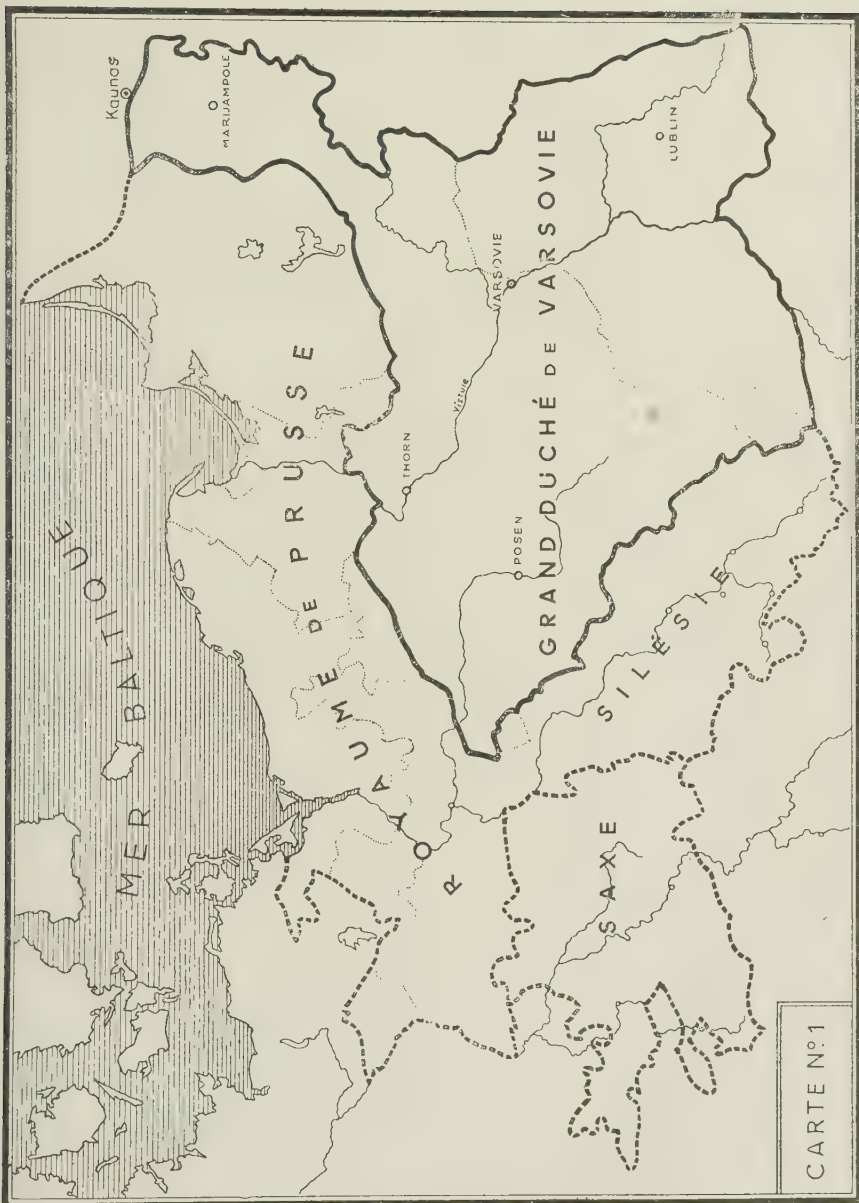
Vu : le Président de la Thèse,

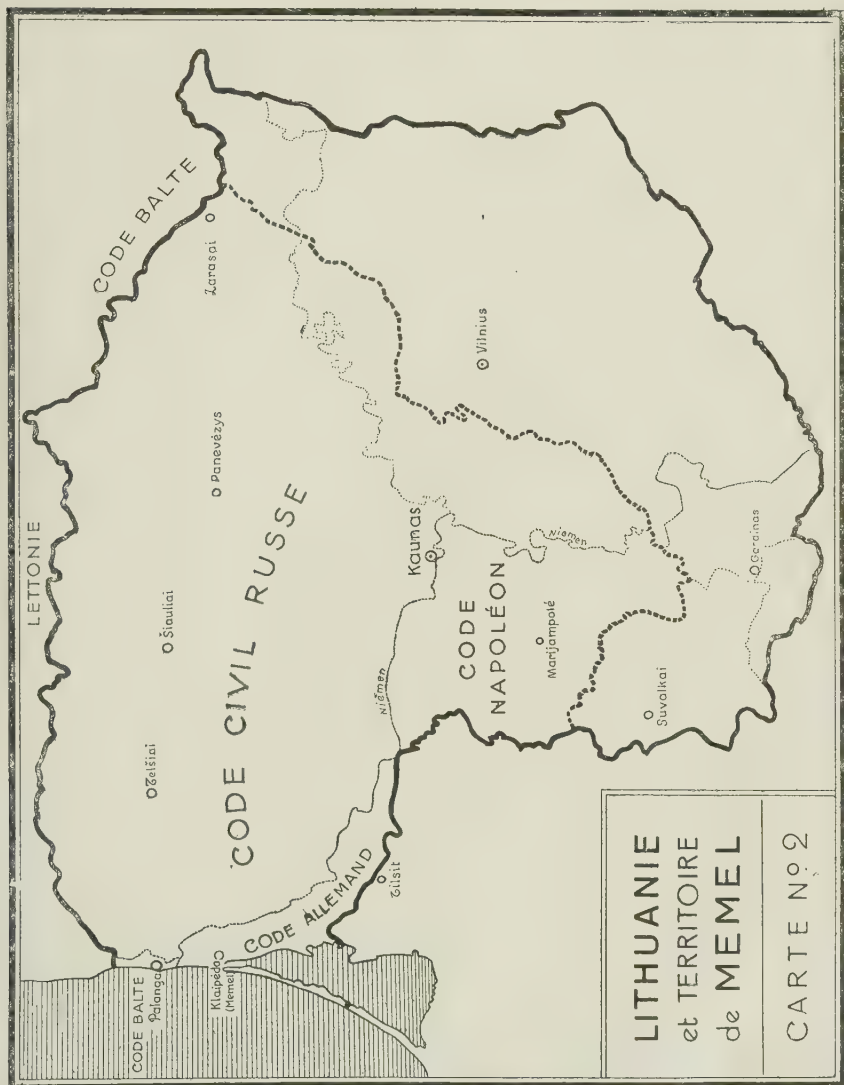
NIBOYET.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris :

ROUSSY.





BIBLIOGRAPHIE

- ARMINJON (P.). — Précis de Droit International Privé, t. I, 2^e éd., 1927 ; t. II, 1929.
- BABINSKI (Léon). — Droit International Privé de la Pologne (Répertoire de droit international, t. VI, 1930).
- BARTIN (E.). — Principes de Droit International Privé selon la loi et la jurisprudence française, t. I, 1930.
- BATILLIAT (René). — Origine et Développement des Institutions Politiques en Lituanie, Thèse, Lille-Paris, 1932.
- BOURBOUSSON (E.). — Du Mariage, des Régimes Matrimoniaux, des Successions dans les cinq parties du monde, Paris, 1934.
- BÖTTCHER (Herbert). — Die Kollision des memelländischen Privatrechts mit dem litauischen Privatrecht, Thèse, Leipzig, 1931.
- BUTKYS (C.). — Civilinės teisenos istatymas (Code de procédure civile), Kaunas, 1938.
- Code Civil Allemand. — Traduction de l'Office de Législation étrangères et de Droit international, Paris, 1929.
- DANIŁOWICZ (Ignacy). — Kodex Napoleona w porównaniu z prawami polskimi i litewskimi (Le Code Napoléon comparé avec les lois polonaises et lituaniennes), Warszawa, 1905.
- DAUKSĀ (Stasys). — Le Régime d'Autonomie du Territoire de Klaipėda, Thèse, Paris, 1937.

- ELIESCO (Michel). — Essai sur les Conflits de lois dans l'espace, sans Conflit de souveraineté, Thèse, Paris, 1925.
- FINKELSTEINAS (O.). — Tarptautinė privatinė teisė Lietuvoje (Le Droit International privé en Lituanie), Revue juridique « Teisė », 1926, N° 9.
- GRINBERG (Suzanne) et SIMON (Odette). — Les droits nouveaux de la femme mariée. Commentaire théorique et pratique de la loi du 18 février 1938, Paris, 1938.
- HANDELSMAN (Marceli). — Czartoryski, Nicolas I^{er} et la Question du Proche Orient, Paris, 1934.
- JANULAITIS (Augustinas). — Code Napoléon en France et en Lituanie Transmemunienne, Mémoires de la Faculté de Droit de l'Université de Lituanie, éd. lituanienne, Kaunas, 1930.
- KOREVO (N.). — Ob izdaniach zakonov Rossiskoi Imperii (Les publications des lois de l'Empire Russe), 1900.
- LAPPO (J.). — La Lituanie et la Pologne après l'Union de Lublin, 1569, éd. lituanienne, Kaunas, 1932.
- Litovskij statut 1588 (Le Statut lituanien, 1588), t. I, 1934 ; t. II, 1936.
- LATKIN (B. N.). — Ucebnik istorii ruskogo prava (Manuel d'Histoire du Droit russe), éd. russe, 1899.
- LEHR (Ernest). — Eléments de Droit civil russe, t. I, 1887 ; t. II, 1890.
- MAKAROV (A. N.). — Précis de Droit International Privé d'après la législation et la doctrine russes, Paris, 1933.
- NIBOYET (J.-P.). — Manuel de Droit International Privé, 2^e éd., Paris, 1928.
- Conflits entre les lois françaises et les lois locales d'Alsace et Lorraine en droit privé, Paris, 1922.

- NOLDE (B. E.). — Ocerk mezhdunarodnago castnago prava (Précis de droit international privé) — dans le livre de F. Liszt, *Mezhdunarodnoe pravo* (Droit international), 4^e éd. russe, Riga, 1923.
- NOLKEN (A.). — *Svod grazdanskich uzakonenij gubernij pribaltiskich* (Code civil des provinces baltes) 2^e éd. russe, 1915.
- OLIVIER-MARTIN. — *Précis d'Histoire du Droit Français*, Paris, 1934.
- PRIOULT (Albert). — Une version française de la « Dissertation sur l'origine de la Nation et de la Langue Lituanienne », par l'abbé Xavier Michel Bohusz, *Archivum Philologicum*, vol. VIII, Kaunas, 1939.
- Recueil des traités conclus par la Lituanie avec les Pays étrangers. Publication du Ministère des Affaires Etrangères de Lituanie, vol. I, 1919-1929, Kaunas, 1930.
- Répertoire de Droit International fondé par A. Darras, publié par A. de Lapradelle et J.-P. Niboyet, t. VI, Paris, 1930.
- ROBINZONAS (Jokubas). — *Klaipėdos Krasto Konvencijos Komentaras* (Commentaire de la Convention du Territoire de Klaipėda), t. I-II, Kaunas, 1934.
- ROUZIER (A.). — *La Constitution de la Lituanie et le Statut de Memel* (Bibliothèque de l'Institut de Législation comparée de Toulouse), 1926.
- SALKAUSKAS (K.). — *Civiliniai istatymai* (Lois civiles), Kaunas, 1933.
- SCRIMALI (Antonio). — *I Conflitti Interregionali di leggi nel diritto internazionale*, Palermo, 1935.

- SENVITZ (F.). — Graždanskie zakony Čarstva Polskago (Les lois civiles du Royaume de Pologne), éd. « Literatura », Kaunas.
- TUTRUMOV (I. M.). — Zakony graždanskie (Droit civil), t. I-II, Riga, 1923.
- VALSONOKAS (R.). — Klaipėdos Problema (Le Problème de Klaipėda), Klaipėda, 1932.
- Vyriausiojo Tribunolo visuotiniu susirinkimu nutarimai, baudžiamu ir civiliniu kasaciniu buvo sprendimai (Recueil des Arrêts du Tribunal Suprême), 1924-1936.
- Vyriausybės Žinios (Journal Officiel lituanien), numéros et dates indiqués dans le texte).
- WEISS (André). — Traité théorique et pratique de droit international privé, t. I-VI, 1908-1913.
- WESELOWSKI (Celestina). — Les conflits de lois devant la Justice Internationale, Paris, 1936.
- ZOLL (Fryderyk). — Międzynarodowe i międzydzielnicowe prawo prywatne w zarysie (Précis de droit international et interprovincial privé), Warszawa, 1937.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LA FORMATION HISTORIQUE DE LA LEGISLATION LITUANIENNE

§ 1. — Le Statut lituanien	7
§ 2. — Le Code Napoléon.....	8
§ 3. — Les Nouvelles	11
§ 4. — Le problème des textes originaux.....	13
§ 5. — La Lituanie russe.....	15
§ 6. — L'occupation allemande	17
§ 7. — La Lituanie indépendante.....	18

DEUXIEME PARTIE

LES CONFLITS DE LOIS INTERPROVINCIAUX

CHAPITRE I. — <i>Etude théorique du conflit interprovincial</i>	31
§ 1. — Les différents types de conflits interprovinciaux....	38
§ 2. — Le conflit des qualifications.....	44
§ 3. — La théorie du renvoi dans le droit interprovincial	47
§ 4. — L'ordre public dans les conflits interprovinciaux..	50

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE II. — <i>La solution des conflits de lois d'après les règles du droit lituanien</i>	55
§ 1. — Les règles de conflits.....	55
§ 2. — La nature juridique des diverses lois locales.....	62

CHAPITRE III. — <i>Les conflits de lois en matière de mariage.....</i>	65
§ 1. — <i>Législation comparée</i>	65
A) <i>Le Code civil russe :</i>	
1. <i>Du mariage entre les personnes appartenant à l'Eglise orthodoxe</i>	66
2. <i>Du mariage des personnes appartenant à d'autres confessions chrétiennes, soit entre elles, soit avec des membres de l'Eglise orthodoxe.....</i>	69
B) <i>La Loi de 1836 sur le mariage.....</i>	70
§ 2. — <i>Le conflit interprovincial et interconfessionnel....</i>	73
§ 3. — <i>La jurisprudence lituanienne en matière de mariage et de divorce</i>	79
CHAPITRE IV. — <i>Effets du mariage quant au régime des biens des époux</i>	91
§ 1. — <i>Législation comparée</i>	91
A) <i>Le Code civil russe.....</i>	91
B) <i>Le Code civil du 13 juin 1825.....</i>	93
C) <i>Le Code des provinces baltes.....</i>	94
D) <i>Le Code allemand</i>	99
§ 2. — <i>Les conflits interprovinciaux.....</i>	100
CHAPITRE V. — <i>Les conflits de lois en matière de successions....</i>	107
<i>Section I. — Des successions ab intestat.....</i>	107
§ 1. — <i>Législation comparée</i>	107
A) <i>Le Code russe</i>	107
B) <i>Le Code Napoléon</i>	113
C) <i>Le Code balte</i>	115
D) <i>Le Code civil allemand.....</i>	123
§ 2. — <i>Les conflits interprovinciaux</i>	124
§ 3. — <i>Détermination de la loi personnelle.....</i>	128

<i>Section II.</i> — Des testaments.....	133
§ 1. — Législation comparée	133
A) Le Code russe.....	133
B) Le Code balte	139
C) Le Code Napoléon	143
D) Le Code civil allemand.....	146
§ 2. — Les conflits interprovinciaux.....	148
CONCLUSION	153
BIBLIOGRAPHIE	

Imp. M. REMONDIN
13, Rue de Brébisson - Falaise

—
1939

